

UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE



**LA DIRECTION DES AFFAIRES RELIGIEUSES EST-ELLE
UNE INSTITUTION DE TUTELLE RELIGIEUSE ?**

THESE DE MASTER RECHERCHE

Ahmet GEDİK

Directeur de Recherche: Doç Dr. Birol ÇAYMAZ

AOÛT 2019

PREFACE

La réalisation de ce mémoire a été possible grâce au concours de plusieurs personnes à qui je voudrais témoigner toute ma gratitude.

Je voudrais tout d'abord adresser toute ma reconnaissance au directeur de ce mémoire, Monsieur Birol ÇAYMAZ, pour sa patience, sa disponibilité et surtout ses judicieux conseils, qui ont contribué à alimenter ma réflexion.

Je désire aussi remercier les professeurs de l'Université Galatasaray, qui m'ont fourni les outils nécessaires à la réussite de mes études universitaires.

Un grand merci à mon épouse Kübra ZAYİM GEDİK pour ses aides concernant mon étude, elle a grandement facilité mon travail.

Je voudrais exprimer ma reconnaissance envers les amis qui m'ont apporté leur soutien moral et intellectuel tout au long de ma démarche.

Je voudrais exprimer mes sincères remerciements à Hakan GÜLÜMSER, à Mehmet GENÇEL et à Can DONDURAN, qui a partagé ses idées avec moi tout au long du processus de thèse.

Enfin, j'exprime ma gratitude à ma mère, mon père et toute ma famille qui m'ont soutenu toute ma vie éducative.

Toutes ces informations nécessaires dans cette étude appartiennent à l'humanité.

Ahmet GEDİK

Aout, 2019

TABLE DES MATIÈRES

PREFACE	i
LISTE DES TABLES	iii
RÉSUMÉ.....	iv
ABSTRACT	v
ÖZET.....	vi
INTRODUCTON	1
PREMIERE PARTIE	7
I. CONTINUE DE LA POLITIQUE RELIGIEUSE EN TRANSITION VERS LE MULTIPARTISME.....	7
1.1. Changement de Statut et Position de DAR Dans la Période Multipartite ...	10
1.1.1. Mission de Contrôle de Direction des Affaires Religieuses	14
1.1.2. Autorité d'Approbation Religieuse.....	24
1.2. Le Dilemme du PD Sur les Politiques Religieuses.....	27
1.2.1. Première Opposition Religieuse Contre le PD, Le Magazine de Sebilürreşad	31
1.3. Attitude de la Direction des Affaires Religieuses à l'égard des Autres Mouvements Islamiques Comme Déterminant de la Légitimité Religieuse	32
1.3.1. Direction des Affaires Religieuses et l'Alévisme.....	34
1.3.2. Confréries, Mouvements Islamiques et la DAR	41
1.4. Septième Congrès du PRP et Evolution de la Compréhension Religieuse ..	49
1.4.1. Appareil Idéologique de l'Etat dans le Champ Religieux.....	55
DEUXIEME PARTIE.....	68
II. CHANGEMENT SOCIAL APRES LE COUP D'ETAT DU 27 MAI ET LA DIRECTION DES AFFAIRES RELIGIEUSES.....	68
2.1. Appareil de Propagande Religieuse Contre les Mouvements Politiques	72
2.2. Budget de la Direction des Affaires Religieuses	76
2.3. Modification Juridique Apportée par la Constitution et Loi de 633.....	82
2.3.1. Question de l'Education Religieuse	87
CONCLUSION.....	96
BIBLIOGRAPHIE.....	100
ANNEXES.....	108

ABBREVIATIONS

CDAB: TC Cumhurbaşkanlığı Devlet Arşivleri Başkanlığı

CUN: Comité d'Union Nationale

DAR: Direction des Affaires Religieuses

DGW: Direction Générale des Waqfs

GANT: Grande Assemblée Nationale de Turquie

MEN: Ministère d'Education Nationale

PD: Parti Démocrate

PN: Parti de Nation

PNT : Parti de Nouvelle Turquie

PRP: Parti Républicain du Peuple

TBMMZC: Türkiye Büyük Millet Meclisi Zabıt Ceridesi

LISTE DES TABLES

Tableau 2.1. Les Présidents de la Direction des Affaires Religieuses	72
Tableau 2.2. Les Budgets de la DAR Entre les Années 1946 et 1950	76
Tableau 2.3. Le Budget de la DAR à la période du pouvoir de PD	78
Tableau 2.4. Les Budgets de DAR Après le Coup d’Etat de 1960	81
Tableau 2.5. Les Cours Coraniques Sous le Contrôle de l’Etat	90
Tableau 2.6. Evolution des Associations Religieuses	94



RÉSUMÉ

La réflexion menée dans cette thèse est axée sur l'institution de la Direction des Affaires Religieuses, qui a été créée à la suite de politiques religieuses fondées au résultat d'une période du parti unique. Les changements structurels et institutionnels de la Direction des Affaires Religieuses ont fait débat les révolutions républicaines qui ont été considérées comme le résultat de la modernisation ottomane. En outre, avec le changement du climat politique, et la transition vers le multipartisme, la transformation du champ religieux a été l'un des éléments principaux de cette thèse.

Dans la première partie, pendant la période de parti unique, on a examiné l'examen a été centré sur l'approche religieuse du Parti Républicain du Peuple et les amendements juridiques à la réorganisation du champ religieux, ainsi que les dispositions législatives sur la religion préparées jusqu'à la Constitution de 1961. En particulier, l'existence et la fonction de la Direction des Affaires Religieuses, qui a été mandatée en tant qu'autorité religieuse et la redéfinition du champ religieux en Turquie par les réformes juridiques de 1924 au sein de l'État laïque est d'une importance politique. Les responsabilités de la Direction des Affaires Religieuses ont joué un rôle déterminant dans la prévention de la formation d'une opposition religieuse pendant toute la période du parti unique, étaient l'un des facteurs les plus importants dans la formation et le positionnement des mouvements politiques et religieux de la vie politique turque.

Les partis émergeant dans la vie politique turque après 1945 ont essayé d'utiliser les mouvements religieux et la Direction des Affaires Religieuses pour leurs intérêts politiques. Dans la période d'après-guerre, l'engagement de la Turquie dans le bloc de l'Ouest et l'augmentation des politiques contre les mouvements de gauche ont eut pour effet d'affluer la société turque.

Dans la deuxième partie, entre les années 1946 et 1960, l'une des questions les plus importantes de la politique turque était la question de la laïcité et de la religion. Durant cette période, la Direction des Affaires Religieuses a entrepris des tâches importantes pour approuver et exécuter les politiques des gouvernements existants. Avec l'ouverture des écoles imam hatip dans les années 1950, la bureaucratie religieuse, qui n'était pas fondamentalement en conflit avec les valeurs du régime, a été mise en place dans les écoles établies par l'État lui-même. Par conséquent, la Direction des Affaires Religieuses a acquis une identité constitutionnelle et a accéléré le processus d'institutionnalisation, en particulier après la Constitution de 1961. La compréhension moderne de la bureaucratie, qui est nécessaire pour un État moderne, a conduit à la bureaucratisation du champ religieux et à la Direction des Affaires Religieuses en Turquie. Durant cette thèse, la structure, la position et l'importance de la Direction des Affaires Religieuses, en tant qu'une institution de tutelle religieuse bureaucratisée, ont été examinées dans la vie politique turque entre les années 1945 et 1960.

ABSTRACT

In this thesis, we will examine the institution named Directorate of Religious Affairs that was established as a result of the policies related to religious affairs during the single-party era period of Turkey. The changes occurred in the structural and institutional character of the Directorate will be, within the context of republican revolutionary movements considered as an extension of the Ottoman modernization efforts, at the center of this study. Particularly, the transformation of the domestic political scene following the establishment of the multi-party system and its impact on the religious field will inevitably be the main element of our thesis.

In the first part, by tackling Republican People's Party's view toward religion and the legal regulations aiming rearrangement of the religious field throughout the single-party period, we will analyze every law promulgated until the constitution of 1961 in relation to religious affairs. The legal reforms realized in 1924, in this regard, play a central role in redefining the religious field and concerning the presence and the functioning of the Directorate of Religious Affairs within a secular state. The instrumentalization of the Directorate of Religious Affairs by the political authority in order to prevent any opposition grounded on religious issues and the responsibilities assumed by this controversial institution have turned into one of the main factors facilitating the emergence and the positioning of certain politico-religious movements within the realm of Turkish political life.

Within this context, Turkish political parties founded in the post-1945 period have all tried to presume of the religious field and the institution that has the control of this field, namely the Directorate of Religious Affairs. In the post-WWII, in particular, the engagement of Turkey within the Western Bloc and, as a corollary, the intensification of the anti-leftist policies, caused the increase in the importance of religion in the eyes of the Turkish society.

In the second part, the secularism and religion have become, between the years 1946-1960, the major sources of debate in Turkish political life. The Directorate of Religious Affairs, throughout this period, has played a vital role in approving and carrying out the policies of the present government. With the foundation of the Religious Vocational Schools emerged the religious bureaucracy that has the belief in values of the new regime. As a result, especially following the Constitution of 1961, the Directorate of Religious Affairs has gained a constitutional identity and its institutionalization process has accelerated. The establishment of a modern bureaucratic structure, a *sine qua non* condition for a modern state, has ultimately led to the bureaucratization of the Directorate of Religious Affairs. In this study, the structure, position and importance of the Directorate of Religious Affairs as an institution of bureaucratic religious tutelage were examined in Turkish political life between the years 1945 and 1960.

ÖZET

Bu tezde tek parti dönemi din politikalarının bir sonucu olarak ortaya çıkmış Diyanet İşleri Başkanlığı kurumu incelenmiştir. Osmanlı modernleşmesinin bir sonucu olarak değerlendirilen cumhuriyet devrimleri bağlamında kurumun geçirdiği yapısal ve kurumsal değişimler ele alınmıştır. Özellikle, çok partililiğe geçişten sonra Türkiye'deki siyasi atmosferin değişimiyle birlikte din alanında meydana gelen dönüşüm bu tezin ana unsurlarından biri olmuştur.

İlk bölümde, tek parti döneminde, Cumhuriyet Halk Partisi'nin din yaklaşımı ve din alanının yeniden düzenlenmesine yönelik hukuki değişiklikler ele alınarak, 1961 Anayasası'na kadar dine dair hazırlanmış kanunlar incelenmiştir. Özellikle, 1924 yılında yapılan hukuki reformların Türkiye'deki din alanının yeniden tanımlaması ve dini otorite olarak görevlendirilen Diyanet İşleri Başkanlığı'nın laik devlet bünyesindeki varlığı ve işlevi siyasal açıdan önem arz etmektedir. Bütün tek parti döneminde dini muhalefetin oluşmasını engellemek için siyasal otorite tarafından araçsallaştırılan Diyanet İşleri Başkanlığı'nın üstlenmiş olduğu yükümlülükler, Türk siyasal yaşamında siyasal, dini hareketlerin oluşmasında ve konumlanmasında en önemli etkenlerden biri olmuştur.

1945 sonrası Türk siyasetinde ortaya çıkan siyasi partiler din alanını ve bu alandan sorumlu olan Diyanet İşleri Başkanlığı'nı siyasal çıkarları için kullanmaya çalışmışlardır. Özellikle, savaş sonrası dönemde Türkiye'nin batı bloğu içerisinde yer alması ve buna bağlı olarak sol akımlara karşı politikaların artması dinin yeniden Türk toplumunda önem kazanmasına neden olmuştur.

İkinci bölümde, 1946-1960 yılları arasında Türk siyasetinin en önemli konularından biri laiklik ve din konusu yer almıştır. Diyanet İşleri Başkanlığı bu dönemde mevcut hükümetlerin politikalarını onaylamak ve yürütmek için önemli görevler üstlenmiştir. 1950'li yıllarda imam hatip okullarının açılmasıyla birlikte devletin kendi kurduğu okullarda yetişmiş, rejimin değerleriyle temelde çatışmayan din bürokrasisi doğmaya başlamıştır. Bunun bir sonucu olarak, özellikle 1961 Anayasası sonrasında Diyanet İşleri Başkanlığı anayasal bir kimlik kazanmış ve kurumsallaşma süreci hızlanmıştır. Modern bir devlet için gerekli olan modern bürokrasi anlayışı, Türkiye'de din alanının ve Diyanet İşleri Başkanlığı'nın bürokratikleşmesine yol açmıştır. Böylelikle, Diyanet İşleri Başkanlığı din alanından sorumlu tekel bir kurum haline dönüşmüştür. Bu tez çalışmasında, 1945-1960 yılları arasında Türk siyasi yaşamında, bürokratikleşmiş dini bir vesayet kurumu olarak Diyanet İşleri Başkanlığı'nın yapısı, yeri ve önemi incelenmiştir.

INTRODUCTION

La question de la religion en Turquie n'était pas une question qui se posait avec la proclamation de la République. Durant l'ère Ottomane, pendant la période classique et la période récente, la question religieuse apparaît comme étant un enjeu sur laquelle la sphère politique peut intervenir. Durant la période ottomane, la question de la religion était plus que jamais concernée par la politique. La religion et son statut occupent une place importante au centre des mouvements de modernisation, en particulier après la deuxième moitié du 19^e siècle. L'opposition des mouvements regroupés autour de la religion a émergé face à l'empire qui s'est modernisé et même de plus en plus occidentalisé. C'est pourquoi, le champ religieux a été entrelacé avec la politique durant les premières années de la République. Après la Deuxième Monarchie Constitutionnelle, nous constatons que les querelles politiques se sont accrues dans le bureau de *şeyhülislam* et les effets de la lutte politique entre le Comité d'Union et Progrès et ses opposants se sont reflétées dans le champ religieux.

Le champ religieux est très diversifié avec la participation de nombreux groupes et congrégations en Turquie. Face à cette diversité, le pouvoir politique veut intervenir et contrôler ce domaine. Dans ce contexte, la relation entre religion et politique sera examinée dans le cas de la Turquie et nous tirerons profit des travaux de Max Weber sur la religion dans cette recherche. Weber affirme que la religion et les rituels religieux concernent principalement à ce monde.¹ Ainsi, la religion a légitimé les actes du monde terrestre en devenant l'influence importante des rituels religieux pour légitimer le pouvoir politique.² À cet égard, la religion apparaît comme un moyen important pour la légitimation de la structure politique nouvellement établie au début de la période républicaine.

Max Weber parle de la monopolisation de la religion en déclarant que ceux qui détiennent la religiosité et le sacré pouvaient contrôler la religion et le champ religieux.³ L'autorité politique, qui détient le pouvoir religieux, aura en fait la légitimité d'imposer la violence(sanctions) dans ce champ. La religion est destinée à être dans les

¹ Max Weber, **Economy and Society: An Outline of Interpretive Sociology**, Berkeley: University of California Press, 1978, pp. 481-485.

² Ali Kaya, "Bourdieu'nun Materyalist ve Siyasal Din Okuması Üzerine", **Eskişehir Osmangazi Üniversitesi Sosyal Bilimler Dergisi**, Aralık 2014, 15(2), p. 86.

³ Weber, **op.cit.**, p. 489

maines d'une certaine section religieuse, ou plutôt sous son contrôle, par les clergés, c'est à dire, les professionnels de la religion. Selon l'approche wébérienne, l'objectif principal de la religion est de s'occuper des affaires de ce monde et de contribuer à la résolution des problèmes terrestres. Il pense que le processus de formation de la religion facilite les affaires de ce monde. Selon Weber, il faudrait enquêter sur les comportements religieux ou les comportements sociaux découlant de la religion.⁴ Dans sa sociologie, pour comprendre les événements sociaux, il convient d'examiner des concepts tels que l'économie, la religion, la culture, etc. En effet, Weber pense que toute la structure sociale est interconnectée et donc des questions telles que l'économie, la politique affectent le comportement religieux et la religion.⁵ Cette influence dont Weber mentionne, se produit mutuellement ce qui signifie que l'économie et la politique peuvent affecter la religion, ainsi que la religion peut affecter ces deux concepts. En fait, il tente d'expliquer comment le comportement découlant dans son œuvre important, *'l'Ethique Protestante et de l'Esprit du Capitalisme'*, affecte les sciences économiques et politiques. D'autre part, Weber parle de l'institutionnalisation de la religion après le processus de formation. A la suite de cette institutionnalisation, il dit que l'autorité politique intervient sur la religion. L'autorité politique veut éliminer toute formation qui libérerait les peuples de la souveraineté de l'Etat. Par conséquent, l'autorité politique veut monopoliser des structures telles que la religion et la confession. Dans ce cas-là, l'institutionnalisation et la bureaucratisation de la religion facilitent cette monopolisation dans le champ religieux. À la suite de la bureaucratisation, ceux qui établissent les règles dans une formation agissent en accord avec la politique, dans le but d'empêcher de telles formations de nuire à l'autorité existante. En raison de la soumission des professionnels religieux à l'autorité politique, les membres de cette religion ou les disciples d'une communauté religieuse sont sous le contrôle de l'autorité politique. Elle permet la monopolisation de ce pouvoir politique en contrôlant le champ religieux.⁶

Au lendemain de la bureaucratisation de la religion, le statut des prêtres, c'est-à-dire des professionnels de la religion, est formé dans la société. Le statut renvoie à la

⁴ Ünver Günay, "Max Weber'in Din Sosyolojisindeki Yeri ve Önemi", **Erciyes Üniversitesi İlahiyat Fakültesi Dergisi**, No: 5, 1988, p. 2.

⁵ Max Weber, "La Morale Economique des Grandes Religions", **Archives de Sociologie des Religions**, No:9, pp.7-30.

⁶ Cihat Özsöz, "Max Weber'in Din Sosyolojisi Metodu ve Eleştirisi", **Sosyoloji Notları**, No: 2, 2007, p. 54.

dignité sociale ou à la réputation dont les individus et les groupes sont accablés par d'autres.⁷ Les groupes de statut peuvent être le point de départ de considérations morales. Ces groupes de statut façonnent le comportement et la vision du monde de l'individu qui leur appartient et influencent grandement leur comportement résultant des intérêts. D'autre part, les croyances peuvent être la base sur laquelle un groupe de statut est formé. Ces croyances et pensées sont avant tout des réponses aux défis de l'environnement matériel. Selon Weber, la raison pour laquelle un groupe religieux est constitué ne repose pas uniquement sur des intérêts économiques. Dans le même temps, la promesse d'intérêt spirituel et de salut a un impact sur la formation d'un groupe religieux. Weber déclare que le processus de professionnalisation de la religion et la systématisation de la religion est façonnée vers le monde terrestre.⁸ L'institutionnalisation de la religion a été réalisée conformément aux besoins de ce monde. Il fait valoir que la distinction conceptuelle de Weber, à savoir la différence entre orthodoxie et hétérodoxie se manifeste dans tous les contextes dans lesquels des personnes luttent pour contrôler toute forme de capital, qu'il soit économique, culturel, artistique ou religieux. Par conséquent, ces zones de conflit forment des zones séparées. Les relations d'échange établies entre le clergé et le non-clergé sur la base d'intérêts différents et la confrontation des différents experts religieux du champ religieux constituent le principe de la dynamique du champ religieux et donc de la transformation religieuse.⁹

Dans le cas de la Turquie, la Direction des Affaires Religieuses(DAR), qui est l'organe officiel de l'Etat, apparaît comme la structure qui répond aux besoins, aux demandes et aux services spirituels des individus. Historiquement, elle est souvent considérée comme faisant partie intégrante de l'Etat et du pouvoir politique. Elle était l'acteur le plus important dans le champ religieux. En Turquie, les luttes dans le champ religieux n'ont pas eu lieu. Parce qu'elle essaie de garder le champ religieux en pleine possession grâce au pouvoir et aux possibilités dont elle dispose. Cependant, on peut dire que ces conflits d'intérêts se produisent au sein de la DAR, C'est-à-dire qu'elle n'est pas une simple opinion et que de nombreux groupes et communautés tentent de

⁷ Anthony Giddens, **Sosyoloji**, İstanbul: Kırmızı Yayınları, 2008, pp. 347-348.

⁸ Pierre Bourdieu, "Legitimation And Structured Interests in Weber's Sociology of Religion", **Max Weber, Rationality and Irrationality**, Boston: Allen&Unwin, 1987, p. 122.

⁹ Pierre Bourdieu, "Rethinking the State: Genesis and Structure of the Bureaucratic Field." Trad. Loïc J.D. Wacquant and Samar Farage, **Sociological Theory**, 12 (1) 1-18.

dominer l'institution. Les conflits orthodoxes / hétérodoxes peuvent être interprétés comme des conflits orthodoxes/orthodoxes lorsque l'on prend l'exemple de la Turquie. Parce qu'il y a un conflit de communautés affiliées à l'islam sunnite que l'État juge approprié. Dans le cas contraire, il n'y a pas de conflit structurel dans l'alévisme ni dans le bektashisme en raison du problème de non-reconnaissance.

En commençant par l'Empire Ottoman et en continuant avec le régime républicain, les institutions religieuses devraient être examinées avec la sociologie de Weber. Le *şeyhülislam*, le Ministère des Waqfs et des Religieux (*Şer'îye ve Evkaf Vekaleti*) et comme le dernier officiel et autorisé les institutions dans les domaines de la Direction des Affaires Religieuses ont été nommés. Ces trois institutions sont juridiquement, religieusement et politiquement habilitées. Durant les périodes ottomane et républicaine, ces institutions sont devenues des acteurs politiquement importants en plus des droits qui leur sont reconnus. Entre les années 1920-1924, le '*Şer'îye ve Evkaf Vekaleti*' fonctionnait comme un ministère mais à partir de la proclamation de la République il a perdu son propre statut. Une nouvelle institution a été créée sous le nom de la 'Direction des Affaires Religieuses' conformément au projet de modernisation dans les esprits des élites républicaines. Cependant, elle a essayé de rester sous le contrôle de l'État en étant rattachée au premier ministre et visait à le contrôler en empêchant la radicalisation de divers groupes religieux. D'autre part, dans un système laïc, elle a été intégrée à un mécanisme occupant des affaires profanes. Dans ce contexte, il s'agit non seulement de moderniser l'État et ses mécanismes, mais également de transformer la société pour la séculariser. Étant donné que la société devrait participer à ce changement de modernisation et d'occidentalisation, son objectif est de transformer la religion et la culture islamique. Compte tenu de ces informations, il est important pour Weber de comprendre la relation entre la religion et la politique en Turquie, comme "la religion pour les affaires du monde terrestre", "la monopolisation de la religion" et "le fait de laisser la religion dans les mains des professionnels et la violence symbolique religieuse, la légitimité par ces professionnels".

La Direction des Affaires Religieuses n'est pas une institution dévotée par la Turquie Républicaine. En effet, avant sa création, des structures similaires étaient constamment présentes au sein de la structure de l'État turc. Dans l'Empire Ottoman, les *şeyhülislams* étaient une autorité fréquemment mentionnée pour les fatwas

politiques. Dans la dernière période de l'empire, les *şeyhülislams* ont généralement varié en fonction de l'autorité politique. Par exemple, après 1913, lorsque la Comité d'Union et de Progrès ont pris littéralement le contrôle de l'Etat et du mécanisme politique, les *şeyhülislams* unionistes, comme Ürgüplü Mustafa Hayri Efendi, avaient servi en faveur du gouvernement unioniste. Contrairement à cette situation, après la défaite et la dissolution du Comité, les opposants sont venus au pouvoir et les *şeyhülislams* antiunionistes comme Mustafa Sabri Efendi, ont servi au détriment des mouvements unionistes sous les gouvernements de Damat Ferit. Pendant la Guerre d'Indépendance, le soutien et les fatwas du mufti d'Ankara ont été utilisés comme un moyen politique. Cela étant les événements et les fluctuations politiques affectent directement le conflit de souveraineté dans le champ religieux. La proclamation de la République et la rétrogradation des affaires religieuses au statut directionnel en 1924, suivie par les révolutions laïques de la République, ont conduit à l'établissement de l'autorité politique sur ce champ. Nous considérons la Direction des Affaires Religieuses comme une institution utilisée en tant qu'un moyen en matière d'identité nationale, de langue nationale, de religion nationale, etc. Bien que l'État y ait vu un outil, elle a profité de cette situation pour devenir la seule institution religieuse légitime du pays en dominant le champ de la religion. Les conflits qui ont lieu dans le champ religieux sont généralement considérés comme des conflits pour obtenir une place légitime au sein de cette institution religieuse. De plus, le budget de la DAR dans le budget gouvernementale varie par rapport aux périodes. Elle était une institution sur laquelle l'Etat ne s'était pas intéressé entre les années 1923 et 1945, ce que nous appelons la période du parti unique. Cependant avec le multipartisme, l'Opposition a gagné du terrain et la religion a servi comme moyen de légitimation, elle s'est imposée dans la vie politique turque après 1945.

Dans le cadre de cette recherche, compte-tenu des responsabilités de la Direction des Affaires Religieuses, la question que l'on tentera de répondre est celle de savoir si cette dernière est une institution de tutelle religieuse de l'Etat. Bien que la structure, le budget et l'idéologie de cette institution aient changé en raison de l'évolution des situations, le devoir d'être une institution de tutelle religieuse confié par l'Etat n'a pas changé dans la vie politique turque.

Durant cette recherche, premièrement le développement de la Direction des Affaires Religieuses et son rôle dans le champ religieux en Turquie seront examinés.

Dans ce contexte, les réflexions sur les changements intervenus lors de la proclamation de la République dans le champ religieux et de la modification de l'institution et de l'effet de l'autorité politique sur le champ religieux seront discutées. Durant le premier chapitre, l'attitude du Parti Démocrate, qui a repris la politique religieuse de la période du parti unique, envers la Direction des Affaires Religieuses sera examinée et la position de la DAR en tant qu'autorité d'approbation de la légitimité religieuse et contrôle seront analysées. Par conséquent, l'attitude à propos des mouvements orthodoxes et hétérodoxes sera discutée. En outre, l'utilisation idéologique de la DAR et le changement de la politique religieuse à la suite du Septième Congrès du Parti Républicain du Peuple seront examinés. Après le coup d'Etat de 1960, la déstabilisation de la Direction des Affaires Religieuses et son placement sous le contrôle des partis politiques sera examinée dans ce chapitre. La Direction des Affaires Religieuses, qui est une institution utilisée pour atteindre et transformer la société sous le contrôle des institutions de tutelle politique, examinera son statut et sa souveraineté dans le champ religieux.

Dans le deuxième chapitre de cette étude, les effets du changement politique du pays sur la DAR seront analysés, de même que le processus d'institutionnalisation et le budget alloué à cette institution seront examinés. Dans ces périodes, la question de l'éducation religieux et les écoles imam hatip seront discutés. D'autre part, les effets de la loi no 633 préparée après le coup d'Etat du 27 mai 1960 sur l'institutionnalisation de la DAR seront discutés.

PREMIERE PARTIE

I. CONTINUE DE LA POLITIQUE RELIGIEUSE EN TRANSITION VERS LE MULTIPARTISME

Le 3 mars 1924, quelques événements peuvent être qualifiés comme étant les réformes les plus importantes de la période républicaine ont été introduits. Avec l'adoption des lois no 429, 430 et 431, les institutions et les systèmes de l'Empire Ottoman ont été fermés.¹⁰ "*Şer'iyye ve Evkaf Vekâleti*"¹¹, représenté dans le Conseil des Ministres entre 1920 et 1924 et qui agissait comme organe de la Grande Assemblée Nationale Turquie (GANT), a été demandé d'être abrogé par la proposition de Halil Hulki.¹²

Après l'abolition de "*Şer'iyye ve Evkaf Vekâleti*", les fondateurs de la République n'ont pas eu l'idée de laisser le champ religieux vide et incontrôlé. Selon le mémorandum préparé par Ziya Gökalp, un des penseurs turcistes importants de la monarchie constitutionnelle et qui influençait les pères fondateurs de la République avec ses idées; le problème de la religion et du clergé devrait être expulsé vers un domaine appelé les affaires religieuses.¹³ L'autorité de *şeyhülislam* devrait être retirée de la politique, c'est-à-dire du cabinet, son autorité judiciaire et éducative aurait dû être retranchée.¹⁴ Ces idées de Gökalp ont influencé les fondateurs de la République et la Direction des Affaires Religieuses (DAR) a été établie avec les changements en 1924. Cette nouvelle institution, contrairement à ses prédécesseurs, n'est pas située au niveau ministériel. On lui a plutôt demandé de devenir une institution affiliée au premier ministère.

Dans le cadre de la loi no 429 promulguée le 3 mars 1924, il ne suffisait pas d'éliminer "*Şer'iyye ve Evkaf ve Erkan-ı Harbiye Umumiye Vekâleti*" et de créer une institution de niveau inférieur. En même temps, le ministère des waqfs, la source de

¹⁰ Stanford Shaw, Ezel Kral Shaw, **History of the Ottoman Empire and Modern Turkey: Reform, Revolution, and Republic, The Rise of Modern Turkey, 1808-1975**, vol: 2, Cambridge: Cambridge University Press, 1977, pp. 384-388, et Rıdvan Akın, **TBMM Devleti (1920-1923): Birinci Meclis Döneminde Devlet Erkleri ve İdare**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2001, pp. 129-130.

¹¹ Ministère des Affaires Religieuses et des Waqfs.

¹² İştâar Gözaydın, **Diyanet Türkiye Cumhuriyeti'nde Dinin Tanzimi**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2016, pp. 59-60.

¹³ Niyazi Berkes, **Türkiye'de Çağdaşlaşma**, İstanbul: Yapıkredi Yayınları, 2014, p. 458.

¹⁴ **Ibid.**, p. 459.

revenus la plus importante de l'autorité religieuse, a perdu son autorité religieuse et est devenu une direction rattachée au premier ministère. La prise de contrôle des waqfs depuis les mains de *şeyhülislam* qui est l'autorité religieuse suprême et de *Şer'iyye ve Evkaf Vekâleti* a entraîné l'émergence des changements importants et sociologiques en Turquie. Tout d'abord, dans ce nouveau système, la DAR n'avait pas de capitale sous son contrôle comme ses prédécesseurs, mais elle était considérée comme un fonctionnaire tenu entièrement responsable des affaires religieuses. Jusqu'à sa fondation en 1931, la DAR avait son propre budget pour les questions dont il était responsable et était responsable de l'administration des mosquées et des masjids pour prière. Pour cette raison, jusqu'en 1931, le DAR a gardé son importance. En 1931, avec "la loi budgétaire de l'année financière de 1931 de la Direction Générale des Waqfs (DGW), le budget a été pris de DAR et remis à la DGW. Les sixièmes, septièmes et huitièmes articles de la loi budgétaire de l'année financière de 1931 de la DGW publié au Journal officiel daté du 13 juin 1931 concernant le budget de DAR sont énumérés ci-après.

SIXIEME ARTICLE — L'administration des mosquées et des masjids dans la République de Turquie et leurs gardiens ont été transférés à la Direction Générale des Waqfs. Les nominations et les révocations de ces subalternes sont exécutées et approuvées par la Direction Générale des Waqfs conformément au règlement des subalternes de mosquée du 12 août 1928.

SEPTIEME ARTICLE — Jusqu'à la fin de l'année fiscale de 1931, il est obligatoire que la classification des mosquées et des masjides en fonction des besoins qui combine les tâches conformément au lieu et au temps et la détermination du besoin réels des cadres de subalternes par la Direction Générale des Waqfs. Le tableau de classement à publier par la Direction Générale est appliqué après l'approbation du conseil des ministres. Si les porteurs d'obligations qui seront exclus du cadre poursuivront leurs services, les sauvants du devoir et de la précision au moment de l'inhalation, et ces austérités sont prévues pour l'élimination progressive de la sensibilité du concierge existant dans le cadre à 500 cents. S'il y a des titulaires d'obligations qui sont exclus du personnel, il n'est pas permis de nommer quelqu'un d'autre, ses nominations sont

transférées au personnel et les tâches et privilèges autres que celui-ci est supprimés. Les tâches devenues inopérantes ou inutiles ne sont pas conférées à partir de maintenant.

HUITIEME ARTICLE — Selon le sixième article, les officiers qui ont été inclus dans l'organisation de Direction des Affaires Religieuses pour les services transférés à la Direction Générale des Waqfs et dont le degré, le nombre et les salaires ont été indiqués dans le tableau de relation (E) a été transféré à la Direction Générale des Waqfs avec les salaires qu'ils ont reçus. Parmi ceux dont l'emploi est considéré comme inutile par la direction générale, leur demi-salaire provient du budget de la direction générale conformément à la loi.¹⁵

Avec les dispositions des lois mentionnées ci-dessus, la DAR est devenue une institution qui est dans une situation très délicate. L'institution à laquelle même les fonctionnaires des lieux de culte étaient affiliés est devenue la DGW. La question de savoir "Si tous ces pouvoirs étaient conférés à la DGW, pourquoi la DAR devrait-il subsister sans être fermée ?" devrait être répondue. La réponse à cette question est simple: les pères fondateurs de la République veulent contrôler le champ religieux et contrôler tous les mouvements qui peuvent se produire dans ce champ. Cependant, au lieu de donner ce contrôle au corps ouléma, comme dans l'Empire Ottoman, il a été pensé de le donner aux bureaucrates. Ces bureaucrates devraient répondre aux exigences de l'ère moderne, c'est-à-dire que le système bureaucratique devrait être rationalisé. La République de Turquie dans le processus de transformation a dû mettre en place une structure rationnelle des institutions affiliées à la République pour devenir une structure d'Etat moderne.

Weber explique essentiellement la dynamique de développement des sociétés avec le concept de 'rationalisation'. Dans l'ère moderne, il définit presque tous les concepts liés à l'occident avec le rationalisme comme 'le capitalisme rationnel', 'l'administration rationnelle', 'le droit rationnel' et 'l'organisation bureaucratique rationnelle'. Selon Weber, le début de la rationalisation dans les sociétés occidentales et son inclusion même de la religion, c'est-à-dire la montée du protestantisme qui met

¹⁵ T. C. Resmi Gazete, 7 Teşrinievvel 1336 (13 Juillet 1931), No: 1821.

le travail et l'épargne au premier plan, a donné naissance au capitalisme. Par conséquence, le capitalisme conduira à la bureaucratisation. Selon Weber, la bureaucratie est un outil qui fournit les moyens les plus efficaces pour atteindre aux objectifs fixés. Donc, à ce stade, Weber définit la bureaucratie comme un appareil. L'administration bureaucratique rationnelle permet de contrôler la société moderne, et le système bureaucratique rationnel libère également les individus de l'oppression religieuse.¹⁶ Dans les sociétés où la bureaucratie est rationalisée, les bureaucrates du système politique considèrent les devoirs religieux comme des obligations formelles et sociales des individus. Dans ce contexte, les réformes de la République dans le champ religieux peuvent être considérées comme des étapes vers la rationalisation de la bureaucratie religieuse. En d'autres termes, il vise à exclure le corps ouléma et à nommer des bureaucrates rationnels qui sont bien informés sur la religion pour gérer les rituels religieux. Par conséquent, de 1931 à 1950, la DAR s'est transformée en une institution dotée d'un personnel très limité et essayant de remplir les fonctions qui lui ont été confiées par l'Etat avec ce personnel.

1.1. Changement de Statut et de Position de DAR Dans la Période Multipartite

Avec la victoire du Parti Démocrate (PD) des élections en 1950, des changements dans la politique et la société ont commencé. À partir de ce moment-là, plusieurs propositions ont été faites à la DAR pour le développement et la transformation, et les parlementaires ont prononcé des discours sur la laïcité, y compris la DAR.¹⁷ Depuis la transition au multipartisme, de nombreuses réformes du champ religieux et de la DAR ont été menées par PRP. Mais cela ne suffit pas à maintenir la souveraineté de PRP. Dans les dernières années de la souveraineté de la PRP, comme Ahmet Hamdi Akseki l'a exprimé de temps en temps, le sujet de la DAR étant une institution complètement autonome dans cette période, cette demande n'est pas venue à l'avant-plan. Cependant, pendant la période du gouvernement PD, les débats sur l'autonomie de DAR ont commencé à s'exprimer de haute voix.

¹⁶ Max Weber, *Sosyoloji Yazıları*, İstanbul: Metis Yayıncılık, 2019, p. 51.

¹⁷ Ahmet Gürkan, député du PD a Tokat, a déclaré dans une section de sa déclaration sur la DAR dans les discussions budgétaires en 195: "Chers amis, nous comprenons du budget de cette institution qui a été négligé hier, que cette question a été traitée par le nouveau parti au pouvoir et a maintenant été traitée comme un moyen d'administration de la nation turque musulmane." (**TBMMZC**, Cycle: 9, Année de Session: 1, Vol: 5, Réunion: 48, (22.2.1951), p. 428.

La DAR, rattachée économiquement à la DGW jusqu'en 1950, a été rétablie à nouveau comme celui qui était avant 1931 avec l'adoption de la loi no 5634. Cependant, avec l'effet de l'atmosphère politique changeante, les réformes devaient être plus compréhensives. Le député d'Ordu de PD, Fevzi Boztepe, dans son discours à la présidence de la Grande Assemblée Nationale de Turquie (GANT), a souligné que les limites de la laïcité doivent être déterminées, des générations pieuses doivent être élevées, et la très mauvaise situation financière des érudits religieux doit être améliorée. Il a indiqué que la DAR devrait être totalement autonome et que seules les relations financières entre les affaires religieuses et l'Etat devraient être requises et a demandé l'avis du gouvernement sur cette question.

“Aujourd’hui, il est nécessaire de faire en sorte que la Direction des Affaires Religieuses qui est entièrement gérées et affiliées au Premier Ministère soit acceptée autonome et de déclarer son autonomie. Les relations de l’institution religieuse avec l’Etat doivent être considérées comme une question financière par rapport au budget général, comme l’université autonome...”

... Je crois que le gouvernement Démocrate, qui est arrivé au pouvoir par la volonté de la nation, réussira sûrement dans ce sujet crucial. Dieu Merci, Nous sommes Turcs et Musulmans : le Parti Démocrate et son gouvernement rempliront leur promesse à la nation turque et à l’histoire. Je vous salue tous avec respect.”¹⁸

Comme on peut le comprendre du discours de Boztepe, il est dit que, avec le gouvernement de PD, la DAR devrait recevoir un nouveau statut et être restructurée de manière autonome plutôt que de l’améliorer. Ces revendications sont en effet le résultat de la volonté de DAR de se débarrasser de la souveraineté de tutelle politique. Dans son discours lors des négociations budgétaires de 1951, tout en négociant le budget de la DAR, Ahmet Gürkan, député de PD à Tokat, a souligné la nécessité pour la DAR d’être autonome et du transfert des waqfs à cette institution. Avant les déclarations de Gürkan, Ahmet Hamdi Akseki en 1950, dans un rapport qu’il a préparé sur la DAR, préconise des opinions telles que donner l’autonomie à cette institution, relier les waqfs à la DAR, lui donner le pouvoir d’ouvrir des écoles moyennes et de

¹⁸ **TBMMZC**, Cycle: 9, Année de Session: 1, Vol: 5, Réunion: 48, (22.2.1951), p. 439.

haut niveau pour former du personnel qualifié et d'éduquer sur la religion dans les écoles primaires et secondaires.¹⁹ Toutefois, cette demande n'a pas été acceptée par le parti au pouvoir.

Des aspects telles que l'éducation religieuse et la formation du clergé dans ces discours ont été réalisées par le gouvernement PD en peu de temps. Cependant, le gouvernement de PD, comme le PRP, n'a jamais été favorable à l'attribution de DAR en tant qu'institution autonome. Les demandes de certains députés du parti sont restées une demande individuelle.

Le PD a poursuivi sa politique de non-radicalisation dans ses politiques envers la religion et la DAR jusqu'au coup d'Etat du 27 mai 1960. Bien que l'islam et les mouvements religieux aient commencé à être visibles dans l'espace public pendant le règne de PD, il n'y a pas eu de changement dans le système politique existant.²⁰ La DAR a seulement demeuré une institution relevant du service public.

Après le coup d'Etat, bien que l'armée ait utilisé l'excuse de l'utilisation de la religion comme un moyen politique, la DAR a été traitée pour la première fois en tant qu'institution constitutionnelle dans la constitution de 1961. Au cours du processus de rédaction de la constitution, les débats sur la DAR ont été remarquables. Le député Salim Hazerdağlı, qui a pris la parole sur la question à l'assemblée constituante, a déclaré que la DAR devrait être autonome pour l'avenir de l'Etat et que la DAR, avec sa structure présente, menacerait l'administration de l'Etat.

“...si la religion obtient l'autonomie, la religion et l'Etat seront sauvés. S'il n'y a pas une administration centralisée forte sur la religion, les parasites et les organisations religieuses naîtront ou vivront sous le nom de secte religieuse, tout comme les organisations féodales sont nées là où l'Etat était faible.”²¹

Ceux qui défendent l'idée d'une DAR autonome comme Hazerdağlı se plaignent de l'utilisation de la religion comme le moyen politique pendant la période de PD. Cependant, contrairement à ceux qui défendent ce point de vue, il y a aussi ceux qui soutiennent le maintien du rôle de surveillance sur la DAR dans la structure

¹⁹ **Ibid.**

²⁰ Robert Anciaux, “Islam, Etat, Laïcité: le Cas de la Turquie Dans Sa Perspective Historique, **Civilisations Revue Internationale d'Anthropologie et de Sciences Humaines**, No: 48, 2001, p. 32.

²¹ **TBMMZC**, Cycle: 3, Année de Session: 2, Vol: 1, Réunion: 3, (24.2.1960), p. 116.

administrative de l'Etat. Les partisans de ce point de vue ont pu faire accepter leur point de vue dans la commission constitutionnelle et la DAR est demeurée un organe d'Etat dans la constitution de 1961. La DAR est également une institution constitutionnelle au sein de l'administration générale.²² En fait, un grand nombre de députés ont convenu lors des discussions sur le renforcement sans doute la structure de DAR. Parce que, en raison de la structure faible de la DAR, l'idée que les mouvements religieux ont commencé à être efficaces dans la société dans les années 50 est défendue.

“Nous voyons une messe appelée *Nurcu*. Ils abusent de la religion. Ils essaient de gagner leur vie par ce biais. Sous le nom de religion de service, ils se faisaient danser l'anse du panier. Ils écrivent des livres et en vendent des milliers, des centaines de milliers. Il y a des gens qui gagnent des millions comme ça. Il y a des gens qui veulent atteindre à leurs différents buts. Dans le projet de loi d'aujourd'hui, on ne peut pas prendre de mesures contre cela et on ne peut pas empêcher cela. La raison en est que les affaires religieuses ne suffisent pas à leurs propres membres pour voir ces œuvres et pour empêcher le comportement de telles personnes. La raison en est que les affaires religieuses ne suffisent pas à leurs propres membres pour voir ces œuvres et pour empêcher le comportement de telles personnes. De plus, ces tâches ne sont pas prises en compte dans les fonctions de la Direction des Affaires Religieuses. Elle a laissé ces choses à la police. Si l'un des prédicateurs de la Direction des Affaires Religieuses ou l'un des orateurs exprime une opinion contraire à celle de la Direction des Affaires Religieuses, il n'est pas en mesure de faire quoi que ce soit.”²³

C'est-à-dire, il a été déclaré qu'une loi spéciale pour réglementer la structure et le fonctionnement de DAR devrait être faite à l'avenir. Avec la loi no 633, entrée en vigueur en 1965, le fonctionnement et la structure de la DAR ont été expliqués en détail. Avec cette loi, le nom et l'autorité du consultant de la DAR et du bureau d'inspection des œuvres religieuses ont été changés le nom par le Conseil Suprême des

²² Gözaydın, *op.cit.*, p. 39.

²³ **TBMMZC**, Cycle: 3, Année de Session:2, Vol: 1, Réunion: 3, (24.2.1960), p. 122.

Affaires Religieuses. Avec cette modification, le pouvoir de cette institution d'inspecter les œuvres religieuses a été élargi.

1.1.1. Mission de Contrôle de Direction des Affaires Religieuses

Au cours de la période de parti unique, aucune institution en dehors de la DAR n'a été invitée à jouer un rôle actif dans le champ religieux. Mais aussi la DAR ne peut pas franchir les frontières que l'Etat a désignées. Dans les années 1940, quand Hasan Ali Yücel était Ministre de l'Education Nationale, le Ministère de l'Education Nationale (MEN) a envoyé une lettre à la DAR et en indiquant que les enfants qui n'avaient pas terminé l'école primaire ne devraient pas être autorisés à suivre les cours coraniques. L'avertissement de DAR qui est directement affilié au premier ministère, par d'autres ministères est une indication que la DAR est sous pression. Elle est limitée à diverses restrictions et contrôles, même lors de l'exécution des tâches qui lui sont assignées.²⁴

D'autre part, bien que la DAR soit une institution officielle, sa place dans l'ordre établi par les élites républicaines et dans le concept de la laïcité est très controversée. Bien que la DAR soit une institution continuellement exclue, elle est également un instrument efficace du régime existant. L'Etat a besoin de cette institution pour contrôler le champ religieux. Par exemple, en 1932, une bibliothèque à Istanbul a publié un Coran traduit au turc et a présenté au président Mustafa Kemal sans en informer la DAR.²⁵ Il a été demandé d'enquêter immédiatement ce Coran traduit du turc et de vérifier si la DAR a des informations sur le sujet. Outre la connaissance et le contrôle de la DAR, le livre a été l'objet d'une réquisition malgré le fait que cette publication était en turc comme le voulait le régime.²⁶ Comme nous l'avons vu dans cet exemple, dans le champ religieux, une institution ou une organisation à l'extérieur de la DAR n'est pas tenue de fonctionner. Donc, en fait, l'Etat revendique la monopolisation de la religion légitime. Parce que le fait que l'autorisation de telles publications va effectivement augmenter la publication de tels livres dans presque toutes les régions du pays, ce qui réduira le contrôle de la DAR dans le champ religieux. Par conséquent, si des publications religieuses doivent être faites, cela doit être fait au moyen de la DAR. Le fait qu'elle soit le seul dans le champ religieux a

²⁴ Cemil Koçak, **Tek-Parti Döneminde Muhallif Sesler**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2011, pp. 64-67.

²⁵ **Ibid.**, p. 69.

²⁶ **Ibid.**

facilité le contrôle étatique sur cette question. Dans la même direction, de nombreux documents et événements indiquent la tâche de contrôle de la Direction des Affaires Religieuses. Dans le document présenté le 21 janvier 1942, la Direction des Affaires Religieuses demande que tous les bureaux de mufti n'aillent pas au-delà des questions déterminées par la présidence chaque *khutba*/sermon du vendredi.

“République de Turquie

Direction des Affaires Religieuses

Bureau d'éditorial

Numéro: 56

Au Mufti

Puisque les sermons à livrer par les prédicateurs sont soumis à notre Direction par Règlement des Subalternes de Mosquée daté du 1/5/1935 daté et numéro 2/2392 ; on a déclaré, avec le circulaire daté du 9/10/1937 No :3425/794, ne pas franchir en aucun cas les limites de «Nouveau Serment» écrit par le vice-président Ahmet Hamdi Akseki en divers sujets et publiés par notre Présidence qui veut véritablement exécuter sa mission de surveillance. Il est nécessairement déclaré cette fois-ci d'informer dans chaque semaines nos prédicateurs sur les sujets présélectionnés et de les contrôler qu'ils soient lus exactement.

Président des Affaires Religieuses Şerafettin Yaltkaya”²⁷

Selon ce documents, Yaltkaya a interdit aux imams de parler de sujets différents. Il est rapporté que ceux qui ne se conforment pas à cette règle seront contrôlés par la Direction des Affaires Religieuses. Aussi, une oeuvre composée de deux volumes nommés <<Yeni Hutbelerim>> qui est mentionné dans les documents associés. On a été écrit par Ahmet Hamdi Akseki qui est le vice-président de la DAR en 1937. Pendant cette période, la DAR a choisi de publier des livres contenant de tels exemples de *khutba* en raison des difficultés de transport des *sermons* vers les provinces. La DAR a demandé à ses fonctionnaires de profiter de ces sermons. Dans le cas contraire, il est

²⁷ Cumhurbaşkanlığı Devlet Arşivleri Başkanlığı (CDAB), 30-1-0-0 / 105 - 657 – 1. Cf. ANNEXE 1.

souligné que des mesures seront prises concernant les personnes concernées. Alors, la DAR agit comme un monopole dans les domaines désignés par l'Etat lui-même. Il est inacceptable que la DAR demande au personnel d'aller au-delà de ces limites. Voici un exemple des contrôles de DAR sur ce problème: dans un document daté de 1945 ci-dessous, il est demandé à l'imam qui travaille dans une mosquée de Konya d'être inspecté pour ne pas avoir respecté les règles. Ces activités de Direction des Affaires Religieuses montre qu'elle est une institution monopolisée dans le champ religieux en Turquie. La légitimité religieuse n'est certainement rien de plus qu'un état de relations de pouvoir religieuses. En d'autres termes, le résultat des conflits dans ce domaine est monopolisé par le recours légitime à la violence religieuse.²⁸

“Résumé: L'imam de la mosquée de Kapu Abdurrahim.

Au Bureau de Mufti à Konya

I. Il est rapporté que L'imam de la mosquée Kapu, Abdurrahim, était présent dans l'oratoire sauf pour le livre de sermon, qui a été arrangé et donné à lui par la Direction des Affaires Religieuses à tout en accomplissant ses fonctions, les prières de vendredi et de l'Aïd, et qu'il n'a pas abandonné cette attitude malgré l'avertissement dans notre bureau. Pour nous informer de notre connaissance de cette question et à quelle date ils ont été avertis d'abandonner cette loi.

II. Il ressort de la plainte que dans une prière du vendredi, il a commencé le sermon sans réciter l'appel à la prière et a déclaré qu'il ne lui était pas permis d'écouter parce que l'appel à la prière était sunnah dans le sermon et qu'il y avait des commérages parmi le peuple. Je voudrais vous demander de quitter clairement une tradition islamique et vous demander où vous avez pris votre courage et si une notification a été faite par votre autorité à cet égard.

31/8/1945

Dirécteur des Waqfs”²⁹

Selon le document présenté, l'imam de la mosquée de Kapu à Konya, Abdurrahim est accusé qu'il lisait des khutbas différentes que ceux déterminés par DAR et n'avait pas appeler à la prière parce qu'il pensait que ce n'était pas obligatoire.

²⁸ Pierre Bourdieu, “Une interprétation de la théorie de la religion selon Max Weber”, **European Journal of Sociology**, Vol: 12, No: 1, 1971, p. 13.

²⁹ CDAB, 51-0-0-0 / 12 - 103 – 58. Cf. ANNEXE 2.

Dans le document daté de 1942, il était mentionné que la direction des affaires religieuses avait averti contre ces sermons. Il n'est pas souhaitable de prononcer d'autres khutba que ces khutbas que la DAR a déterminé. Le contrôle de ceux qui ne le respectent pas est effectué comme indiqué dans les documents présentés ci-dessus. En outre, on peut faire valoir que la raison pour laquelle l'imam n'a pas appelé à la prière était l'appel à la prière au turc dans ces années. En d'autres termes, la DAR a obligé la prière turque à être lue en turc. Dans le même temps, il a cherché à faire en sorte que ses khutbas ne soient pas exclus de ceux cités par la DAR.

Selon Cemil Koçak; *la description de la Direction des Affaires Religieuses comme un simple instrument ou organe de gouvernement de la période de parti unique est un exemple particulier de la façon dont elle perçoit la réalité politique. Il est clair que le gouvernement est perçu comme un organe responsable et soumis à son contrôle.*³⁰ Le champ religieux devrait être strictement contrôlée par un organe officiel de l'État, par une institution d'audit, Direction des Affaires Religieuses, puisque la pression constante de l'Etat est due au fait que l'Etat et le régime veulent empêcher toute tentative d'opposition dans ce domaine. Les réformes menées par la République ont provoqué les oppositions importantes des personnes religieuses et du champ religieux. Cependant, ce qui est important pour le régime politique, c'est que l'opposition politique reste individuelle et ne se transforme pas au mouvement de masse. Dans ce contexte, les initiatives de l'opposition ayant reçu une référence religieuse pendant la période du parti unique restaient au niveau individuel et ne pouvaient pas être organisées. La principale raison pour laquelle cette opposition n'a pu être organisée est l'activité de la DAR dans le champ religieux. La DAR est devenue l'appareil de propagande officiel de l'Etat dans ce processus. Elle a essayé d'empêcher les gens de passer à l'opposition. En même temps pour ce faire, elle a utilisé des concepts islamiques tels que le mois du Ramadan et la prière du vendredi.³¹ D'autre part, la fonctionnalité de la DAR et de son personnel est dans une limite très sensible malgré le contrôle constant des *khutba/sermons* et des publications religieuses. Les personnes situées au centre de la DAR sont également parfois confrontées au fait de sortir de cette zone de contrôle. Une des plus hauts départements de la DAR est le

³⁰ Koçak, **op. cit.** p. 60.

³¹ Sevgi Adak, "Kemalist Laikliğin Oluşum Sürecinde Ramazanlar (1923-1938)", **Tarih ve Toplum Yeni Yaklaşımlar**, No: 11, 2010, p. 74.

Conseil des Délégations (*Müşavere Heyeti*). Certaines personnes du Conseil des Délégations ont dépassé ces limites dans leurs discours ou leurs publications. Il a été audité et rapporté par des bureaucrates qui ne sont pas affiliés à la DAR. Dans le document de février 1944 présenté ci-dessous, est sur le sujet des plaintes contre le membre de Conseil des Délégations.

“Au Primer Ministère

Direction de la Presse et des Publications

Numéro: 8431-6638

Ankara 2.9.1944

Au Premier Ministère

Dans notre rapport daté du 19 août 1944 et numéroté 8025/6067, le professeur Yusuf Ziya Yörükan, du Conseils des Délégations de la Direction des Affaires Religieuses, avait présenté le premier numéro du magazine "Kutlu Bilgi", publié une fois par mois à Ankara par le professeur Yusuf Ziya Yörükan. Dans le présent numéro du 1.9.1944, intitulé "Obligation des parents en matière d'éducation familiale", il est recommandé que les parents se sentent libres de dispenser une éducation islamique à leurs enfants, même s'il est reconnu que les parents sont libres de dispenser une éducation religieuse à leurs enfants. L'idée de l'islamisme et de l'unité de l'islam est suggérée: «Les joies des enfants dans les nuits de Kandil, l'attention portée à la table de l'iftar pendant les jours du ramadan et après l'aube, la douleur et l'aurore après toute la nature de la désolation de la prière d'écouter le son des vêtements neufs et à porter pour son père le jour du jour, plaident les enfants de tous les musulmans, la même foi, un musulman de les voir unis dans le culte à un dieu dans le temple... »

C'est un esprit religieux sombre de l'âge médiéval. Dans l'étude historique “Alp Arslan ve Oğuzların Anadolu'ya yerleşmesi” écrite par Kivamettin Burslan, l'héroïsme et les capacités militaires des valoristes qui ont conquis la ville Ani par Alp Arslan seront loués dans le premier numéro, “une grande partie du mur a été détruite

pour aucune raison, de sorte que les musulmans sont entrés dans la ville, " tels des mots comme un miracle et une force divine cherche, en essayant de convaincre le public. Sedat Rıza Aran, dans son article intitulé 'Din ve Kültür', « la religion est une source spirituelle qui nourrit notre existence spirituelle et morale avec son sens véritable. Il y a beaucoup de sultans que l'on dépensera pour se rapprocher de la religion », il souligne que ceux qui n'ont pas de croyances religieuses ne peuvent pas être matures.

Dans les deux numéros, le magazine Kutlu Bilgi défend la religion islamique et, dans l'intervalle, fait des suggestions pour ramener la communauté à la mentalité du Moyen Âge.

Bien cordialement.

Directeur Générale

Selim Sarper³²

Comme le montrent les documents présentés ci-dessus, le discours du personnel haut placé de la DAR dépasse les limites fixées par l'Etat. Le Parti Démocrate (PD) arrivée au pouvoir, a conduit à la mobilisation du champ religieux en Turquie. Sous le règne de la bureaucratie au cours de la période du parti unique depuis de nombreuses années, l'influence de la DAR dans le champ religieux s'est accrue. Le PD a largement répondu aux souhaits des conservateurs qui l'ont soutenu. Par conséquent, la période du PD, la trahison à la laïcité et renforcement de la pensée islamique ou le début de la période au cours de laquelle une nouvelle entente islamique compatible avec le système a été élaborée. Cette question est ouverte à la discussion. En raison des politiques de la période du parti unique : les mouvements religieux qui ont été coupés du système politique, mais avec l'arrivée au pouvoir du Parti Démocrate, ils ont à nouveau été impliqués dans le champ politique.

Durant la période du PD, les mouvements religieux étaient tolérés autant que possible.³³ Ces mouvements religieux contre le PRP, il était perçu comme la source de

³² CDAB, 30-10-0-0 / 86 - 571 - 10. Cf. ANNEXE 3.

³³ Dans le discours du premier ministre Adnan Menderes du 22 février 1951, sur la question de la liberté de religion du député Osman Bölükbaşı, « Chers amis, notre ami Osman Bölükbaşı a déclaré que la création d'une congrégation religieuse complèterait la liberté de religion et de conscience. Ce n'est pas une procédure de poser des questions au député, mais pour répondre à la question qu'il a posée au

vote de PD. Pourtant, quelques événements pendant les premières années du gouvernement du PD, cela a amené le PD à adopter l'approche religieuse du PRP lors du Congrès de 1947 après un certain temps. L'assassinat d'Ahmet Emin Yalman par un groupe religieux en 1952 et l'émergence de mouvements religieux extrémistes tels que les *Ticaniler*, il a effrayé le PD et lui a ordonné de poursuivre des politiques contre eux. Comme des *Ticaniler*, les mouvements religieux qui attaquent clairement à Atatürk et les révolutions républicaines sont interdites, et '*Loi de Protection d'Atatürk*' a été entrée en vigueur par la volonté du PD lui-même.³⁴ Ainsi, au lieu d'une liberté de religion illimitée, une liberté de religion contrôlée au moyen de la DAR a été préférée³⁵.

Le PD percevait la gestion des affaires religieuses comme le PRP comme un service public appartenant à l'Etat. Les opinions et suggestions concernant l'autonomie de la DAR n'étaient pas sollicitées par le PD. Par contre, les approches de la PD et de la PRP du parti unique à la religion ne sont pas complètement continues à la même échelle. Les discours du PD sur la religion et la DAR, ressemble aux politiques du PRP après le Congrès de 1947. Dans la périodes de PRP et de PD, les principales caractéristiques de la bureaucratie religieuse peuvent être résumées comme suit:

- Les dispositions relatives à la foi et au culte de la religion devraient être confiées à tous les niveaux de la présidence des affaires religieuses,
- Il devrait être rattaché au ministère dans la structure hiérarchique de l'Etat. Et, de cette manière, il doit être sous le contrôle du premier ministre, qui est le chef du domaine politique.
- La DAR ne devrait pas avoir de budget indépendant, de sorte que son engagement auprès du premier ministre ne soit pas simplement écrit,

gouvernement d'une manière digne, le problème de la liberté de religion que nous manquons est de l'exprimer et, en même temps, la congrégation religieuse continuera de faire pression sur l'organisation religieuse. J'aimerais vous demander quel genre de relation y a-t-il entre la liberté de religion et fonder une congrégation religieuse.' En fait, il déclare que les congrégations, qui ont commencé à devenir de plus en plus visibles dans la sphère publique dans les années 50, n'ont créé aucun inconvénient. (TBMMZC, Cycle: 9, Année de Session: 1, Vol: 5, Réunion: 48, (22.2.1951), p. 440)

³⁴ Feroz Ahmad, **From Empire to Republic: Essays on the Ottoman Empire and Modern Turkey II**, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Press, 2014, p. 317.

³⁵ Marcel Colombe, "La Turquie et l'Islam", **Revue Française de Science Politique**, 5(4), 1955, p. 766.

-Tous les fonctionnaires de l'institution: ils doivent être considérés comme des fonctionnaires et les droits sociaux doivent être reconnus. Et, de cette manière, il faut s'assurer que le clergé est sous le contrôle de l'Etat.

- Les thèmes de prédication des prédicateurs; ils doivent suivre les instructions de la religieuse et envoyer constamment le contenu des sujets de prédication aux religieuses.

- Ceux qui n'entrent pas dans les sujets de religion et de culte peuvent être punis en annulant le certificat des prédicateurs.³⁶

Pendant la période du PD, certains éléments importants ont été passés en revue contrairement au travail idéologique du PRP dans la période unipartite. La compréhension du nationalisme par PRP a été révisée et l'inclusion de l'islam dans le nationalisme turc a émergé. L'éthno-nationalisme dans la période l'entre-deux-guerres; avec le pouvoir du PD, il a perdu son pouvoir. Aussi, un autre type de nationalisme a émergé qui affectera l'avenir de la Turquie. Ce nouveau type de nationalisme émergent; il y a eu un nationalisme qui fait référence à l'islam et met l'accent sur les valeurs religieuses. Ümit Cizre a déclaré que dans la période post-50, le gouvernement Menderes a utilisé l'islam de manière plus puissante que jamais auparavant pour l'unité de la nation.³⁷ Il est possible de définir les changements dans la période de Menderes sous la forme de 'nouvelle attitude officielle envers la religion'. Aussi, avec le gouvernement du PD, l'hostilité à l'URSS et aux régimes communistes ont été soulignée avec l'accent sur la religion. Pendant la guerre de Corée, les soldats turcs ont été présentés au public en tant que soldats musulmans combattant contre des forces athées et communistes, et il a été observé que l'État intégrait davantage l'islam au nationalisme turc. L'intégration de la religion avec l'idéologie du nationalisme et la reconstruction de la société sur cet axe ont conduit le PD à imposer de nouvelles significations et de nouveaux domaines à la DAR.³⁸

Le gouvernement de Menderes a apporté des changements importants en élargissant la portée et en renforçant la DAR. Le renforcement le plus significatif a été

³⁶ Davut Dursun, **Din Bürokrasisi**, İstanbul: İşaret Yayınları, 1992, pp. 201-202.

³⁷ Ümit Cizre Sakallıoğlu, "Parameters and Strategies of Islam-State Interaction in Republican Turkey", **International Journal of Middle East Studies**, vol: 28, no.2, 1996, p. 238.

³⁸ Hugh Poulton, **The Top Hat, The Grey Wolf and The Crescent: Turkish Nationalism and the Turkish Republic**, New York: New York University Press, 1997, p. 318.

l'augmentation du budget de la DAR. La réduction du budget de la DAR par le PRP par la loi en 1931 a été annulée par le règlement de 1950 et a provoqué une augmentation significative des ressources financières des affaires religieuses. Alors que le budget alloué à la DAR en 1950 était d'environ trois millions de livres turques, en 1951 au cours de la première année budgétaire préparée par le gouvernement du PD, son budget est passé à environ huit millions de livres turques.³⁹ De même, le gouvernement du PD a éliminé les changements qui ont eu lieu sous le régime du parti unique affaiblissant l'autorité de la DAR et amenant un déclin de sa position administrative et a rétabli le statut de la DAR dans l'Etat avant le règlement en 1931. Pendant cette période, l'islam n'était pas une idéologie officiellement déterminée par le parti au pouvoir, mais son utilisation instrumentale a augmenté en raison des inquiétudes populistes.⁴⁰ En fait, le gouvernement du PD n'a pas apporté de changements radicaux et fondamentaux dans la portée du contrôle de l'Etat sur la religion, comme le gouvernement du parti unique. Au champ religieux, la DAR est devenue un acteur actif, mais cette fois la religion a été utilisée pour soutenir des idéologies telles que le nationalisme et l'anticommunisme. Cependant, alors que la perception du nationalisme à l'époque du parti unique était dénuée de religion, le nationalisme était intégré à la religion à l'époque du PD. Par conséquent, le gouvernement de PD a été soumis à certaines améliorations en raison de la laïcité kémaliste dans la République de Turquie, le soutien de la religion à d'autres idéologies et la politique bipolaire après la Seconde Guerre Mondiale. La nouvelle attitude à l'égard de la DAR, qui a commencé en 1947 avec le Congrès du PRP, s'est poursuivie au cours de gouvernement de PD. Le PD n'a pas permis à la DAR de subir un changement structurel et a maintenu sa position telle qu'elle est prescrite et mise en œuvre par rapport à la continuité de sa structure principale et de l'Etat. Pendant cette période, elle a maintenu une structure institutionnelle qui exprimait des opinions sur des questions religieuses.

Depuis les années 1950, les mouvements religieux n'ont pas été en mesure de déterminer le pouvoir politique ni d'établir l'autorité sur les partis politiques. Cependant, le système multipartite a permis les mouvements religieux d'avoir des demandes depuis les partis politiques. C'est-à-dire, en raison des préoccupations de

³⁹ **T. C. Resmî Gazete**, 1 Mars 1950, No: 7445. et **T. C. Resmi Gazete**, 1 Mars 1951, No: 7747.

⁴⁰ Cizre, **op.cit.**, p. 237.

vote et des politiques populistes, les mouvements religieux ont exigé un certain relâchement des gouvernements, ce qui a conduit à l'influence de la religion sur le gouvernement comme vice versa.

L'autorité politique contrôle le champ religieux par le moyen de la DAR. Les bureaucrates travaillant au sein de l'Etat ont le droit de superviser les fonctionnaires de DAR.⁴¹ Cependant, l'atmosphère politique concurrentiel créé par le système multipartite a rendu obligatoire pour les mouvements politiques de répondre aux demandes religieuses des électeurs avec le souci du vote. Cela a permis aux mouvements religieux modernes d'exercer un contrôle sur les partis politiques.⁴² Par exemple, certains hommes politiques qui ont suivi *Said Nursi* ont joué un rôle important dans la communication entre le Parti Démocrate et *Said Nursi*. Après l'année 1950, le lien entre le PD et le mouvements *nurcu* a été construit par Tahsin Tola, un ami proche de *Said Nursi*, qui a été élu au parlement d'Isparta en 1950. D'autre part, le député de PD à Isparta Tahsin Tola a fait valoir que le mouvement de *Said Nursi* était le meilleur moyen de lutter contre le communisme.⁴³ Après le coup d'Etat de 1960, le régime de tutelle militaire tente à nouveau d'établir un contrôle rigide de la religion, mais ce contrôle est limité. Bourdieu affirme que, pour obtenir le monopole de la violence symbolique légitime, qu'il décrit comme une lutte symbolique des acteurs à l'intérieur et à l'extérieur des différentes classes sociales ou de l'Etat, la définition de la classe sociale est utilisée pour imposer le meilleur de leurs propres intérêts.⁴⁴ À cet égard, la DAR est une institution qui possède en œuvre la violence symbolique sur la société.

⁴¹ À titre d'exemple de cette inspection, dans les documents datés du 6 avril 1965, envoyés par le ministre d'État Mehmet Altınsoy au gouverneur, au gouverneur de district et au bureau du mufti, 'le préfet et le sous-préfet peuvent s'intéresser aux responsables des affaires religieuses en tant qu'administrateurs provinciaux en tant que représentants du premier ministère auxquels la Direction des Affaires Religieuses est affiliée'. Donc la DAR est pu contrôler par les autorités locales. (CDAB, 51-0-0-0 / 4 - 35 – 21. Cf. ANNEXE 4)

⁴² Binnaz Toprak, "Türkiye'de Dinin Denetim İşlevi", **Türk Siyasal Hayatı: Türkiye'de Politik Değişim ve Modernleşme**, (ed.) Ersin Kalaycıoğlu et Ali Yaşar Sarıbay, Ankara: Sentez Yayınları, 2014, p. 396.

⁴³ Sıtkı Aras, **Erzurum'un Manevi Mimarları**, İstanbul: Dergah Yayınları, 2019.

⁴⁴ Pierre Bourdieu, "Outline of a Theory of Practice", **Critique of Anthropology**, Cambridge: Cambridge University Press, 1979, 4(13–14), p. 80.

1.1.2. Autorité d'Approbation Religieuse

La Direction des Affaires Religieuses est envisagée comme une institution qui supervisait les activités religieuses en Turquie et exprimait des opinions positives ou négatives à leur sujet. En tant qu'une institution monopole qui détient la légitimité religieuse, elle a le pouvoir de parler de tous les événements liés à la religion.

Étant donné que la DAR est une institution affiliée au premier ministre en raison de son position administratif, chaque action qu'elle accomplit est supervisée par le premier ministre. Dans la loi no 429, la DAR est clairement définie comme une institution responsable de la conduite des affaires religieuses. Dans le chapitre précédent, il était mentionné qu'elle avait été supervisée, au niveau central et local, la DAR et ses personnels étaient constamment contrôlés.

Au cours de la période du parti unique, le pouvoir politique a pris de nombreuses mesures sans tenir compte des points de vue de la DAR et a ensuite demandé que ces mesures soient approuvées et confirmées par la DAR. Dans les règlements sur la religion et la vie religieuse, l'autorité politique n'a pas demandé aux idées des clercs, seulement ceux qui l'ont fait ont été invités à l'approuver pour gagner la légitimité religieuse. Bien que la DAR n'ait pas adopté de position réactionnaire contre les réformes que le gouvernement du parti unique a fait, il a aussi parfois réagi. Le pouvoir d'approbation de DAR ne se limite pas aux questions religieuses. Par exemple, à la suite d'une politique étatiste, elle a organisé des activités dans tout le pays pour célébrer la '*semaine des biens nationaux*', et elle a également été prié de préparer des activités, des sermons et des prédications dans les espaces religieux pour augmenter la participation des citoyens aux activités que l'Etat voudrait.

Selon le document daté de 1939 au-dessous, le gouvernement du parti unique appelle à une action, qui montre les reflétions des politiques économiques de point de vue du gouvernement, à être approuvée par la DAR et imposée à la société.

“La République de la Turquie

La Direction des Affaires Religieuses

La Direction Editorial

Numéro : 1351

20/11/1939

Au Mufti de Mut

Il est recommandé de lire les sermons écrits sur les économies, même pendant la semaine mentionnée, comme les années précédentes, à l'occasion de 'la Dixième Semaine d'Épargne et des Biens Nationaux', qui commencera le 18 décembre, et de prêcher et conseiller les prédicateurs sur les mêmes principes, et ainsi d'informer les prédicateurs de la nécessité d'être fait autour de la.

A.L'utilisation de biens nationaux est une dette nationale et ses avantages pour le pays et la nation,

B.L'importance d'économiser de l'argent dans l'individu et au niveau national, en déposant l'argent accumulé dans nos banques, comptes d'épargne de 100 millions en 1938 pour trouver 500 millions dans une courte période de temps comme un but national est expliqué,

C.'La Semaine d'Épargne et des Biens Nationaux' est aussi la semaine de raisin, de figue, de noisette, d'abricot de Malatya, d'orange, de pomme, cette semaine devrait être célébrée partout et dans chaque maison en disant la nécessité et les avantages de manger ces aliments.

Vice-Président de la Direction des Affaires Religieuses

Ahmet Hamdi Akseki⁴⁵

Le vice-président de la DAR, Ahmet Hamdi Akseki, qui a transmis ce document aux bureaux du mufti, envoie de tels documents afin de garantir la légitimité religieuse de la politique du gouvernement. Un autre sujet intéressant dans le texte concerne les opérations bancaires, qui ne sont pas compatibles avec la tradition islamique, et elle a demandé que l'argent du peuple soit investi dans ces comptes bancaires. Même si la DAR était contre un tel chose qualifié comme étant une croyance fondée sur des règles religieuses, elle appliquait les ordres donnés parce qu'il ne peut pas tout à fait résister au gouvernement, en approuvant seulement la procédure.

En fait, 'l'éthique protestante et l'esprit du capitalisme' de Max Weber a conduit à une nouvelle perception du travail du protestantisme, qui a conduit à l'émergence du

⁴⁵ CDAB, 51-0-0-0 / 4 - 36 – 9. Cf. ANNEXE 5.

capitalisme. Les appels de la DAR en faveur de l'épargne et de l'utilisation des biens nationaux conformément à la politique économique de l'Etat kémaliste visent à garantir l'accumulation de capital national. Le phénomène du travail, qui avait une apparence sacrée dans le protestantisme, avait un contexte plus profond avec le phénomène du sauvetage et est devenu le légitimateur de l'accumulation du capital en insistant sur le fait que le rejet des bénédictions de Dieu n'est pas moral.⁴⁶ Dans le même ouvrage, Weber souligne le transfert de cette nouvelle perception aux générations futures en affirmant que 'l'atmosphère religieuse du pays et les caractéristiques spirituelles acquises par l'éducation dirigée par le milieu familial influencent le choix de la profession et le destin professionnel ultérieur.'⁴⁷ Dans ce contexte, à la suite des politiques économiques, la DAR est chargée de diriger les changements et d'orienter le public sur la voie que le peuple se veut subir. Pour la formation d'une capitale nationale, elle vise à réaliser ce changement au moyen de la religion d'une manière similaire à celle du même protestantisme.

En plus de ceux-ci, les soutanes islamiques qui sont les principaux symboles religieux en Turquie sont utilisées par les imams et le président de DAR qui porte également cette tenue. Mais pour le président qui va porter la soutane islamique, il doit d'abord obtenir la permission du gouvernement. En tant qu'un symbole religieux, le port de soutane en hors des mosquées n'était pas une question qu'elle peut décider pour elle-même. Par exemple, après la mort d'Ahmet Hamdi Akseki en 1951, Eyüp Sabri Hayırlıoğlu qui était nommé président de la DAR, était chargé par le ministère des affaires intérieures de porter des vêtements spirituels et de la soutane.

“La République de la Turquie

Le Ministère des Affaires Intérieures

La Direction Générale de la Police

Résumé : La décision d'autoriser le nouveau président de la Direction Affaires Religieuses de porter les vêtements spirituels.

Au Premier Ministre

⁴⁶ Max Weber, **The Protestant Ethic and the Spirit of Capitalism**, London: Routledge, 2001, pp. 141-150.

⁴⁷ Raymond Boudon, **Les Etapes de la Sociologie**, Paris: Gallimard, 1976, p. 540.

Eyüp Sabri Hayırlıoğlu, qui a été nommé pour remplacer au lieu d'Ahmet Hamdi Aksekili, qui président des Affaires religieuses, qui est décédé il y a un certain temps. Hayırlıoğlu a été nommé à l'article 1 de la loi no 2596 et selon cette loi montre la mise en œuvre de l'article 4, des vêtements spirituels à porter, la décision à prendre du Haut Conseil des Ministres est nécessaire pour être autorisé à fournir avec respect et s'il vous plaît.

Le Ministère des Affaires Intérieures”⁴⁸

Selon le document présenté ci-dessus, il est stipulé que l'approbation du premier ministre doit être obtenue pour que le nouveau président puisse porter des vêtements spirituels. L'ancien président s'est également vu accorder une permission du premier ministre au cours de son nouveau mandat. En outre, Eyüp Sabri Hayırlıoğlu, qui a également occupé la présidence du DAR entre 1951 et 1960, a été demandé l'autorisation de porter des vêtements spirituels à l'extérieur du lieu de culte dans un article spécial. Comme on peut le voir, la DAR dépend essentiellement de l'autorité de contrôle et d'approbation dans le champ religieux en Turquie, ainsi que le contrôle de l'autorité politique qui se trouve sur elle. Ce contrôle sur elle diffère périodiquement selon les gouvernements et les politiques poursuivies. Dans la période de gouvernement de parti unique, la pression sur elle n'était pas la même que la pression et le contrôle au pouvoir de PD.

1.2. Le Dilemme du PD Sur les Politiques Religieuses

Le fait que la Direction des Affaires Religieuses soit une institution étatique plus importante que le passé avec le pouvoir du PD ne signifie pas qu'elle est la seule structure contrôlant le champ religieux en Turquie. Pendant la période du parti unique, elle est devenue le monopole de ce champ, compte-tenu que toutes les autres structures religieuses externes ont été bloquées, fermées et interdites. Cependant, les mouvements religieux à l'intérieur du pays ont commencé à apparaître progressivement après l'arrivée au pouvoir du PD, provoquant une prolifération d'incertitudes au champ religieux. Entre les années 1950 et 1960, les mouvements religieux, principalement le *nurcu* et le *süleymancı*, ont transformé leurs structures non seulement en organisation religieuse, mais aussi en structures telles que l'éducation, la

⁴⁸ CDAB, 30-18-1-2 / 113 - 37 – 4. Cf. ANNEXE 6.

charité et l'association.⁴⁹ L'augmentation de l'éducation religieuse, des activités telles que les œuvres de charité religieuses, à partir de ces années a été un mouvement économique ascendant par les mouvements marginalisés habilités par la démocratisation de la société ou de la politique religieuse. À partir des années 1950, les conservateurs du pays ont commencé à s'engager dans diverses activités économiques et ont cherché à créer une bourgeoisie islamique comme une alternative à la bourgeoisie kémaliste formée pendant la période du parti unique. La compréhension de la laïcité rigide qui existe en Turquie depuis les années 1930 a accéléré la transformation des mouvements islamistes en un mouvement politique et économique.⁵⁰ La période entre les années 1950 et 1960 est définie comme la période de renaissance des mouvements islamiques en Turquie.⁵¹ Le fait que les groupes religieux étaient visibles dans cette période par rapport à l'ancienne est dû au fait que dans la période d'après-guerre le PRP puis le PD ont redéfini le principe de laïcité en raison des inquiétudes populistes. Le PD a déclaré que sa compréhension de la laïcité n'était pas comme le gouvernement de parti unique, ce qui signifiait que les rituels religieux des citoyens ne seront pas intervenus par l'Etat. Le PD a estimé que le PRP avait une attitude négative à l'égard des pratiques religieuses et de la religiosité, faisant valoir que le PRP a mis en œuvre des politiques visant à restreindre le champ religieux.⁵² La renaissance partielle des mouvements religieux sous le gouvernement du PD, l'affaiblissement des croyances et des pratiques religieuses, en particulier pour combler le vide moral entre ceux qui sont nés pendant la période de parti unique, l'islam a été tenté d'être réintroduit dans la vie sociale, et diverses préoccupations idéologiques ont été poussées par cela.

Dans cette période, en raison du re-renforcement de l'islam dans la vie sociale, la prolifération des fondations et des associations religieuses a effectivement conduit à la réorganisation moderne d'une sorte de secte. Pendant la période du PD, les mouvements religieux ont commencé à se propager à nouveau sous la vue de la fondation et de l'association. Les mouvements religieux modernes tels que le *nurcu* et

⁴⁹ Ceren Lord, **Religious Politics in Turkey: From the Birth of the Republic to the AKP**, Cambridge: Cambridge University Press, 2018, p. 163.

⁵⁰ Dilek Yankaya, **Yeni İslami Burjuvazi: Türk Modeli**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2018, p. 22.

⁵¹ İlkay Sunar, Binnaz Toprak, "Islam in politics: the Case of Turkey", **Government and Opposition**, 18(4), 1979, p. 429.

⁵² **Ibid**, p. 430.

le *süleymancı* sont devenus visibles en Turquie au cours de cette période et leurs activités et effets ont augmenté.⁵³ Bien que le PD soit un parti conciliateur et central contre la renaissance des mouvements religieux, les nouvelles formations politiques l'ont amené à prendre position contre certains mouvements religieux, mettant en colère les kémalistes, qui sont encore influents dans la bureaucratie. Lorsque les statues d'Atatürk se sont dégradées par les membres du mouvement *tıcanı* et que les révolutions républicaines ont été fortement critiquées, en particulier par les membres du mouvement *nurcu*, le PD s'est engagé sur la voie de l'application de diverses lois préventives contre de telles activités.⁵⁴ Par conséquent, l'alliance entre les mouvements religieux en croissance et le PD n'a jamais été fondée sur des bases solides. Pour les mouvements religieux, le PD a toujours été un cas de prudence. Mais la pression du PD contre les mouvements religieux qui n'en ont pas fait trop et n'ont pas ouvertement déclaré d'hostilité à l'égard de l'élite kémaliste a fait en sorte que durant cette période, les mouvements religieux se soient propagés dans une liberté partielle, même s'ils n'étaient pas totalement libres. En conséquence, les mouvements religieux ont soutenu le PD lors des élections au lieu du PRP.

Si nous examinons les dirigeants du parti pour le dilemme que le PD affronte contre la religion et les mouvements religieux, l'aspect religieux du parti n'est pas très évident. C'est-à-dire, le PD n'est pas un parti islamiste, mais tout au long de sa vie politique, il a constamment maintenu des liens avec la communauté islamiste, avec des préoccupations populistes particulièrement le premier ministre Menderes. Malgré cela, Celal Bayar, un représentant de l'autre côté du parti, adopte une conception très rigide de la laïcité. Bayar est un ami proche de Mustafa Kemal et a été son premier ministre. Adnan Menderes est plus toléré sur la religion et la laïcité que Celal Bayar, mais il n'est pas connu pour être une personne religieuse. Tevfik İleri était ministre de l'éducation nationale pendant la période du PD et a établi les relations du parti avec la communauté islamiste. Malgré tout cela, il y a quelques députés au sein du PD qui pratiquent des prières religieuses ou ont une formation religieuse.⁵⁵ Gıyasettin Emre, député démocrate en 1954 et 1960, lui aussi proche de *Said Nursi*, affirme que sur les

⁵³ Mehmet Ali Ağaoğulları, *L'Islam Dans la Vie Politique de la Turquie*, Ankara: Ankara Üniversitesi Basımevi, 1979, pp. 181-189.

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ Şaban Sitembölükbaşı, *Türkiye'de İslâm'ın Yeniden İnkişafı 1950-1960*, Ankara: Türkiye Diyanet Vakfı Yayınları, 1991, p. 33.

quatre cents députés qui ont formé le groupe parlementaire du Parti Démocrate, seuls douze ont pratiqué leur culte quotidien.⁵⁶ Pourtant, il est important que des personnes proches du chef de la congrégation et des mouvements religieux, comme Gıyasettin Emre, soient présentes au parlement en tant que députés. Il avait déjà ouvertement soutenu le PD contre le PRP, qu'il a qualifié d'irrégulier dans un document écrit par *Said Nursi* avant les élections de 1950.⁵⁷ C'est pourquoi, lorsque les réformes et les mesures prises par le PD à l'égard de DAR sont examinées, une attitude difficile émerge. Le mouvement *nurcu* et son leader *Said Nursi*, se sont auto-censurés pendant toute la période du parti unique et dont les publications ont été rassemblées. Ils ont connu une période confortable pendant la période du PD par rapport à la période de parti unique, tandis que certains mouvements religieux comme le *tıcani* étaient devenus un mouvement interdit pour tout le gouvernement. L'assassinat d'Ahmet Emin Yalman par un groupe religieux en 1952 et l'émergence de mouvements religieux extrémistes tels que les *tıcaniler*, a effrayé le PD et lui a ordonné de poursuivre des politiques contre eux. Comme des *tıcaniler*, les mouvements religieux qui attaquent clairement contre Atatürk et ses révolutions républicaines, sont interdits. 'Loi de Protection d'Atatürk' a été entrée en vigueur par le PD lui-même.⁵⁸ C'est la raison pour laquelle, il a été difficile pour le PD de se concentrer sur son attitude envers les acteurs islamiques, une politique favorable à la religion ou un soutien aux acteurs religieux. D'autre part, il existe de sérieux désaccords entre le centre et les organisations locales du PD en ce qui concerne la religion. Les cadres centraux du PD sont généralement composés de ceux qui viennent du PRP, mais les dirigeants locaux du parti n'ont pas une telle histoire. Ils étaient composés d'individus beaucoup plus religieux et personnes exclues durant la période du parti unique. Par exemple, les expressions religieuses dans les messages de félicitations envoyés à Adnan Menderes par le personnel local du parti montrent l'approche des représentants du parti aux provinces en ce qui concerne la religion. Ces messages de félicitations étaient généralement envoyés par les dirigeants locaux du PD, et certains d'entre eux ont été notés.

“ Cher Premier Ministre Musulman Adnan Menderes,

⁵⁶ Gıyasettin Emre, *Medreseden Meclis'e Meclis'ten Yassıada'ya*, İstanbul: Kent Yayınları, 2006, p. 337.

⁵⁷ Said Nursi, “Benden Ne İstiyorlar?”, *Sebilürreşad*, Vol: 4, No: 87, 1950, p. 182.

⁵⁸ Ahmad, *op. cit.*, 2014, p. 317 et Colombe, *op. cit.*, p. 766.

Nous remercions à Dieu pour cette patrie bénie, qui a été négligée pendant des siècles, par la grâce d'un chef de l'héroïque moudjahid comme vous. Depuis le jour où vous êtes arrivé au pouvoir, nous sommes heureux de voir vos efforts pour combattre des viols contre notre religion sacrée sous toutes sortes de masques. Nous souhaitons avec toutes nos âmes que votre offre de la loi contre ceux qui jurent et insultent à Dieu, son prophète, ses Livres devrait entrer en vigueur. Nous et les convois lumineux de nos ancêtres bénis mais mis en obscurité par le passé applaudissons spirituellement votre service sacré.

Nous exprimons nos affections les plus profondes avec gratitude.

Président de section de la jeunesse du PD à D.Kışla

Ali İhsan”⁵⁹

Les dirigeants locaux du PD soulignant ‘notre premier ministre musulman’ considéraient Adnan Menderes comme un héros religieux et un djihadiste pour la population et partisans locaux, même si les cadres centraux ne sont pas des personnes religieuses. C’est-à-dire, pour ceux qui sont responsables du parti aux provinces, le premier ministre Menderes est en guerre sur le chemin de la religion. Pour ces raisons, le PD a eu un dilemme constant au sujet de la religion du jour où elle a été fondée au jour où elle a été fermée. Ce dilemme est apparu à la suite de la politique populiste du PD contre les mouvements religieux.

1.2.1. Première Opposition Religieuse Contre le PD, Le Magazine de Sebilürreşad

En ce qui concerne la religion, les intellectuels conservateurs du pays étaient initialement très optimistes envers le gouvernement du PD sur les réformes à la DAR. Cependant, Celal Bayar, l'un des dirigeants de la période du parti unique, était le président du PD et cette situation a constamment mis un point d'interrogation dans l'esprit des conservateurs. En 1949, Bayar, dans son discours au sein du bureau de PD à Bursa, a déclaré : *“Oui, nous sommes musulmans et nous resterons musulmans. Je voudrais répéter cela avec la plus grande importance et la plus grande persistance,*

⁵⁹ CDAB, 30-1-0-0 / 21 - 119 – 5. Cf. ANNEXE 7.

pour que le principe de laïcité ne cesse jamais. Aujourd'hui, il n'y a personne qui nous interdise d'adorer ce que nous croyons. Et il n'y en aura jamais."⁶⁰ il a exprimé ses pensées, mais, après avoir été vanté dans certains magazines et journaux comme "nous ne perpétuerons pas la charia et l'irtica en Turquie", ce discours a été sévèrement critiqué par de nombreux intellectuels et écrivains conservateurs, en particulier le rédacteur en chef du magazine Sebilürreşad, Eşref Edip.⁶¹ Bien que Celal Bayar ait annoncé ne pas avoir un tel discours, il avait reçu les réactions des groupes islamistes. La persistance des réticences du PD à l'égard de la religion avant les élections a éloigné le parti de l'opposition religieuse qui a été réprimée pendant la période du parti unique. Cette politique du PD découle d'un effort pour ne pas affronter contre la bureaucratie militaire et civile qui a dominé le pays depuis la proclamation de la République. Mais, cette politique a provoqué des réactions d'une partie des groupes conservateurs contre le PD. Dans ce contexte, les discours de Celal Bayar et l'explication des membres du parti n'ont pas donné suffisamment d'informations sur la religion, cela a amené Eşref Edip à écrire des articles au détriment du PD. Eşref Edip a commencé à faire de la propagande pour les islamistes dans les magazines conservatrices en affirmant que le Parti de Nation (PN) peut être une alternative à la place du PD, puisque le PN affirmait les idées religieuses sans hésitation.⁶²

1.3. Attitude de la Direction des Affaires Religieuses à l'égard des Autres Mouvements Islamiques Comme Déterminant de la Légitimité Religieuse

Chaque société peut présenter des structures politiques originales très différentes par rapport aux valeurs économiques, culturelles, religieuses, etc. En particulier, dans la formation des perceptions sur des concepts tels que le pouvoir, l'autorité, la légitimité, les valeurs de cette société a une grande influence. La légitimité est l'un des besoins les plus fondamentaux sur lesquels un régime politique peut exister. Weber dit que la raison pour laquelle les gens obéissent au pouvoir réside dans le fait qu'ils considèrent le pouvoir comme légitime. La continuité du pouvoir politique est uniquement due à son intériorisation et à son adoption par la communauté qui y est connectée.⁶³ La plus grande indication de la légitimité du pouvoir politique est qu'il a

⁶⁰ *Cumhuriyet Gazetesi*, 4 Avril 1949, No: 8853, p. 3.

⁶¹ Eşref Edip Fergan, "Celal Bayar Gladiston'dan mı İlham Aldı?", *Sebilürreşad*, Vol: 2, No: 39, 1949, pp. 220-221.

⁶² Eşref Edip Fergan, "Partilerin Din Siyaseti", *Sebilürreşad*, Vol: 4, No:76, 1950, pp. 2-11.

⁶³ Max Weber, *Sosyoloji Yazıları*, İstanbul: Metis Yayıncılık, 2019, p. 110.

le pouvoir d'utiliser la force. Mais les pouvoirs ne peuvent exister que sur la base du monopole de la contrainte. Selon Weber, les pouvoirs qui ne sont pas vraiment acceptés par le public, qui s'appuient uniquement sur le pouvoir, ne peuvent pas survivre longtemps.⁶⁴ Par conséquent, la religion et la légitimité que la religion donne au pouvoir sont importantes. Ce qui est important pour la légitimité et qui est souvent utilisé conjointement avec le concept de pouvoir, c'est l'autorité. Le concept d'autorité est une forme spéciale de pouvoir, défini dans son sens le plus général comme pouvoir légitime. Ainsi, alors que les notions de pouvoir et d'autorité sont pris en compte, la notion de légitimité joue un rôle central et détermine leur relation les uns avec les autres.

Lorsqu'on examine l'identité institutionnelle de la Direction des Affaires Religieuses, elle est une institution établie au sein de sa structure et autorisée à avoir un monopole sur le religieux, en réponse au monopole que détient l'autorité politique. La DAR, comme ses prédécesseurs, a été l'autorité supérieure à propos de la religion. C'est la raison pour laquelle, tous les mouvements religieux en Turquie sont allés sur la voie de l'accord avec la DAR ou ont préféré la manière de confronter contre la DAR. Afin que le pouvoir politique puisse religieusement obtenir une légitimité, la DAR a été utilisé comme un outil légitime de l'autorité politique pour atteindre au public et lutter politiquement contre divers mouvements religieux exclus. La position de la DAR et son attitude envers les mouvements religieux dans le pays étaient importantes pour l'autorité politique. Elle s'est engagée à appliquer les principes de l'idéologie officielle de l'État dans le domaine de la religion. À cet égard, il restait à la responsabilité de la DAR de lutter contre les mouvements religieux prohibé par l'idéologie officielle. Toutes les actions de la DAR contre ces mouvements se sont déroulées conformément à la volonté de l'autorité politique. La légitimité de tous les mouvements religieux orthodoxes et hétérodoxes qui existent en Turquie s'est développée en raison de leurs relations avec la DAR. C'est pourquoi, les relations des autres confessions religieuses, en particulier de l'Alévisme, et des mouvements hétérodoxes et aussi orthodoxes en Turquie, avec le DAR était le sujet principal de ce chapitre.

⁶⁴ Ibid.

1.3.1. Direction des Affaires Religieuses et l'Alévisme

Dès les premières années de la République, divers départements ont été établies au sein de la DAR, qui contrôlait les publications religieuses dans le pays et décidait celles qui pouvaient être publiées et celles qui ne pouvaient pas être publiées. Sur le plan juridique, la loi no 429, entrée en vigueur en 1924, a accordé ces pouvoirs à la DAR.⁶⁵

*Türkiye Cumhuriyeti'nde muamelat-ı nasa dair ahkâmın teşri ve infazı Türkiye Büyük Millet Meclisi ile onun teşkil ettiği hükûmete ait olup, din-i Mübin-i İslâmın bundan maada itikadat ve ibadeta dair bütün ahkâm ve mesahilinin tedviri ve müessesat-ı diniyenin idaresi için Cumhuriyet'in makarrında bir Diyanet İşleri Reisliği makamı tesis edilmiştir.*⁶⁶

C'est-à-dire, la DAR n'est pas conçue comme une simple institution d'état, qui se limite à organiser au culte et aux rituels religieux comme clairement indiqué dans la loi. Depuis sa fondation, elle reflète les croyances fondamentales de l'Islam Sunnite, car les musulmans sunnites constituent la grande majorité de la population en Turquie. En outre, les élites républicaines qui ont fondé la DAR, étaient des musulmans sunnites. Selon Ernest Gellner, les élites considéraient l'islam sunnite comme une "culture de haut niveau" par opposition à l'islam populaire (Alévisme et Soufisme)⁶⁷, et choisissaient de promouvoir cette culture de haut niveau en instrumentalisant la DAR.⁶⁸

La loi, qui est entrée en vigueur en 1965 et définit la structure et les responsabilités de la DAR, est également désignée comme la seule institution responsable des affaires liées aux religieux. Depuis sa fondation, sa formation et sa transformation dans le processus historique ont eu lieu au-delà de la définition de base du discours officiel ou de la laïcité, même si elle est placée dans le contexte du principe de laïcité. En d'autres termes, il y avait une séparation des relations entre la religion et l'État conformément au principe de laïcité de sorte que l'influence religieuse sur l'Etat

⁶⁵ Nail Arslanpay, **1924-1973 Diyanet İşleri Başkanlığı Kurulu, Çalışması ve Birimlerinin Tanıtılması**, Ankara: Ayyıldız Matbaası, 1973, p. 5.

⁶⁶ Loi No: 429, **TBMMZC**, Cycle: 2, Vol: 6, Réunion: 114, 3 Mars 1924.

⁶⁷ Ernest Gellner, **Müslüman Toplum**, İstanbul: Kabalcı Yayınları, 2012.

⁶⁸ Ufuk Ulutaş, "Religion and Secularism in Turkey: The Dilemma of the Directorate of Religious Affairs", **Middle Eastern Studies**, Vol. 46, No. 3 (May 2010), p. 390.

est rompue mais, en même temps, l'autorité politique a subsisté à contrôler le domaine religieux. Pour cette raison, la DAR a fréquemment apporté la légitimité islamique à l'administration de l'Etat en raison de sa position institutionnelle. Il a agi en tant que défenseur du régime républicain. Dans ce contexte, elle est en fait un instrument d'Etat depuis sa fondation et a assuré l'existence d'un pouvoir politique en apportant une légitimité religieuse.⁶⁹

Les élites républicaines ont demandé à une institution conçue comme une organisation religieuse d'imposer la version officielle de l'islam au peuple. Cette institution devait contrôler aux différents mouvements religieux. Cependant, le but principal, en l'espèce, était de séparer les mouvements religieux des autres mouvements sociaux, contrairement aux politiques futures. En d'autres termes, le PRP de parti unique voulait rendre le champ religieux fonctionnelle au moyen de la DAR en conformité avec les réformes structurelles et sociales. En conséquence, la laïcité turque n'a jamais été considérée comme l'indépendance ou la neutralité du champ religieux par rapport aux politiques de l'Etat. Sous l'influence d'une laïcité rigide, les fondateurs de la République percevaient l'Islam comme un rival, voire une menace. Toutefois, l'interdiction complète des éléments religieux dans l'espace public, ou le fait de laisser le champ religieux autonome, n'était pas convenable au concept de modernisation en Turquie. Pour cette raison, les fondateurs de la République ont confié à la DAR deux fonctions principales. Premièrement, fournir un service public en organisant et en gérant les pratiques religieuses, et deuxièmement, préserver l'ordre laïc en apportant une légitimité. Pour cela, une structure institutionnelle dans le champ religieux devrait fonctionner au nom de l'Etat. À la suite de cette institutionnalisation, des mouvements socioreligieux indésirables tels que les confréries ont dû être contrôlés au moyen de la DAR. Les élites dirigeantes ont préféré que la religion restait passive dans l'espace public dans le processus de réalisation des réformes sociales. Au moyen de la DAR, ils ont cherché à créer le « bon islam » dans la société turque. Ainsi, l'Etat turc laïque a défini un islam officiel au sein de la DAR en identifiant les autres mouvements religieux comme illégal.

⁶⁹ Ahmet Erdi Öztürk, "Transformation of the Turkish Diyanet both at Home and Abroad: Three Stages", *European Journal of Turkish Studies*, No: 27, 2018, pp. 6-8.

Depuis la création de la République de Turquie, il y a eu d'autres confessions du territoire du pays sauf le sunnisme. L'alévisme⁷⁰ est une confession qui constitue la population la plus peuplée à la suite du sunnisme. La loi du 30 novembre 1925, qui fermait le *tekke* et *zaviye* (monastères musulmans), provoquait la rupture des rapports de l'alévisme avec l'Etat. Avec cette loi, en plus de la fermeture de *tekke*, *dergah* et *zaviye*, l'utilisation de titres religieux étaient également interdite. Les mouvements religieux qui ne se conformaient pas à la compréhension de l'Etat kémaliste sont abolis. Cette loi est une extension du processus initié par la création de la DAR pour la monopolisation et l'homogénéisation du champ religieux par l'Etat. Bien que cette loi n'ait pas été préparée uniquement pour les alévis, elle était le résultat du manque de reconnaissance de l'alévisme par la DAR. En fait, *Cemevleri*, qui sont les lieux de culte des Alévis, ont été fermés par cette loi ou ont été considérés comme non officiels. Dans l'esprit de l'élite républicaine, étant sunnite est devenu l'une des conditions préalables pour être un membre de la congrégation, même si sunnisme n'était pas un concept à priori. Cela doit être mis au premier plan. En d'autres termes, la DAR n'a pas hésité à s'immiscer l'alévisme, qui est un appareil utilisé par l'Etat dans toutes sortes d'interventions au champ religieux, mais il n'a jamais reconnu l'alévisme. Cependant, l'Etat a ouvert les écoles imam hatip, où l'islam sunnite / hanafi était enseigné, pour la formation des imams et exclu d'autres confessions religieuses aux frontières légitimes.⁷¹ L'expression de l'anomie religieuse pour les alévis a été utilisée par la DAR. Les commentaires négatifs de la DAR sur l'alévisme coïncident avec la période d'Ahmet Hamdi Akseki. En 1948, Ahmet Hamdi Akseki a qualifié le bektashisme et l'alévisme comme des tendances religieuses déviantes visant à perturber la foi musulmane et à perturber l'unité musulmane.⁷² Dans la DAR, des commentaires similaires apparaissent constamment malgré le changement de pouvoir politique et le président de la DAR. Dans la période du PD, l'une des raisons de l'échec de la liberté religieuse pour les alévis était l'acceptation de l'alévisme en tant qu'Islam hétérodoxe autour de la DAR. Cette attitude de la DAR empêchait les autorités de prendre des

⁷⁰ L'Alévisme, est une confession à tendance chiite, qui a conservé les rites et les traditions du chamanisme des anciens turcs et qui respecte les prescriptions islamiques.

⁷¹ Kazım Ateş, *Yurttaşlığın Kısıyında Aleviler, Öz Türkler ve Heretik Ötekiler*, Ankara: Phoenix Yayınları, 2011, p. 352.

⁷² *Ibid.*

mesures pour trouver une solution. La DAR a estimé que la liberté offerte à la mosquée était suffisante pour la liberté de religion.

“Des Amis, la personne nommée Zekeriya Guven, prédicateur central de Maras, qui reçoit toujours un salaire provenant du budget de l'État, il a publié le livre ‘İman ve İslam Rehberi’. Et en obtenant la permission de donner ce livre ici et là, il a prononcé plusieurs sermons dans de nombreuses villes et aussi dans la Grande Mosquée de Çorum. Comme les lettres que j'ai reçues le confirment, il a prononcé des prédications, surtout dans un endroit comme Çorum, où les Alévis constituent 42% de la population de Çorum. L'un des électeurs a envoyé un de ses livres. Permettez-moi de lire l'une des phrases les plus importantes de ce livre. «Comme les Alevis et les Kızılbaşlar n'ont pas de livres, ils ne seront pas halal. Il n'est pas permis aux musulmans qui sont chez eux de manger leur nourriture cuite à la viande. Si l'invité a coupé le musulman de sa propre main, il sera mangé s'il est cuit.’⁷³

Au-dessus, la situation déclarée par le député *Ahmet Başbüyük* dans la Grande Assemblée Nationale de Turquie durant les discussions budgétaires montre que les perspectives négatives pour l'alévisme continuent dans les cadres de la DAR pendant la période de pouvoir du PD. Au cours du gouvernement du PD, l'ouverture d'écoles dispensant un enseignement religieux à contenu sunnite, les liens du PD avec les couches sociales des victimes du parti unique ont conduit les membres sunnites à s'engager dans la politique. Toutefois, les alévis, qui étaient beaucoup plus exclus que les autres groupes musulmans pendant la période du parti unique, et même dont les lieux de culte étaient considérés comme illégaux et fermés, le PD n'a aucune attitude montré l'attitude positive à l'égard de l'alévisme par rapport aux autres groupes religieux. La DAR a souvent été soutenue par le gouvernement pendant cette période. Le changement positif du statut de DAR par le PD est en fait dû à certaines raisons politiques et sociales. Comme indiqué, pour obtenir les votes des islamistes qui sont restés à l'arrière-plan pendant la période du parti unique, le PD a accordé plus d'importance à la DAR qu'auparavant. Mais il n'y a jamais eu de réformes sérieuses

⁷³ **TBMMZC**, Cycle: 9, Vol: 5, Réunion:1, (22 Février 1951), p. 434.

sur l'alévisme. La reconnaissance de lieux tels que Cemevi en tant que lieux de culte et la reconnaissance officielle des alévis conduiront à la formation d'un nouveau champ religieux en dehors de l'influence de la DAR. Dans ce contexte, sous le champ religieux de l'islam sunnite, la DAR ne pouvait pas pleinement assurer son contrôle. De même que le champ religieux de l'alévisme a été considéré, par elle, comme incontrôlable. Dans ce sens, la DAR fonctionne comme une institution d'autorité qui distribue la reconnaissance légitime religieuse.

Pendant la période de PD, la relation avec les alévis était positive au début des années de 1950, mais cette perception s'est inversée par la suite. Avec le changement du pouvoir politique, les alévis ont été positivement influencés par les politiques du gouvernement du PD visant le développement agricole. Par exemple, dans la première période du PD, les alévis de Sivas ont favorisé le PD aux élections, tandis que cette tendance politique est revenue au PRP après 1957 dans toutes les communautés alévis, y compris Sivas.⁷⁴ La principale raison de cette situation est que les politiques du PD pour les alévis, "commencent à se chevaucher avec l'islam sunnite". Le mécontentement à l'égard du PRP, pendant des années du parti unique, est devenu un soutien au PD pour des raisons à la fois religieuses et économiques. L'utilisation des communautés sunnites en tant qu'un moyen politique lors des élections a été perçue comme un soutien qui les dérange et la tendance politique des ceux-ci sont revenues au PRP après les élections de 1957.⁷⁵ Le cheikh des alévis arabes, Abdullah Çilli, a d'abord été élu député du PRP et puis entré au parlement en tant que député du PD dans l'élection de 1954.⁷⁶ Comme la période du parti unique, la continuité d'une tendance proche de l'islam sunnite par le PD a frustré les alévis. À la suite de la déception des alévis contre le PD, des changements dans les attitudes politiques des alévis ont eu lieu dans la seconde période du gouvernement de PD. Les politiques suivies qui ne sont pas reconnues par le gouvernement du parti unique et aussi le gouvernement du PD ont conduit les alévis à dissimuler leur identité ethnique et religieuse dans la vie sociale. À la suite du rapprochement des PD avec les mouvements sunnites, les alévis ont commencé à se tourner vers le PRP.

⁷⁴ Necdet Saraç, *Alevilerin Siyasal Tarihi 1300-1971*, İstanbul: Cem Yayınevi, 2011, pp. 312-317.

⁷⁵ Murat Okan, *Türkiye'de Alevilik*, Ankara: İmge Kitabevi, 2004, pp. 94-95.

⁷⁶ Saraç, *op. cit.*, p. 316.

L'établissement de la DAR au statut présidentiel symbolise la position affaiblie du corps des oulémas. Cependant, la DAR a réussi à renforcer son autorité en tant qu'institution islamique. Contre les efforts déployés par d'autres organes de l'Etat pour exercer un contrôle sur la DAR, la DAR a maintenu son autonomie en faisant parfois l'alliance avec les partis politiques et les gouvernements, parfois en adoptant un mode de résistance. Dans ce contexte, l'une des raisons les plus importantes pour la protection de l'autonomie de la DAR c'est que l'armée préfère protéger l'islam sunnite en tant que puissance hégémonique de la société turque contre le danger du communisme. Cette préférence de la tutelle politique et militaire a conduit la DAR, en tant qu'institution de plus en plus dominante, à tenter d'exercer également une influence sur les mouvements hétérodoxes dans la société. Face à cette situation, les alévis ont tenté d'exister dans la société en apparaissant laïques, c'est-à-dire en cachant leur identité religieuse. Les efforts pour utiliser la DAR en termes politiques et sociaux, pendant les périodes dominées respectivement par le PRP, le pouvoir politique de PD et l'armée, ont renforcé le monopole de l'institution dans le champ religieux. En fait, la DAR est devenue un acteur efficace dans des circonstances politiques. La tutelle religieuse dans laquelle les révolutions républicaines essayaient de briser leur pouvoir ne suffisait pas à se ranimer dans une telle atmosphère politique. En même temps, il est à noter que cette tutelle religieuse a grandement eu fortune d'atteindre et d'influencer toute la société. Au fur et à mesure que l'islamisme est devenu visible, la relation entre la DAR et l'alévisme a commencé à se rompre de plus en plus. Plus précisément, la DAR s'est concentrée sur le segment sunnite à travers les islamistes, tandis que les alévis dans ces circonstances se sont obligatoirement identifiés comme laïques au sein du mouvement politique de gauche.

Après le coup d'Etat de 1960, la question de la représentation des alévis au sein de la DAR est devenue préoccupante. En 1963, le projet de loi présenté au président Cemal Gürsel exige que les alévis soient représentés dans la Direction des Confessions (*Mezhepler Müdürlüğü*), qui sera établie au sein de la DAR. Bien que Gürsel ait accueilli cette proposition favorablement, celle-ci n'a pas été acceptée par le parlement en raison de "désaccords religieux".⁷⁷

⁷⁷ İsmail Kara, *Cumhuriyet Türkiye'si'nde Bir Mesele Olarak İslam I*, İstanbul: Dergah Yayınları, 2017, p. 99.

La DAR est devenue une institution constitutionnelle avec la Constitution de 1961 et ses fonctions, son autorité et sa structure organisationnelle ont été réglementées conformément à l'article 154 de la constitution. Dans la constitution de 1961, il a été indiqué qu'une loi spéciale pour la DAR serait préparée et que l'institution serait disposée avec cette loi. La première tentative a été faite en 1963, mais n'a pas abouti, ensuite, le 22 juin 1965, la loi no 633 a été promulguée et la DAR a été réorganisée avec cette loi. La principale raison de l'échec de l'initiative en 1963 était l'impossibilité de parvenir à un consensus sur 'la Direction des Confessions' envisagée dans le projet de loi. Selon l'article 2 du projet de loi, il était prévu que onze départements soient créés au sein de l'organisation centrale de la DAR. L'un de ces bureaux était la direction des confessions et des discussions ont eu lieu sur cette question. Lorsque le projet de loi a été soumis au parlement, un grand nombre de publications et de campagnes ont été menées au détriment de la direction des confessions, en particulier dans les journaux de droite. Vehbi Bilimer, dans son livre '*Diyanet İşleri Başkanlığı Kuruluş ve Görevleri Hakkında Kanun Tasarısı Hakkında Mütalaa*', a critiqué les déclarations contenues dans le projet de loi et a déclaré que la DAR, qui agit en pleine égalité avec la communauté musulmane, est déjà le premier devoir. Il a déclaré que certaines phrases dans le projet de loi étaient inutiles. Bilimer a déclaré que la création de la direction des confessions conduirait officiellement à la ségrégation religieuse. La direction des confessions a été décrite comme inutile.⁷⁸ À la suite de ces réactions, le gouvernement d'İnönü a dû retirer le projet de loi.

La DAR, une institution clé de la République, a joué un rôle important dans la construction de l'identité nationale. De la transition du multipartisme au coup d'État de 1980, la DAR a incité d'autres acteurs étatiques à adopter une attitude de refus vis-à-vis de l'alévisme.⁷⁹ En dépit des divergences de vues politiques entre la DAR et les autres institutions de l'État, l'alévisme a été perçu comme un danger potentiel du fait que le pays s'est identifié comme sunnite-turque. Les déclarations d'Ahmet Hamdi Akseki et des prédicateurs travaillant sous la DAR montrent la politique de l'État contre cette approche hétérodoxe. En outre, selon *Sadettin Evrin*, vice-président de la DAR, qui a largement contribué à l'institutionnalisation de la DAR dans les années

⁷⁸ Vehbi Bilimer, *Diyanet İşleri Başkanlığı Kuruluş ve Görevleri Hakkında Kanun Tasarısı Hakkında Mütalaa*, İstanbul, Sönmez Neşriyat, 1963, p. 3-5.

⁷⁹ Ömür Aydın, "Diyanet İşleri Başkanlığı Üzerine Bir Tartışma: Temsil Meselesi", *İstanbul Üniversitesi İktisadi ve İdari Bilimler Dergisi*, Juillet 2019, Vol: 33, No: 3, pp. 902-903.

1960, il a été déclaré qu'il n'y avait pas de différence significative entre l'alévisme et le sunnisme. Il a souligné que le principal problème des Alévis avait perduré avec l'ère ottoman et que les Alévis ont été privés de leur connaissance religieuse, déclaré que cela n'existait pas pendant la période républicaine. Evrin a également noté qu'il avait vu le catéchisme alévi récemment publié en Irak et qu'il n'était pas différent du catéchisme sunnite. Evrin souligne que les alévis font partie intégrante de la nation turque et qu'il ne devrait y avoir aucun désintérêt et de mauvaises attitudes à leur égard. Dans son article, il a également déclaré qu'il n'y avait pas de différence fondamentale entre les alévis et les sunnites. En d'autres termes, Evrin a tenté d'inscrire l'alévisme dans l'image existante du « citoyen acceptable » en évaluant l'alévisme au sein du sunnisme. De plus, l'article d'Evrin intitulé '*Alevilik-Sünnilik İhtilafları Hakkında İki Müsbet Görüş*' dans le journal Cumhuriyet du 18 Juin 1966⁸⁰ et dans le journal *Her Asrın Dini Müslümanlık*, le lien entre l'alévisme et la turcité est constamment souligné.⁸¹

1.3.2. Confréries, Mouvements Islamiques et la DAR

Pendant la période du parti unique, tous les mouvements et organisations religieux ont été définis par le gouvernement comme des dangers potentiels, et en ce sens, ces mouvements religieux ont été interdits. Seulement certains groupes religieux tels que le *mevlevisme* sont restés comme un motif culturel. En dehors de cela, tous les mouvements islamiques hétérodoxes et orthodoxes ont tenté d'exister illégalement. Avec la transition du multipartisme, les mouvements orthodoxes ont eu l'occasion de s'étendre dans tout le pays et ont noué des relations étroites avec la politique. La DAR est conçu comme une institution qui permet au peuple d'être informé des questions religieuses dans les limites fixées par l'Etat, de contrôler la religion, d'être tenu en dehors de la politique, mais dans une zone où la politique peut intervenir, et de réaliser les besoins des citoyens à propos la religion à partir d'un seul centre pendant la période du parti unique.⁸² En outre, la DAR a également été établi comme une mesure contre les groupes orthodoxes et hétérodoxes qui ne se conformaient pas aux idées de l'élite républicaine sous cette identité, renforçant l'identité sunnite dans le processus de

⁸⁰ Cumhuriyet Gazetesi, 18 Juin 1966, No: 15043, p. 2.

⁸¹ Sadettin Evrin, "*Alevilik-Sünnilik İhtilafları Hakkında İki Müsbet Görüş*", *Her Asrın Dini Müslümanlık*, Mars, 1963, p.10.

⁸² Sönmez Kutlu, "*Diyanet İşleri Başkanlığı ve İslamiçi Dini Gruplarla (Mezhep ve Tarikatlar) İlişkileri*", *Dini Araştırmalar*, 2009, Vol: 12, No: 33, pp. 107-108.

construction de l'État-nation. La DAR est considérée comme une institution sacrée mais aussi bureaucratique au sens wébérien. Bien que la source de l'existence de l'institution soit sacrée, les devoirs qui lui sont assignés par l'État la rendait profane. La DAR est l'état bureaucratisé et institutionnalisé de la religion (Islam Sunnite/Hanafi), qui monopolise la formation légitime du salut. Bien que la source de la légitimité soit sacrée, les devoirs et responsabilités que l'Etat attribue à la DAR, sont aussi la source de sa légitimité. Le champ de mouvement de la DAR est dans le champ dominée par le sacré. La légitimité religieuse fonctionne dans la mesure où la position de la religion contrôle la nature et le pouvoir des armes matérielles ou symboliques dans un État qui détermine la structure et les relations du pouvoir religieux. Le pouvoir d'exclure possédé par les prophètes et par les prêtres est une fonction dans laquelle divers agents sont en concurrence pour le monopole de l'utilisation légitime de la violence religieuse.⁸³ Dans ce contexte, la DAR a reçu le pouvoir de devenir un monopole dans le champ religieux en Turquie. Les pouvoirs de ce monopole, tels que l'application de la violence symbolique et la perception d'illégitime, ont été ajoutés aux fonctionnements de la DAR. D'autre part, la DAR, en tant qu'institution sacrée, a le droit de gérer réellement les biens de salut. Weber affirme qu'il faut avoir des prophètes et des prêtres pour utiliser la légitimité religieuse dans la société.⁸⁴ La légitimité religieuse est utilisée par les prêtres, c'est-à-dire les bureaucrates religieux, la société est contrôlée par ce moyen.⁸⁵

À cet égard, l'objectif principal de la DAR, qui détient la légitimité religieuse en Turquie, est de protéger la religion, de contrôler la religion par l'Etat dans certaines limites, et de garder les fournisseurs de services religieux sous contrôle. Elle jouit d'une autonomie dans le champ limité par l'Etat. En même temps, la DAR est affiliée à l'Etat, elle jouit d'une autonomie dans le champ religieux. La DAR a préféré la politique de non-reconnaissance contre les groupes islamiques hétérodoxes. Les mouvements religieux, qui n'étaient pas reconnus par la DAR, étaient le problème de la légitimité. La DAR a été instrumentalisé par le gouvernement du parti unique afin d'adopter l'identité islamique sunnite dans la société en cours d'identification de la nation, bien

⁸³ Pierre Bourdieu, "*Une interprétation de la théorie de la religion selon Max Weber*", **European Journal of Sociology**, Vol: 12, No: 1, 1971, pp. 13.

⁸⁴ Raymond Boudon, "La Rationalité du Religieux Selon Max Weber", **L'Année sociologique (1940/1948-)**, Vol. 51, No. 1, 2001, p. 38.

⁸⁵ **Ibid.**

qu'elle ne veuille pas être un moyen de cette politique. Les groupes religieux du sunnisme ont également été exclus. De nombreux groupes religieux et communautés sunnites, contrairement à la politique de la DAR, sont entrés au conflit pour la légitimité. La DAR et ces groupes ont rencontré des problèmes, en d'autres termes, des mouvements tels que le *ticanilik* dans les années 1950 et le *nurculuk* dans les années 1960 ont été défavorisés par la DAR.

Après 1945, l'interprétation orthodoxe de l'islam en Turquie a repris sa tendance haussière et a publié plusieurs journaux et magazines. En général, la République n'était pas d'accord sur le sujet de l'occidentalisation en ce qui concerne les mouvements religieux que nous pouvons définir comme orthodoxes. Depuis le début du 19ème siècle, l'occidentalisation est la priorité de l'Empire Ottoman et de la République. Les plus graves réactions contre le mouvement occidentaliste turque ont toujours été celles de mouvements religieux et de sérieuses résistances. Cependant, pendant la période du parti unique, cette résistance a été largement réprimée. Face à cette pression politique, la DAR est passée à une position passive. Le plus important changement apporté par la période multipartite dans le champ religieux concerne cette question et avec la DAR, nombreux mouvements religieux ont eu l'occasion de renaître. D'une part, la libération de la vie religieuse par rapport à la période de parti unique, d'autre part, il y avait aussi des pressions politique sur les mouvements religieux sous prétexte qu'ils provoquaient à la montée de l'*irtica* (fondamentalisme) au pays. Dans la période du PD, il y avait un amalgame à l'égard des mouvements islamistes et du champ religieux. Bien que le pouvoir politique ait peur des mouvements islamistes radicaux, le premier ministre Adnan Menderes faisait fréquemment les discours populistes et islamistes. Cependant, il existe certaines différences parmi les points de vue religieux des dirigeants du PD comme Celal Bayar et Adnan Menderes. Au 14 juin 1957, un événement a eu lieu durant la prière du vendredi à Ulu Camii à Bursa. Un des membres de la secte de *Nakşibendi* a attaqué l'imam qui s'est rendu au sermon.⁸⁶ A cause de cet attentat, l'imam et un policier intervenant ont été blessés. L'attaquant islamiste radical s'est rendu à la chaire et s'est déclaré Mahdi. Au lendemain de cet attentat, Celal Bayar a suivi les déroulements de l'attentat à Bursa. Lorsque le préfet de Bursa a qualifié l'attentat comme un simple événement policier, Bayar prend un air sérieux et avertit le préfet

⁸⁶ Neşet Çağatay, **Türkiye'de Gerici Hareketler: 1923'ten Bu Yana**, Ankara: Ankara Üniversitesi İlahiyat Fakültesi Yayınları, 1972, pp. 45-46.

avec les mots: “*ce n'est pas un simple cas policier. Même s'ils sont fous, il est clair qu'ils sont des hommes d'une organisation. Nous sommes contre les mouvements fondamentaux. L'attentat à Bursa n'est pas aussi simple que vous le décrivez. Il y a certainement une organisation à leur derrière. Nous sommes en face des attaques et des mouvements comme l'affaire de Menemen. Maintenant, j'ai ordonné au ministre de l'intérieur de se rendre à Bursa par avion privé. Interrogez seulement à l'affaire de Bursa.*” Il convient de noter que Celal Bayar a sérieusement suivi cet attentat et l'a considéré comme une affaire de réaction contre le régime républicain et une telle attaque à petite échelle comme un danger pour l'Etat et les révolutions républicaines. Toutefois, le premier ministre Adnan Menderes semble plus tolérant à l'égard de ces problèmes. Le premier ministre continuait d'augmenter les arguments religieux de sa rhétorique politique durant des années de 1950.⁸⁷ En conséquence, bien que l'attitude de Bayar à l'égard des mouvements religieux fût sévère selon la laïcité rigide, Menderes a toléré ces mouvements islamistes en agissant comme un populiste.

Après les années de 1950, de nombreuses mouvements et confréries religieuses telles que *nurculuk*, *ticanilik* et *süleymançılık*, ont repris le pouvoir. Il serait faux d'évaluer tous ces groupes religieux de la même manière. Depuis son apparition en Turquie, le *ticanilik* a pris des manifestations que la DAR et les gouvernements ne pouvaient l'accepter. Les attaques contre les statuts d'Atatürk ont rendu la tâche du gouvernement du PD difficile. D'autre part, certaines mouvements religieux, tels que le *nurculuk*, ont pu s'entendre de temps en temps avec l'autorité de l'État et ont survécu en ne s'opposant pas directement à la DAR. D'ailleurs, les membres du *nurculuk* étaient assez engagés pour être députés du parti pendant la période du PD. Toutefois, les relations entre la DAR et ces confréries sunnites n'ont pas progressé de manière linéaire. La principale raison à cela est que l'approche politique à ces mouvements religieux change constamment, même pendant la même période de pouvoir politique telle que la relation entre le *nurculuk* et le PD montre. Bien que le *nurculuk* et son dirigeant *Said Nursi*, ont été en mesure d'agir plus confortablement qu'avant la période de pouvoir du PRP, des restrictions et des interdictions ont également été imposées par le PD de temps en temps. L'autorité politique a cherché à bloquer ces confréries par la DAR et les tribunaux. En 1956, le PD autorise la publication et la distribution des livres de *Said Nursi*. Cette période est une période au cours de laquelle les publications

⁸⁷ Ibid.

religieuses sont vérifiées et autorisées par la DAR. Ces œuvres, qui étaient auparavant interdites d'imprimer, ont eu la possibilité d'être imprimées et diffusées au sein de la société contre la permission du PD et de la DAR. Cependant, l'attitude de PD à l'égard de cette confrérie comporte des incohérences, comme nous l'avons déjà mentionné. La permission de publier ces livres, en plus d'être le député de *nurcu* dans le PD, le gouvernement du PD a également interdit les publications et activités de cette confrérie après l'élection de 1957.⁸⁸

L'un des facteurs importants du changement d'attitude du PD à l'égard des confréries religieuses au cours de ces années est le rapport écrit par *Fuat Sezgin*⁸⁹ sur la DAR préparé par le premier ministre. Dans le document suivant, Fuat Sezgin a une lettre de mission.

“Au Premier Ministère

Il est annexé à notre document du 10 juin 1957 et numérotée 12432.

Je voudrais exprimer mon profond respect pour le rapport No 3 présenté par Dr. Fuat Sezgin à l'Université d'Istanbul, qui est chargée de l'audit de la Direction des Affaires Religieuses.

Le Secrétaire du Premier ministre

Président par Intérim de la Direction des Affaires Religieuses

A.Salih Korur”⁹⁰

Fuat Sezgin présentait son rapport au premier ministre au 1er août 1957. Dans ce rapport, des conclusions importantes ont été formulées par Fuat Sezgin concernant la DAR et les communautés religieuses du pays, et plusieurs recommandations ont été formulées. Sezgin a commencé à travailler en évaluant la situation depuis la fondation de l'institution.

“En 1924, une société qui devait prendre à la suite de nombreuses mesures ne subit pas de modification sérieuse, même trente ans après

⁸⁸ Sitk1 Aras, *Erzurum'un Manevi Mimarları*, İstanbul: Dergah Yayınları, 2019.

⁸⁹ En 1954, Fuat Sezgin a présenté sa thèse de doctorat sur les sources de Bukhari au département de langue et littérature arabes de l'Université d'Istanbul. La même année, il devient professeur associé à l'Institut d'études islamiques à l'Université d'Istanbul. Sezgin a été expulsé de l'université après le coup d'État de 1960. Par la suite, il a poursuivi ses études à l'Université de Frankfurt.

⁹⁰ CDAB, 30-1-0-0 / 105 - 657 – 8. Cf. ANNEXE 8.

l'instauration de la société apparue dans la société. Dans notre société, les méthodes scientifiques ne répondent pas aux affirmations selon lesquelles la religion est importante ou parfois néfaste, mais ne répondent pas aux méthodes scientifiques. La structure et l'importance de l'organisation des affaires religieuses ne semblent donc pas avoir été sérieusement prises en compte à ce jour.

Le fait que les affaires religieuses ont une fonction vraiment importante dans le développement spirituel et matériel du pays est beaucoup plus large que le concept de "foi et culte" et l'examen du problème religieux dans notre pays à partir d'une loge sociale est suffisant pour révéler quelques indices qui peuvent être obtenus à partir de l'histoire de 33 ans des affaires religieuses sous ce paysage.

J'entends par là, grâce au clergé, la fonction de faire beaucoup de mouvements que nous voulons accomplir sur les larges masses en rendant l'utilisation des données religieuses plus attrayante et en l'adoptant, et en éliminant de la même manière les éléments que nous jugeons dangereux pour notre existence.”⁹¹

Le texte ci-dessus, tiré du rapport de Sezgin, exige que la DAR soit soumise à des réformes globales. Parallèlement, il est souligné que la DAR ne devrait pas traiter la religion uniquement comme les cultes et les services religieux. Il est indiqué que l'Etat peut facilement réaliser les changements que le gouvernement souhaite, grâce aux personnels de la DAR qui a reçu une formation religieuse suffisante. De plus, Sezgin a identifié certains groupes comme des “éléments nuisibles” dans son rapport. Bien que ces éléments ne soient pas explicitement mentionnés, on peut dire qu'il s'agit du communisme, de l'alévisme ou du *nurculuk* par rapport au temps. Ce rapport indique que l'Etat peut s'engager dans la lutte par la DAR.

Contre ces éléments, l'utilisation politique et social des personnels au sein de la DAR elle-même est exprimée dans le même rapport. Dans le rapport, il a indiqué que “de nombreux mufti et prédicateurs travaillant à la DAR ont parfois prouvé qu'ils pouvaient obtenir de très bons résultats s'ils ne sont pas seulement limités avec les

⁹¹ CDAB, 30-1-0-0 / 105 - 657 – 8. Cf. ANNEXE 9.

activités classiques”⁹², en fait, il peut être utilisé de manière plus instrumentale si les restrictions sur les personnels de DAR sont supprimées. En bref, selon le rapport de Sezgin, la DAR a le potentiel de faire plus que sa position actuelle et la fonctionnalité. Cependant, il est souligné que l'autorité politique devrait lever les restrictions imposées à la DAR et elle ne s'intéresse pas seulement aux affaires religieuses. Dans les dernières parties du même rapport, il est suggéré que pour effectuer ces transactions, deux nouveaux départements sous le nom de “bureau du développement spirituel” et de “bureau du travail collectif ” soient créés et converties dans une institution qui opère davantage dans l'espace public. Pendant que tout cela s'est réalisé, il indique que les bureaucrates religieux actuels devraient également être modernisés.⁹³ Bien entendu, la modernisation des bureaucrates religieux devrait s'inscrire dans le cadre d'un programme préparé par l'Etat, a déclaré Sezgin, tout en attribuant de nouvelles tâches et responsabilités à la DAR, l'Etat et les autorités politiques ne devraient pas oublier ses contrôles sur la DAR. Dans le rapport de Sezgin, la DAR était considérée comme l'institution inspirant du progrès matériel et moral du pays. Selon lui, cette fonctionnalité de DAR devrait être utilisée. Le premier ministre a répondu au rapport comme “*il est bien sûr et même nécessaire que notre clergé défende notre progrès social*”⁹⁴, et nous comprenons que le rapport était accueilli favorablement à l'échelle bureaucratique.

Après le Putsch du 27 Mai, la tutelle militaire a changé l'attitude politique à l'égard du *nurculuk*. Au cours de cette période, Sadettin Evrin, vice-président de DAR, a fait préparer un ouvrage contre le *nurculuk*, qui reflétait les visions de l'autorité politique et militaire de l'époque vis-vis de la DAR. Le président de la DAR de l'époque, Hasan Hüsnü Erdem, était opposé à la publication de ce livre, c'est la raison pour laquelle il est destitué par le pouvoir politique et militaire.⁹⁵ Dans cette perspective-là, bien qu'il y ait des réactions internes à l'instrumentalisation de la DAR, ces réactions ont été supprimées avant de gagner en force. Malgré tout, ce livre a été publié sous le nom de DAR, ainsi une attitude négative à l'égard des confréries orthodoxes telles que *nurculuk* était considéré comme un problème politique et

⁹² **Ibid.**

⁹³ **CDAB**, 30-1-0-0 / 105 - 657 – 8.

⁹⁴ **CDAB**, 30-1-0-0 / 105 - 657 – 8. Cf. ANNEXE 10.

⁹⁵ İsmail Kara, “*Din ile Devlet Arasında Sıkışmış Bir Kurum: Diyanet İşleri Başkanlığı*”, **Marmara Üniversitesi İlahiyat Fakültesi Dergisi**, İstanbul, No: 18, 2000, p. 48

institutionnel au nom de l'Etat. La publication d'une telle œuvre au nom de la DAR signifiait que le *nurculuk* n'est pas considéré comme une organisation légitime par la DAR, donc elle distribue la légitimité religieuse aux confréries des pays. Comme le montre la sociologie de la religion de Weber, il était nécessaire d'exercer cette autorité d'exclusion pour avoir un monopole religieux. La DAR avait déjà reçu l'autorisation de contrôler le champ religieux dès sa fondation. Cependant, tant les questions évoquées par Fuat Sezgin dans le rapport que les réformes apportées à la DAR après le coup d'état, l'autorisation de DAR de protéger l'éthique nationale en dehors du champ religieux, sont conformes aux idées de Weber sur la religion. Selon Weber, le but principal de la religion et des rituels religieux intéresse le monde terrestre.⁹⁶ Dans ce contexte, les rapports et les réformes à propos de la DAR ont essayé de ne pas limiter ses pouvoirs dans la cadre de la religiosité. En suivant les réformes faites pour la modification de la société, sa légitimité du sacré est instrumentalisée même pour l'autorité politique en la rendant profane. En Turquie, pour que le système politique dirige et modifie la société, elle ne doit pas rester limité seulement au champ religieux. Elle pourrait intervenir dans des événements sociaux et politiques extérieurs au champ religieux au moyen des imams et muftis. Une telle institution comme la DAR devrait fonctionner activement afin d'arranger les activités sur la Terre en rendant profane la religion. Non seulement la religion, mais aussi les problèmes moraux relevant de la responsabilité de la DAR ont ouvert la voie au fonctionnement de l'institution en dehors du champ religieux.

Dans les années 1960, on pouvait penser que l'attitude positive de l'armée à l'égard de la religion, c'est-à-dire la neutralisation de la conception de laïcité stricte, était liée à l'évolution de la situation politique dans le monde entier. Depuis les années 1960, différents mouvements islamiques ont émergé et certains d'entre eux ont commencé à se propager en Turquie. Dans plusieurs pays, en particulier en Iran, une opposition sociale religieuse a commencé à émerger alors que les interprétations islam non-turques ont progressivement augmenté et sont devenues efficaces en politique, ce qui a été pu penser pour affecter la Turquie par l'Etat. Par ailleurs, l'armée visait à contribuer à l'intégrité du pays en attribuant un rôle de solidarité nationale à la DAR au cours de cette période afin de renforcer les liens entre les minorités ethniques et

⁹⁶ Max Weber, **Economy and Society: An Outline of Interpretive Sociology**, Berkeley: University of California Press, 1978, pp. 481-485.

religieuses du pays et l'Etat.⁹⁷ On peut dire que le mouvement islamo-politique, qui a augmenté dans les années 1960, a également été influencé par des mouvements islamiques à l'extérieur du pays. Dans les années 1960, le chef *Nakşibendi* a nommé Mehmet Zahit Kotku, qui a influencé Necmettin Erbakan, a introduit de nouvelles formes d'islam au pays pendant cette période dans des pays tels que le Pakistan et l'Égypte. Pour empêcher la propagation de mouvements islamistes en Turquie comme les Frères Musulmans en Égypte, les militaires ont mené une politique modérée contre l'islam.⁹⁸ Ainsi, l'armée, qui s'est positionnée comme l'élément principal du pays, a façonné et élargi son champ religieux contre ses propres dangers à l'avenir en redécouvrant la fonctionnalité de DAR.⁹⁹

1.4. Septième Congrès du PRP et Evolution de la Compréhension Religieuse

Une importante vague de libéralisation en Turquie a été observée après 1945. La principale raison de cette libéralisation est la victoire des Etats alliés dirigés par les Etats-Unis après la seconde guerre mondiale. La démocratie et les pays démocratiques étaient importants pour les Etats occidentaux victorieux. La démocratie des pays jouerait également un rôle important dans l'aide de l'après-guerre. La Turquie a voulu participer à l'après-guerre, non pas du côté des Soviétiques et des pays du bloc de l'est, mais du côté des Etats-Unis et des Etats européens. En ce sens, la démocratisation et la libéralisation ont été menées conformément aux politiques choisies par le PRP. Les premiers signes de la transition de la démocratie se sont manifestés dans le discours prononcé par le président Ismet İnönü au 19 mai 1945. İnönü a dit "les principes de la démocratie prévaudront plus largement dans la vie politique et les idées du pays" dans ce discours, qui est considéré comme un tournant pour la transition à la vie multipartite. Ainsi, il a été officiellement introduit dans la vie multipartite. La véritable transition vers une vie multipartite a eu lieu avec la création du Parti Démocrate au 7 janvier 1946.¹⁰⁰ Le programme du parti mentionnait des engagements pour assurer la

⁹⁷ Cemal Karakaş, **Turkey: Islam and Laicism Between the Interests of State, Politics and Society**, Frankfurt: Peace Research Institute Frankfurt (PRIF), 2007, p. 18.

⁹⁸ Cemal Karakaş, **Turkey: Islam and Laicism Between the Interests of State, Politics and Society**, Frankfurt: Peace Research Institute Frankfurt (PRIF), 2007, pp. 13-14.

⁹⁹ Hamit Bozarslan, **Histoire de la Turquie de l'Empire Ottoman à Nos Jours**, Paris: Tallandier, 2013, pp. 404-405.

¹⁰⁰ Eric J. Zürcher, **Turkey: A Modern History**, I. B. Tauris, London, 2017, p. 214.

réalisation développée de la démocratie dans le pays, les droits et libertés fondamentaux, et des questions telles que la liberté de former des associations.¹⁰¹

Après la seconde guerre mondiale, la libéralisation du pays s'est manifestée à tous les niveaux de la politique turque. Depuis la proclamation de la République, le parti unique qui a dirigé le pays, a modifié la structure du parti en organisant des congrès. En mai 1946, dans le deuxième « congrès extraordinaire » du PRP, le titre de « chef national », utilisé pour caractériser le président de l'époque et leader du PRP İsmet İnönü, a été aboli. Comme dans les régimes totalitaires en Europe, l'utilisation de titre 'chef' pour le président a pris fin en Turquie. La suppression de ce titre, même si elle ne signifiait pas la fin du règne d'İnönü, était en fait un premier pas symbolique contre l'orientation vers l'ouest de la République de Turquie. Lors du même congrès, il a été clairement indiqué que des changements importants devaient être apportés aussi vite que possible pour que la vie politique s'adapte au système multipartite. Dans cette perspective-là, l'interdiction de fonder des organisations et associations non gouvernementales basées sur les classes sociales a été supprimée et des modifications ont été apportées au système électoral.¹⁰² D'un autre côté, pour que le parti au pouvoir rende ses changements permanents sur le papier, il doit aussi changer certains fonctionnaires du parti et les retirer à la politique. Hilmi Uran a été nommé secrétaire général du PRP et cela signifiait l'élimination des radicaux au sein du parti.¹⁰³ Le début de ces changements montre que le PRP deviendra plus libéral qu'auparavant. Recep Peker, qui pourrait être considéré comme le pionnier des radicaux contre la libéralisation du PRP, était toujours le premier ministre dans la transition du multipartisme. Un an après le congrès extraordinaire, Recep Peker, le représentant de l'aile radicale, a démissionné de ses fonctions de premier ministre et Hasan Saka est devenu premier ministre.¹⁰⁴

¹⁰¹ Cemil Koçak, **Türkiye Tarihi IV**, İstanbul: Cem Yayınları, 2005, pp. 171-181.

¹⁰² Koçak, **ibid.**, pp. 181-182.

¹⁰³ Feroz Amad, Bedia Turgay Ahmad, **Türkiye'de Çok Partili Politikanın Açıklamalı Kronolojisi 1945- 1971**, İstanbul: Bilgi Yayınevi, 1976, p.26

¹⁰⁴ Un groupe de députés du PRP n'a pas apprécié l'attitude dure du premier ministre Recep Peker à l'égard de l'opposition. Le chef de ce groupe était Nihat Erim, qui était proche d'İsmet İnönü. Face aux critiques croissantes à son encontre, le premier ministre Peker demanda au groupe parlementaire du PRP un vote de confiance au nom de son gouvernement au 26 août 1947. Lors du vote, 35 députés ont voté dans l'opposition. Parmi ceux qui ont voté contre Peker figuraient Nihat Erim, Ali Fuat Cebesoy, Hamdullah Suphi Tanrıöver, Kazım Gülek et İsmail Rüştü Aksal. Ce groupe, qui est passé dans la vie politique turque comme les "35's" et a progressivement gagné en force, est dit avoir soutenu İnönü aussi bien. Recep Peker quitterait le poste de Premier ministre peu après ce vote.' (Fevzi Çakmak, "Çok

Dans ces conditions, le PRP s'est rendu à son Septième Congrès Générale en 1947. Les politiques du parti et du pays ont été sérieusement modifiées, en particulier dans le champ religieux. Ce congrès a duré dix-neuf jours, et il a été décidé de la manière dont le changement du parti se produirait. Avant le congrès, Hüseyin Cahit a décrit le changement de parti comme ci-dessous :

“Avec ce congrès, il y aura un changement fondamental dans la structure et l'organisation du PRP, et l'esprit démocratique prévaudra au sein du PRP lui-même, qui a déclaré la démocratie il y a 24 ans et a finalement pris la décision de la développer et d'atteindre sa conclusion logique.”¹⁰⁵

Les questions de laïcité et de religion ont été l'une des questions les plus débattues au congrès. Alors que les demandes d'éducation religieuse et de vie religieuse sont exprimées dans le congrès, ces demandes seront réalisées plus tard. Les délégués présents au congrès ont souligné que le PRP devrait également reconsidérer la compréhension de la laïcité et ont suggéré que les cours religieux soient dispensés dans les écoles primaires sans enfreindre ce principe. Avant la convocation du congrès, les délégués cherchaient la création d'une administration du parti plus démocratique et plus efficace à la base, et la redéfinition des principes de l'étatisme et de la laïcité. En fait, toutes ces questions ont également marqué les réunions du congrès.¹⁰⁶

Dans d'autres congrès importants du PRP, il y a eu une réinterprétation des principes du parti. Toutefois, avec l'émergence du PD en 1946, il y a eu un débat sérieux sur la réinterprétation du principe de laïcité. Même si l'émergence de la religion en tant que facteur déterminant dans le domaine de la politique, les plus difficiles débats du congrès ont eu lieu lors de la discussion du principe de laïcité. Durant les discours, l'existence de la Direction des Affaires Religieuses allait à l'encontre de la laïcité et cette institution contrastait avec le principe de laïcité, et c'est pourquoi elle a été priée de cesser d'être une institution d'Etat et d'obtenir un statut autonome. Le manque d'éducation et d'enseignement religieux dans la communauté a

Partili Siyasi Hayata Geçiş Sürecinde CHP Kurultay Görüşmeleri ve Müfettiş Raporlarına Göre Parti Teşkilatının Karşılaştığı Sorunlar (1945-1950), **Journal Of Modern Turkish History Studies**, XVII/34 (2017-Bahar/Spring), p. 343.)

¹⁰⁵ Hüseyin Cahit Yalçın, **Tanin Gazetesi**, 13 Novembre 1947.

¹⁰⁶ Hakan Uzun, “İktidarını Sürdürmek İsteyen Bir Partinin Kimlik Arayışı: Cumhuriyet Halk Partisi'nin 1947 Olağan Kurultayı”, **Journal Of Modern Turkish History Studies**, 7/25 (2012/Autumn), p. 108, et Lord, **op. cit.**, pp. 182-185.

été noté et il n'y avait plus personne pour élever des funérailles dans les villages il a donc été souligné que des écoles *imam hatip* et une faculté de théologie devraient être ouvertes afin d'élever des clergés. Cependant, bien qu'ils ne se soient pas opposés à l'ouverture d'écoles *imam hatip* au congrès, il y en avait aussi qui s'opposaient à la représentation de la religion comme moyen de lutter contre le communisme en défendant la conception de la laïcité ancienne.¹⁰⁷

Dans ce congrès, le PRP a cherché à s'adapter aux nécessités du multipartisme. L'organisation du parti a été éloignée du centralisme rigide. A partir de ce moment-là, les représentants des partis commencent à se présenter par élection, et non par nomination, comme ils l'ont fait par le passé. Pour rivaliser contre le PD, il a été décidé de reconsidérer les principes du parti et surtout la laïcité. Il est possible de voir la même compréhension du nationalisme parmi les sujets de discussion au congrès. L'idée que ce concept devrait être réinterprété au sein de la PRP et que des définitions appropriées devraient être faites à la conjoncture est devenue à priori.

Hamdullah Suphi Tanrıöver, a insisté sur le fait que la religion est un bouclier contre le communisme et a proposé l'ouverture des tombeaux d'anciens turcs, il a été l'un des plus fervent critiquant la Politique de laïcité oppressive.

“Chers amis, permettez-moi de vous présenter l'exemple le plus proche : c'était la question à la Grande Assemblée Nationale. Quand je suis sorti après une dispute, six concierges parlementaires sont venus me voir avec les armes aux yeux, et m'ont dit : il ne reste qu'un imam dans nos six villages. Nous sommes de garde pour les morts. Il vient dans ce village. Et ça change le village longitudinalement. Si vous ne nous donnez pas des imams et des prédicateurs, nous enterrons nos morts comme des chiens.”¹⁰⁸

Les visions de Tanrıöver montrent qu'il traite la religion et la fonction de la religion d'une manière fonctionnaliste, comme Emile Durkheim. Selon les fonctionnalistes, la religion est une institution qui assure l'intégrité sociale et maintient la société en cohésion. La religion stimule les habitudes sociales et prévient les tendances contraires à la société. Lorsque le facteur religieux est affaibli, des

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 127.

¹⁰⁸ **CHP Yedinci Büyük Kurultay Tutanağı**, Ankara, 1948, p. 457.

comportements antisociaux, pervers et nuisibles se produisent. Par conséquent, la disparition de la religion signifie la destruction de la civilisation supérieure.¹⁰⁹ C'est pourquoi, certains délégués exigent que les pouvoirs de DAR soient augmentés contre des dangers comme le communisme.¹¹⁰ Au cours du congrès, des questions telles que le statut, les cadres et le budget accordés à la DAR ont été discutées. Le député d'Adana (Seyhan), Sinan Tekelioğlu, a prononcé un discours sur la religion, la laïcité et la DAR lors de ce congrès et a demandé que la fonctionnalité de DAR soit augmentée par le gouvernement. Tekelioğlu a déclaré que les pouvoirs accordés à la DAR et le champ donnée à la religion étaient insuffisants et elle était laissée à la main dans sa forme actuelle.¹¹¹ Il a continué que la DAR était séparée de l'Etat et avait un budget sans le contrôle de DGW.¹¹² C'est-à-dire, il voulait que la DAR devienne autonome en sortant de la structure étatique et qu'elle devienne autonome en s'éloignant d'une structure institutionnelle sous son contrôle étatique. Les demandes ont été présentées comme un rappel des modifications juridiques apportées en 1924 et 1931. En raison du manque de fonctionnement de DAR au champ religieux, il a affirmé que le comportement et les mauvaises habitudes qui ne sont pas appropriées à la moralité dans la société ont augmenté, et que cela est dû au manque de foi et il a considéré important, même le seul déterminant, dans la régulation de la moralité de la société religieuse et a souligné que tous les problèmes dans la société seront résolus par la foi. En plus de Tekelioğlu, le délégué du PRP à Çorum Abdulkadir Güney, le délégué de Kayseri Şükrü Nayman et le député de Bingöl Tahsin Banguoğlu ont également prononcé des discours visant à augmenter la place consacrée à la religion et à la DAR. Banguoğlu a dit, "*puisque nous avons une religion, nous devons l'apprendre. Puisque nous avons des temples, nous nous les interresons.*"¹¹³

Après ce congrès, l'attitude du PRP à l'égard de la religion a changé. En raison de la diminution de la pression religieuse due au changement de politique et à l'adoucissement de la laïcité, Şemsettin Günaltay, professeur d'histoire réputé pour son sympathie islamique, est devenu premier ministre.¹¹⁴ Le fait que Günaltay soit

¹⁰⁹ Andrew Davidson, **Türkiye'de Sekülerizm ve Modernlik**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2006, p. 199.

¹¹⁰ Colombe, **op.cit.**, p. 768.

¹¹¹ **CHP Yedinci Büyük Kurultay Tutanağı**, Ankara, 1948, p. 450.

¹¹² **Ibid**, p. 451.

¹¹³ **Ibid**, pp. 450-454.

¹¹⁴ Feroz Ahmad, **Demokrasi Sürecinde Türkiye 1945-1980**, İstanbul: Hil Yayınları, 2010, p. 50.

premier ministre est une indication de la nouvelle compréhension politique du PRP. Gönaltay, qui a fait ses études à la *madrassa* mais a également étudié les sciences naturelles à l'Université de Lausanne, est devenu premier ministre à la suite des efforts de la laïcité pour se réconcilier avec l'islam. Le fait que Gönaltay, qui appartient au corps d'oulémas dans le PRP, soit premier ministre, est une tentative de réconcilier la laïcité rigide de la république avec l'islam.¹¹⁵ Dans son discours au parlement le 24 janvier 1949, Gönaltay soulignait que le principe de laïcité ne devait pas être dissocié et que diverses réformes liées à la religion étaient nécessaires pour lutter contre les mouvements religieux. Gönaltay a déclaré dans son discours : "Nous continuerons à défendre les principes fondamentaux de la révolution turque avec un refrain méticuleux. Comme toutes les autres libertés, nous reconnaissons la liberté de conscience du citoyen. Nous préparerons les occasions pour les citoyens d'exercer leur droit de transmettre des connaissances religieuses à leurs enfants tout en restant fidèles à la discrétion de l'instruction religieuse. Mais nous ne devrions jamais concevoir la possibilité de séparer du principe de laïcité. Nous ne permettrons jamais les superstitions qui ont drogué cette nation pendant des siècles, en particulier sous le prétexte de la religion. Nous ne tolérerons pas l'utilisation de la religion en politique et dans l'intérêt personnel."¹¹⁶

Sous la direction de Tahsin Banguoğlu, qui était le Ministre de l'Education Nationale (MEN) dans le cabinet de Gönaltay a attiré l'attention avec ses déclarations en faveur de la religion au congrès, des cours religieux dans les écoles primaires ont été rajoutés dans le programme. Pour cette raison, le premier ministre Gönaltay a déclaré : "Je suis à la tête d'un gouvernement qui a commencé à enseigner des cours religieux dans les premières écoles."¹¹⁷ Durant cette période, les tombeaux des personnes considérées comme Saints ont été ouverts pour des visites au public et les futurs pèlerins ont pu obtenir un change de devise pour permettre de réaliser le pèlerinage, qui constitue un des piliers fondamentaux de l'Islam.¹¹⁸ Dans la même période, des "cours imam hatip" ont été ouverts à l'école secondaire¹¹⁹ et l'ouverture de la faculté de théologie dans les universités annoncée par le premier ministre

¹¹⁵ Kemal Karpat, *Osmanlı'dan Günümüze Elitler ve Din*, İstanbul: Timaş Yayınları, 2009, p. 223.

¹¹⁶ *TBMMZC*, Cycle: 8, Année de Session: 3, Vol: 16, 3, Réunion: 36, (24.01.1949), p. 163.

¹¹⁷ Ahmad, *opcit.*, pp. 54-55.

¹¹⁸ Gottard Jaschke, *Yeni Türkiye'de İslamlık*, Ankara: Bilgi Yayınevi, 1972, p. 10.

¹¹⁹ Colombe, *op. cit.*, p. 770.

Günaltay dans le programme gouvernemental a eu lieu sous le pouvoir du PRP.¹²⁰ La faculté de théologie de l'université d'Ankara a été créée en janvier 1950.¹²¹ La plupart des revendications religieuses exprimées pendant le congrès et présentées pour l'avenir de la société ont été réalisées au cours de la période de Günaltay. Cependant, les demandes d'établissement d'une structure autonome et d'unification de la DAR et de la DGW ne se sont pas concrétisées. En effet l'unification de DAR et de DGW serait en quelque sorte la reconstruction de *Şer'iyye ve Evkaf Vekaleti*, qui a été fermée en 1924. C'est la raison pour laquelle, l'unification de DAR et de DGW, au sein de la structure administrative turque, pourrait faire en sorte que la présidence redevienne un ministère.

1.4.1. Appareil Idéologique de l'Etat dans le Champ Religieux

Bien que l'autorité politique ait changé au fil du temps, la responsabilité de tous les fonctionnaires religieux en général a été confiée à la DAR. Toutefois, sur le plan économique, le budget a été attribué à la Direction Générale des Waqfs (DGW). C'est pourquoi, la DAR n'a pas été tenue responsable des moyens financiers des mosquées. La DAR a été désignée comme une institution qui établit les liens entre les fonctionnaires religieux et le premier ministre, ceux qui se sont passé au champ religieux sont rapportés au premier ministre par la DAR. Pour cette raison, les muftis et les imams sont les agents de l'Etat qui exercent un service public. Cependant, dans les premières années de la République, en raison du faible budget accordé et de la réduction des pouvoirs de DAR, les imams en Turquie ont reçu leurs salaires avec l'aide du peuple. Cela causait beaucoup de problèmes comme des problèmes économiques des imams en campagne, la diminution de demande d'être imam et rendait impossible le contrôle des activités des fonctionnaires religieux. Cependant, alors que c'était généralement le cas dans les villages, les imams, qui se trouvaient dans les villes, étaient subordonnés au fonctionnement de DAR et étaient acceptés en tant que représentants de l'Etat.¹²² Le fait que les imams et les muftis organisaient des cultes religieux en tant que représentants de l'Etat au niveau local, les conduisaient à devenir

¹²⁰ Tarık Zafer Tunaya, *İslamcılık Cereyanı*, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2003, p. 219.

¹²¹ Tunaya, *ibid.*, p. 220. et Zürcher, *op. cit.*, p. 235. et Lord, *op. cit.*, p. 184.

¹²² Nathalie Clayer, "Un laiklik imposé ou négocié ? L'administration de l'enseignement de l'islam dans la Turquie du parti unique", *L'art de l'État en Turquie : Arrangements de l'Action Publique de la Fin de l'Empire ottoman à Nos Jours*, Paris, Karthala, 2013, p. 103-126.

un agent de l'Etat. Elle a été l'émetteur, le protecteur de l'islam officiel en Turquie, qui a été adopté par les élites politiques du pays. Idéologiquement, bien que les maisons du peuple (*Halkevleri*) fussent le principal instrument d'expansion locale de la propagande kémaliste, la DAR a aussi été utilisée comme un appareil idéologique depuis la période du parti unique pour affecter la majorité de la société.¹²³ Non seulement la DAR, mais aussi plusieurs acteurs étatiques intervenaient dans l'administration de la religion. C'est pourquoi, depuis le début des années 1930, diverses institutions étatiques, notamment la Présidence de République, le Chancellerie, le Ministère de l'Intérieur et le Ministère de l'Education Nationale sont intervenus sur le champ religieux en dominant la DAR.¹²⁴ En 1939, avec l'entrée de la loi no 2800, la responsabilité professionnelle des fonctionnaires religieux restait sous l'administration de DAR, mais la nomination de ces fonctionnaires n'est pas entièrement laissée au contrôle de DAR.¹²⁵ Pour la nomination des fonctionnaires religieux, surtout la nomination des muftis, dans les provinces et dans les villes, la DAR pouvait seulement proposer trois personnes. L'administration locale et les dirigeants du parti au local choisissent une personne qui sera le mufti de la province, parmi les trois personnes que la DAR a proposé.¹²⁶ Les questions essentielles dans l'utilisation idéologique de DAR ont eu lieu dans le domaine éducatif ainsi que pour l'édition de fatwa/sermons/khutbas. Durant les premières années de la République de Turquie, la responsabilité et les droits de DAR n'étaient pas complétement clairs. Il y avait toujours un point d'interrogation : « comment une organisation fonctionne ? ». Dans l'esprit des élites républicaines, on ne peut pas mentionner un consensus à l'égard de la réponse envers la question 'Sur quelle base la religion va appuyer ?'. Pendant longtemps, les élites dirigeantes, en particulier Mustafa Kemal, n'ont pas pu prendre de décision claire sur la question religieuse.¹²⁷ Pourtant, les élites républicaines ont décidé de poursuivre l'existence d'une institution comme la DAR pour que la religion soit une des rares appareil politiquement utile à orienter la société et à adopter la Révolution et les réformes au public.¹²⁸ Dans ce contexte, la création de l'islam turc

¹²³ *Ibid.*, p. 105.

¹²⁴ Gözaydın, *op.cit.*, p. 65.

¹²⁵ **T. C. Resmi Gazete**, 11 Juillet 1939, No: 4255.

¹²⁶ Clayer, *op. cit.*, p. 106.

¹²⁷ Birol Caymaz, "Débats Sur La Laïcité Dans La Turquie Kémaliste", **Signes, Discours et Sociétés**, 2010.

¹²⁸ *Ibid.*

s'est réalisée par la DAR. En premier pas, la religion et la DAR ont été essayés pour être utilisés comme un moyen d'administration, et après la réalisation des révolutions, dans les années 1930, elles ont été utilisées pour réformer la société.¹²⁹ Dans la transition de multipartisme, avec le développement de l'idée que la religion peut constituer un obstacle au communisme avec l'intégration du nationalisme, la fonction idéologique attribuée à la DAR a gagné de l'importance. Dans ce point de vu, la DAR et le MEN ont été deux institutions publiques chargées de mettre en œuvre la politique officielle du nationalisme religieux fondée sur l'islam sunnite.¹³⁰ Le processus qui a commencé avec le septième congrès du PRP s'est aussi accéléré pendant la période du PD aux années 1950.

Il y a des preuves significatives sur le fait que la DAR est utilisée par l'Etat comme un appareil idéologique. Pendant la Seconde Guerre Mondiale, en raison de la situation politique et des conditions de guerre en Turquie, la société turque a été constamment invitée à donner l'aide financière à certaines institutions, telles que *Türk Hava Kurumu*, par l'intermédiaire de DAR. Dans ce contexte, au 21 novembre 1942 le document intitulé "importance de l'avion (*Tayyarenin Ehemmiyeti*)" envoyé à tous les muftis par Ahmet Hamdi Akseki, vice-président de la DAR, devient un document important qui nous montre les messages politiques.

"*Türk Hava Kurumu*, formée par le gouvernement républicain, qui avait déjà pris conscience de la grandeur et de l'importance de l'aviation, livrée au monde aujourd'hui, a œuvré pour le développement de nos forces aériennes et a bénéficié du concours de notre nation. Cette précieuse institution, qui a reçu les hauts auspices du gouvernement et de notre pays, a apporté une quantité importante de flottes d'avions et d'aviateurs de héros dans notre pays jusqu'à présent. Cependant, afin de répondre pleinement aux besoins actuels, il s'agit de la dette nationale la plus sacrée que tous les citoyens et plutôt de l'effort pour aider et être écrit à l'institution.

¹²⁹ Onur Atalay, *Türk'e Tapmak: Seküler Din ve İki Savaş Arası Kemalizm*, İstanbul: İletişim Yayınları, 2018, pp. 76-77.

¹³⁰ Banu Eligür, *The Mobilization of Political Islam in Turkey*, Cambridge: Cambridge University Press, 2010, p. 104.

Chers frères paysans, faire l'agriculture pour la prochaine période agricole avec le bénéfice de *Türk Hava Kurumu*, ne pas laisser les lieux non réclamés vides et récolter le bénéfice de l'institution, ce qu'une aide précieuse constitue.”¹³¹

Au-dessus, dans le document “l'importance de l'avion” envoyé par Ahmet Hamdi Akseki à tous les muftis, les citoyens ont été invités à aider *Türk Hava Kurumu* (Association de l'Aérienne Turque), les paysans ont été invités à cultiver la terre sans propriétaire au profit de l'Etat et de l'Association Aérienne Turque. Comme on peut comprendre dans ce document, certains versets du Coran ont été interprétés au vue des conditions de l'époque. Selon cette interprétation certes subjective, la perception de posséder un avion est vue comme ordre divin, ce qui est une sorte de propagande afin d'encourager le peuple à financer des aides pour le THK. En raison des conditions de guerre, il fallait enseigner des sermons et khutbas dans tous les côtés du pays pour pouvoir investir dans les technologies de guerre et d'une autre coté, dans le même document, l'importance de l'unité nationale est constamment soulignée.

Depuis 1946, la place de la religion a complètement changé dans la vie politique turque. La concurrence entre partis politiques créée par le système multipartite dans ce processus de changement a causé que la religion a été considérée comme un appareil de propagande politique.

Avant les élections de 1950, le fait que la religion ait été un moyen de propagande politique était valable pour tous les partis politique. Dans ce processus, en particulier le PN, plusieurs partis politiques ont adopté la religion en raison de leurs intérêts et l'ont utilisée à des fins politiques. Le PRP et le PD ont fréquemment utilisé des symboles religieux et des personnes pieux pour les masses qu'ils peuvent influencer. Comme mentionné précédemment, le PRP, accusé d'athéisme dans la presse islamique et également le PD perçu comme étant un peu plus modéré ne sont pas préférables.¹³² Ils ne considéraient pas les approches du PRP et du PD à l'égard de la religion comme le but pour le développement de la religion, mais seulement comme un moyen de parvenir leurs buts politiques. Il s'agit d'une méthode largement utilisé par les partis politiques pour tenter de présenter des candidats ayant l'influence

¹³¹ CDAB, 51-0-0-0 / 4 - 34 - 41. Cf. ANNEXE 11.

¹³² Mehmet Rauf Ongan, “Reylerimizi Kime Vermeliyiz?”, *Sebilürreşad*, Vol: 3, No: 73, 1950, p. 361.

religieuse dans la société afin d'obtenir les votes du peuple. La propagande religieuse du PRP ne se limitait pas à la présenté des certains candidats influents au champ religieux, les imams prêchaient aussi en faveur du parti ou font de la propagande dans les mosquées.

“5 Mai à Isparta, Un étrange incident à Isparta, a eu lieu et est passé outre à la veille des élections, a suscité l'enthousiasme. Il y avait un rassemblement, le peuple se réunissait au centre de la ville. Pendant ce temps, des bruits ont été entendus de la mosquée. Il s'avère que le mufti de Keciborlu Bekir Sönmez, qui a prêché dans la mosquée, a commencé à louer les actions du PRP et a déclaré que la demande de Dieu était de voter pour un tel parti. En outre, le mufti, qui est également fonctionnaire, a rendu la communauté très fâchée qu'il ait mêlé des affaires religieuses à des affaires politiques. Le peuple sortit en disant : on ne prie pas à là-derrière toi. Certains entre la communauté de la mosquée ont attaqué sur le mufti. Le PD a adressé ces incidents en écrivant un rapport et les a signalés aux autorités judiciaires et au Conseil Électoral Provincial.”¹³³

Comme le rapporte le journal Cumhuriyet ci-dessus, le PRP utilisait toutes les éléments étatiques et institutions et ce, parce qu'il y avait une très courte période avant les élections de 1950. En conséquence, il n'hésitait pas à faire de la propagande religieuse et utilisait la DAR pour le faire. La prédication d'un mufti en faveur du PRP montre comment la DAR est utilisé comme un appareil de propagande par le pouvoir politique. Mais la politisation de la religion et de DAR continuait sous le pouvoir de PD. Selon les premières activités du gouvernement du Parti Démocrate, la religion est utilisée aux buts de propagande politique. La conversion de l'appel à la prière en arabe et l'abolition de l'interdiction de la radiodiffusion religieuse dans la radio et le début des programmes Coranique de radio montrent que le PD adopte également une approche similaire à l'approche du PRP comme l'utilisation politique des notions religieuses.

Cette approche vis-à-vis de la DAR s'est poursuivie après le renversement du pouvoir du PD. La position de la Direction des Affaires Religieuses dans la politique

¹³³ **Cumhuriyet Gazetesi**, 6 Mai 1950, No: 9242, p. 5.

turque aux années 1960 a commencé à se manifester immédiatement au lendemain du coup d'Etat de 27 Mai. Dans le document ci-dessous, une semaine après le coup d'Etat, la DAR a envoyé un message à ses départements au sein de l'institution, d'après le message, les fonctionnaires religieux a été clairement enchargés d'éclairer le public contre la rhétorique en faveur du coup d'Etat de 27 Mai.

“T. C. Direction des Affaires Religieuses

Direction du Travail et de la Gestion des Documents

4/6/1960

Au Bureau de Mufti de

Considérant le fait qu'il peut y avoir certains éléments insidieux qui n'ont pas digéré le mouvement de liberté et de révolution mis en place par nos forces armées de 27 Mai au profit de la nation et du pays; et qui essayent de perturber notre unité et concorde avec des commérages et des propagandes malveillantes pour leurs propres intérêts avarés: un devoir important d'alerter et de pointer notre peuple dans la bonne direction est également confié à notre Directorat.

Aujourd'hui, il constitue un devoir religieux de soutenir notre gouvernement qui travaille durement pour protéger nos intérêts nationaux, en prenant en main l'administration du pays jusqu'à ses coins les plus reculés. Se référant aux Versets et hadiths, je vous demande d'annoncer publiquement, dans les prédications et les sermons de nos prédicateurs, le fait qu'agir au contraire de ce devoir causerait des responsabilités et frustrations dans ce monde et l'au-delà. Je vous attends de grande importance de nous tenir au courant de l'évolution de la situation.

Président de la Direction des Affaires Religieuses”¹³⁴

Alors qu'il s'agissait d'annoncer au public que ce coup d'Etat avait été effectué pour le salut de la nation et de la patrie, il s'agissait également d'informer le public de

¹³⁴ CDAB, 51-0-0-0 / 4 - 33 – 29. Cf. ANNEXE 12.

l'opposition politique qui pourrait se produire contre le coup d'Etat. L'armée turque a tenté d'attirer la population à ses côtés en utilisant le fonctionnement de DAR. Selon le document daté au 4 Juin 1960, la tentative militaire était une obligation et nécessité religieuse. La religion utilisée pour légitimer le gouvernement existant au lendemain de 27 Mai et le coup d'Etat militaire et soulignant que le soutien sur cette question est une nécessité sacrée, l'institution responsable du contrôle du champ religieux s'est clairement transformée en un appareil politique. En outre, la disponibilité de la DAR en tant qu'un appareil fonctionnel avait remarqué dans ce court temps, car elle a été choisie un moyen de toucher les côtés plus loin du pays par eux.

Dans la dernière partie du document, il est clairement indiqué que l'opposition sera punie dans l'au-delà. Ainsi, on voit que le sacré est apparemment utilisé pour des intérêts politiques. Les fonctionnaires de la DAR sont également invités à s'exprimer en faveur du nouveau régime mis en place dans les sermons et les prédications. Des centaines d'années de tradition islamique sont considérées comme le principal support du débat politique actuel. Avec l'aide de versets et de hadiths, la tendance politique du peuple est visée à un coup d'Etat et d'un passage du nouveau système politique. L'utilisation de la religion et des institutions religieuses a été un geste politique très raisonnable au tour des années 1960. L'attitude politique des personnes pieux était très importante, de même que la liberté partielle au champ religieux durant la période du PD ou la possibilité de recueillir des votes contre le PRP. En 1960, il y avait environ cinq mille organisations religieuses en Turquie et ce chiffre équivaut à un tiers du nombre total d'organisations civiles en Turquie à l'époque.¹³⁵ C'est pour cette raison que la religion est devenue le sujet de la politique plus que jamais. De tels événements au début des années 1960 étaient en fait une indication de la transformation du kémalisme au fil du temps. Plutôt que le kémalisme, qui avait un sens de la laïcité rigide aux années 1930, une compréhension qui utilisait la religion aux buts politiques, comme dans la période de la Guerre d'Indépendance, s'est développée encore une fois. La raison principale du développement d'une telle politique est la réunification de la question de la légitimation de la laïcité et du nationalisme laïque dans un régime

¹³⁵ Binnaz Toprak, "Islam and the Secular State in Turkey." **In Turkey, In Political, Social and Economic Challenges in the 1990s**, Leiden: E. J. Brill, 1995, p. 82.

démocratique multipartite.¹³⁶ Au-dessous, dans le document daté du 28 Juillet 1960, tiré des Archives de l'Etat de République de Turquie ont lancé un second appel à la propagande religieuse aux départements et des fonctionnaires de DAR à propos du mouvement de 27 Mai.

“T. C. Direction des Affaires Religieuses

Direction du Travail et de la Gestion des Documents

28/Juillet/1960

Au Bureau de Mufti d'Anamur

C'est le devoir le plus important d'expliquer clairement à notre peuple la valeur et le sens de la Révolution du 27 Mai étant faite pour placer et enraciner les principes de droit, les règles de moralité et ceux de justice dans notre pays.

Nous sommes heureux de noter que les membres de notre organisation sont en mesure de s'acquitter de cette tâche dès le premier jour, mais notre devoir n'est pas encore terminé. Nous devons continuer.

Il est de notre devoir de spécifier la valeur et la signification de la Révolution en termes religieux.

Notre religion a ordonné à tous les citoyens d'être comme un seul corps et condamne à chaque occasion les auteurs de désordre.

Il ne suffit pas seulement d'adopter la Révolution et de révéler sa vérité. Fonctionnaire, agriculteur, ouvrier, commerçant, artisan... Chaque individu doit faire sa tâche avec honnêteté et équité. Il est seulement possible de s'élever dans chaque domaine par ce moyen.

Pour les discours sur la Révolution, il est demandé de profiter de la brochure dont les "Rudiments" sont attachés, de prendre les circulaires précédentes comme exemple, de se référer aux versets et

¹³⁶ Muhammet Habib Saçmalı, **Compliance and Negotiation: The Role of Turkish Diyanet in the Production of Friday Khutbas**, (thèse de master non-publiée), Boğaziçi Üniversitesi / Sosyal Bilimler Enstitüsü, 2013.

hadiths. Je voudrais avec importance d'éclairer notre peuple avec les sermons lus par les imams et conseils donnés par le mufti et les prédicateurs.

Président de la Direction des Affaires Religieuses”¹³⁷

Selon ce document, il est souligné que le mouvement du 27 Mai était une révolution et que le processus de la révolution n'était pas encore terminé et que toutes les couches sociales devraient être informés du but et des apports de cette révolution. Un point intéressant dans le document c'est que les divergences d'opinion qui pouvait émerger dans la société ont été opposées en imposant une signification religieuse. Les putschistes penseront que cela ne suffit pas, en soulignant qu'il ne suffira pas d'adopter et d'intérioriser aux principes de Révolution, et en conseillant à tous les citoyens de faire mieux pour l'avenir de la Révolution. Par ailleurs, une brochure intitulée “Principes(*Esaslar*)” a été préparée pour décrire le mouvement tel qu'il est compris dans ce document et pour éclairer le public, et il a été demandé que les imams et les muftis soient fidèles au contenu des “Principes” dans les discours, les sermons et les prédications. Bien sûr, bien que tout cela ait été fait, il a été souligné de donner des exemples par versets et des hadiths qui sont les textes fondamentaux de l'islam.

En 1960, quatre documents ont au total été envoyés aux départements et fonctionnaires de DAR avec une demande de propagande politique. Dans le dernier document daté 28 Septembre 1960, on demandait des comptes rendus des actions des imams et des prédicateurs. En outre, l'imam et les prédicateurs ont été invités à informer la communauté des installations et des activités qui expliqueraient l'intervention militaire dans le processus et d'assurer son acceptation.¹³⁸

“T. C. Direction des Affaires Religieuses

Direction du Travail et de la Gestion des Documents

28/9/1960

Au Bureau de Mufti à Anamur

Nous voulions que nos imams déclarent la grande signification de la Révolution du 27 mai avec des sermons et des prédications en basant

¹³⁷ CDAB, 51-0-0-0 / 4 - 33 – 29. Cf. ANNEXE 13.

¹³⁸ L'intervention militaire est appelée révolution dans toute correspondance officielle.

des versets et des hadiths avec les lettres circulaires des 4/6/1960, 16/6/1960, 28/7 / 1960 et numérotées 11467, 11942, 15811. Il est rappelé que les muftis sont responsables de comportements contraires à l'esprit et à la signification de la révolution dans leurs propres régions.

a) Rendre compte des activités des prédicateurs et des imams de cette juridiction et les informer des résultats des activités mentionnées ci-dessus.

b) Nous demandons ensuite que le programme devant être préparé pour les travaux à réaliser sur cette question soit envoyé à la présidence au plus tard le 20/10/1960.

Président de la Direction des Affaires Religieuses.”¹³⁹

D'autre part, le CUN a demandé la publication des fatwas et des sermons par l'intermédiaire de DAR lors du référendum constitutionnel qui devait avoir lieu pour la promulgation de la constitution préparée. Dans ceux-ci, il a été proposé à la population de voter « oui » au référendum constitutionnel.¹⁴⁰ Le coup d'Etat 1960 a été un tournant important qui détermine l'avenir de la politique en Turquie. Dans cette constitution, la création du Sénat et la présence permanente des membres du CUN dans ce Sénat, malgré une assemblée multipartite créée par la constitution, est révélatrice de la tutelle de l'armée à la vie politique turque. Feroz Ahmad décrit le système politique en Turquie entre 1961-71 comme une “*démocratie tutélaire*”.¹⁴¹

Avec les changements que la DAR subit durant les années 1960, elle allait au-delà d'une institution qui n'opère que dans le champ religieux et se retrouve au milieu d'événements politiques. La communication des Présidents avec les hommes politiques et les soldats a été le principal facteur de fonctionnement de l'institution au cours de cette période. Alors qu'auparavant elle était coincée dans une zone étroite et limitée, elle était située entre l'Etat et la religion, et son champ est devenu une position forte. Bien qu'il s'agisse d'un moyen puissant pour atteindre la société, elle devrait souvent rester sous le contrôle de la tutelle politique en raison de ses caractéristiques.

¹³⁹ CDAB, 51-0-0-0 / 4 - 33 – 29. Cf. ANNEXE 14.

¹⁴⁰ Ağaoğulları, *op. cit.*, p. 203.

¹⁴¹ Feroz Ahmad, *Demokrasi Sürecinde Türkiye (1945-1980)*, İstanbul: Hil Yayınları, 2010, p. 85.

Néanmoins, elle cessait d'être une institution passive comme la période du parti unique et se transformait à une institution qui devrait intéresser les hommes politiques. En 1967, le président de République Cevdet Sunay a visité pour la première fois à la Direction des Affaires Religieuses, puis Fahri Korutürk a fait une visite avec le titre de président. Dans les années 1970, Bülent Ecevit, qui était le premier ministre du PRP à cette époque, a rendu visite à la DAR en tant qu'un premier ministre.¹⁴²

Après les élections de 1969, l'instabilité politique et le mémorandum du 12 Mars 1971 aboutirent à la mise en place de l'institution cible des hommes politiques. La DAR a été reprise sous le contrôle de l'armée. Avec le mémorandum du 12 mars, un soldat à la retraite, Ahmet Okutan, est nommé le vice-président de DAR.¹⁴³ Bien qu'il n'ait pas été aussi actif comme Sadettin Evrin dans l'institution au cours de cette période, l'ouvrage "*Hutbeler*" publié par la DAR, Ahmet Okutan, Dr. Lütfi Doğan et Osman Keskiöğlu ont écrit des sermons remarquables. Tandis que les autres sermons dans cet ouvrage traitent des questions religieuses en général, les sermons au-dessous sont généralement adressés à la politique et aux problèmes politiques quotidiens.

- La souveraineté est la nation - Dr. Lütfi Doğan
- Liberté et amour de la justice - Ahmet Okutan
- Amour de service militaire - Ahmet Okutan
- Amour de patrie et fidélité à la patrie - Ahmet Okutan
- Amour de la patrie - Osman Keskiöğlu

Lorsque le contenu de ces sermons a été examiné, le sermon intitulé « **amour de la liberté et de la justice** », écrit par Ahmet Okutan, a été utilisé pour complimenter l'armée et le service militaire, comme "*l'armée turque a apporté le respect et la justice à chaque pays où elle est entrée, les droits des personnes*". Le sermon « **amour du service militaire** » écrit par Okutan a clairement placé une signification religieuse dans le service militaire. "*l'Etat est comme une famille....chaque nation doit prendre diverses mesures de protection contre les attaques extérieures.....chaque Turc musulman est déjà soldat par la naissance....quand l'armée nous appelle aux armes, nous devons courir immédiatement. Si nous ne courons pas, nous devons réfléchir à*

¹⁴² Çakır, Bozan, **op.cit.**, p. 20.

¹⁴³ Kara, **op. cit.**

la manière dont nous tomberons aux yeux d'Allah et des gens." en utilisant de ces déclarations, le service militaire et d'être soldat sont souligné comme une obligation religieuse. Il est dit que la société, qui est décrite comme un turc musulman, est née soldat. Dans un autre sermon intitulé « **amour de la patrie et fidélité à la patrie** », *"l'amour de la patrie vient de la foi. L'amour de la patrie consolide les fondements de l'Etat"*, ces déclarations ont été utilisées et présentées comme un phénomène de la patrie.¹⁴⁴ Osman Keskioğlu a écrit un autre sermon remarquable. Osman Keskioğlu a été nommé à une position élevée de la DAR après le coup d'Etat en 1960. Dans son sermon intitulé « **amour de la patrie** », il souligne que *l'amour de la patrie est l'un plus beau des amours. L'amour de la patrie est considéré par la foi. Nous devons éviter tout ce qui pourrait nuire à la patrie et à la nation. Nous devons contester les déclarations des corrupteurs et des ennemis.*¹⁴⁵

Selon ces points de vu de ces sermons exemplaires, les pouvoirs de l'époque ont eu l'occasion de modeler et d'intervenir dans l'opinion publique au moyen de la DAR. Le contenu des sermons par rapport aux problèmes politiques et sociaux en Turquie aux années 1970, a également changé. Des exemples de sermons, tels que l'amour de la patrie, l'amour militaire dans les années de l'instabilité politique interne et des problèmes telles que la question de Chypre émergé a été publié dans ces années. Lorsque ces informations sont prises en compte, il est compris que les sermons sont utilisés pour orienter l'opinion publique contre des événements politiques et sociaux dans le pays.

La DAR a agit comme un appareil de propagande non seulement sur des questions politiques mais également sur des questions sociales. Par exemple, le document envoyé au bureau du mufti par le vice-président de la DAR se plaignait du manque de demandes des parents et des filles dans les écoles d'infirmière, et demandait à être conseiller à ces écoles en tant qu'un devoir religieux. *"... la poursuite et la survie de ces écoles seront possibles grâce aux encouragements de nos jeunes filles et de leurs parents. Ses parents, comme en toutes choses, ont été éclairé par notre clergé. C'est un fait que l'on ne peut nier l'influence positive du clergé sur l'espace publique"*¹⁴⁶, et il est demandé que les étudiantes soient poussées vers ces écoles. Nous

¹⁴⁴ Ahmet Okutan, **Hutbeler**, Ankara: Diyanet İşleri Başkanlığı Yayınları, 1973, p. 187.

¹⁴⁵ **Ibid.**, pp. 190-191.

¹⁴⁶ **CDAB**, 51-0-0-0 / 4 - 33 - 27. Cf. ANNEXE 15.

avons appris du même document que ces écoles ont été précédemment propagées par d'autres organes étatiques dans le but de les encourager, mais ils n'ont pas réussi que l'influence du clergé et de DAR est demandé.



DEUXIEME PARTIE

II. CHANGEMENT SOCIAL APRES LE COUP D'ETAT DU 27 MAI ET LA DIRECTION DES AFFAIRES RELIGIEUSES

Lors du Putsch de 1960 l'armée s'est emparée officiellement de l'autorité politique pour la première fois dans l'Histoire de la République de Turquie. Avec le coup d'Etat, le pouvoir du PD a été déchu et des tentatives réformistes ont été essayé envers le champ social. Avec l'impact direct sur le processus constitutionnel en République de Turquie, l'armée est apparue pour la première fois dans la période qui survient après le 27 mai. Avec la constitution de 1961, l'armée était activement engagée dans la politique.¹⁴⁷

Au lendemain de coup d'Etat du 27 mai, l'armée turque a créé une commission chargée de rédiger une constitution, et sa première tâche a été de démontrer que le coup d'Etat était légitime. Des professeurs de la faculté de droit de l'Université Ankara ont participé à la commission qui préparera la nouvelle constitution. Ainsi les changements juridiques de l'armée ont été appuyés par une classe d'experts civils. De plus, cette commission a informé les militaires des nécessités du système à établir et le 29 mai 1960, un cabinet qui composait aux dix-huit personnes a été constitué. Lorsque la structure de ce cabinet a été examinée, le nombre de membres de l'armée est resté en minorité par rapport aux civils, et la majorité était composée de personnalités politiques, civiles et non partisans de tout le pays.¹⁴⁸ Avec la création du nouveau cabinet, il a été décidé de rédiger une nouvelle constitution, ensuivant de l'assemblée constituante. La constitution préparée par l'assemblée constituante est soumise au referendum le 9 Juillet 1961, est approuvée avec un taux de 61,17%. La constitution de 1961 élaborée pour la première fois par une assemblée constituante et soumise également pour la première fois au référendum, a innové dans de nombreux domaines par son contenu.¹⁴⁹

¹⁴⁷ Ümit Kardaş, “Askeri Gücün Anayasal Bir Yargı Alanı Yaratması ve Yürütme Erkini Etkin Bir Şekilde Kullanması”, ed. Ahmet İnsel & Ali Bayramoğlu, içinde. **Bir Zümre, Bir Parti Türkiye’de Ordu**, İstanbul: Birikim Yayınları, 2013, p. 295.

¹⁴⁸ Şerafettin Turan, **Türk Devrim Tarihi: Çağdaşlık Yolunda Yeni Türkiye (27 Mayıs 1960 – 12 Eylül 1980)**, Vol: 5, Ankara: Bilgi Yayınevi, 2002, p. 25.

¹⁴⁹ **Grande Assemblée Nationale de Turquie**, ed. Dr. İrfan Nezihoğlu, Ankara : Imprimerie de la GANT, 2013, p. 8.

La constitution de 1961 était un texte juridique issu de l'action conjointe de l'armée et de juristes renommés. La nécessité d'une nouvelle constitution s'explique par l'incapacité de la constitution de 1924 à répondre aux besoins sociétaux et politiques. Dans ce processus, le Comité d'Unité Nationale(CUN)¹⁵⁰ a préparé ses objectifs, les problèmes du pays, les réformes qui doivent être effectuées, avec la contribution de consultants et d'experts.¹⁵¹ Dans ces textes, il s'agissait de restructurer presque toutes les institutions étatiques et de donner des signes de retour aux révolutions d'Atatürk.

L'un des domaines que le CUN envisageait de réformer est la question religieuse et de la Direction des Affaires Religieuses. Bien que les dirigeants putschistes aient fait référence à plusieurs reprises aux révolutions d'Atatürk, nous constatons que l'attitude du CUN et de l'armée à l'égard de la religion a un peu plus divergé qu'à l'époque kémaliste. Comme le concept d'unité nationale a été expliqué, l'utilisation de concepts tels que l'indépendance nationale, la liberté et la croyance a été indicative de la différenciation des principes qui ont formé la conscience de la nation pendant l'ère kémaliste. La croyance ou la religion n'était pas considérée comme le fondement ou la condition *sine qua non* du pays pendant la période de parti unique, mais elles étaient perçues comme un but de contrôle de la société. Le processus initié par le pouvoir du PD a permis aux pieux et aux conservateurs d'établir relativement une relation proche avec le pouvoir politique. L'approche de l'armée ne visait pas à susciter la réaction du public face aux réformes nécessaires dans le champ religieux. Dans ce contexte, des questions telles que la réorganisation de la DAR et l'augmentation du nombre

¹⁵⁰ **Comité d'Unité Nationale:** Le 27 mai 1960, un groupe d'officiers de l'armée a organisé un coup d'État. Les officiers révoltés n'agissaient pas dans la hiérarchie militaire traditionnelle. Le chef d'état-major, les commandants des forces aériennes et navales ne faisaient pas partie du groupe, et le commandant des forces terrestres, le général Cemal Gürsel, n'a rejoint le groupe qu'après le début de l'opération. Le nombre de généraux dans le groupe avec 38 membres n'était que de cinq alors que les officiers restants étaient des grades inférieurs en tant que colonel, major ou capitaine. Le président du comité était Cemal Gürsel. Il est également devenu Premier ministre des 24^e et 25^e gouvernements turcs sous le régime militaire. Parmi les autres généraux, İrfan Baştuğ est décédé dans un accident de la circulation le 12 septembre 1960 et Cemal Madanoğlu a démissionné du comité le 7 juillet 1961, tous deux sous le régime militaire.

Après les élections générales de 1961, le 15 octobre, la Turquie est revenue au régime civil. Cemal Gürsel a été élu président. Les 21 autres membres du CUN sont devenus les membres permanents du sénat turc. En 1968, cinq d'entre eux ont été expulsés du Sénat. Les autres ont perdu leur adhésion par un autre coup d'Etat en 1980. (Sina Akşin: **Kısa Türkiye Tarihi**, İstanbul: Türkiye İş Bankası Kültür Yayınları, 2011, pp.257-259.)

¹⁵¹ Turan, **op. cit.**, p. 28.

d'établissements d'enseignement religieux dans le pays ont été mentionnées dans les études constitutionnelles.¹⁵²

Comme tous les membres de CUN n'avaient pas une même opinion, les différentes idées sur la religion ont été reflétées dans la presse. Par exemple, dans une interview au journal, Cemal Gürsel a déclaré : *'La nation turque doit apprendre le Coran dans sa propre langue. Ça fait des siècles qu'elle ne comprend pas le vrai sens de notre religion et ignore ses vertus, sa morale et ses devoirs humanitaires. Il est absolument nécessaire que le peuple connaisse les informations religieuses avec sa véritable identité'*.¹⁵³ il a exprimé ses pensées et il a donc été avancé le débat que l'appel turc à la prière pourrait être ramené. Avec Cemal Gürsel, Alparslan Türkeş a fait des déclarations sur la prière et le culte en turc. Cependant, la majorité des membres du CUN se sont opposés au fait que la société réagirait à la prière et au culte turcs. Ömer Nasuhi Bilmen, qui a été nommé président de la DAR après le coup d'Etat du 27 mai, s'est également opposé à ce point de vue et a déclaré que le culte et l'appel à la prière devraient être appliqués en arabe.¹⁵⁴ Le président de la DAR, Ömer Nasuhi Bilmen, nommé par le CUN, s'est opposé à l'appel turc à la prière, qui a causé à la fin de son mandat de président. Au lieu de lui, Hasan Hüsnü Erdem a été nommé président de la DAR. L'armée n'a pas insisté sur cette question à cause de la réaction du public. Néanmoins, le nouveau président de la DAR a exprimé des points de vue positifs sur la traduction du Coran en turc¹⁵⁵ et a ainsi approuvé l'hypothèse selon laquelle la société ne réagirait pas au sujet du Coran en turc. En plus de cette discussion, les discussions sur l'appel turc à la prière ont aussi repris en 1958 et la DAR a envoyé au mufti et a demandé aux responsables de la mosquée de ne pas participer à ces discussions. Dans le document daté 20 Octobre 1958, président de DAR demandait que :

'Il est entendu que certains prédicateurs, imams et muftis ont également abordé cette question sur le Coran, les imams ont parié sur elle en raison du débat récent sur la question de savoir si le Coran peut être écrit en lettres Turques. Je voudrais informer que les

¹⁵² Turan, **op. cit.**, p. 29.

¹⁵³ **Cumhuriyet Gazetesi**, 16 Juillet 1960, No: 12913, p. 4.

¹⁵⁴ **Cumhuriyet Gazetesi**, 11 Octobre 1960, No: 13000, p. 5.

¹⁵⁵ **Cumhuriyet Gazetesi**, 10 Avril 1961, No: 13176, p. 1.

membres de la DAR ne devrait pas être participé dans ce débat et que, s'ils sont participés, le traitement nécessaire sera indiqué sur leurs dossiers.

Président de la Direction des Affaires Religieuses¹⁵⁶

Avec ces événements, le CUN et l'armée n'ont pas agi sur le principe de la laïcité rigide comme l'époque kémaliste, ou ils ont choisi de ne pas faire de tels changements, en tenant compte des réactions du public. Cette attitude sera également reflétée dans la constitution et en général, un texte constitutionnel avec plus de libertés émergera que l'ancienne constitution.¹⁵⁷ Dans une constitution où les libertés sont relativement développées, des modifications d'articles sur la religion sont également visibles. Dans le dix-neuvième article de la constitution de 1961, la question de la religion était traitée dans le cadre de la liberté de croyance et la garantie de la liberté était inscrite dans la constitution. Pourtant il a également été rapporté que dans la suite du même article, les mouvements religieux qui sont contre le régime politique ou qui sont liées aux partis politiques et mouvements politiques seront fermées et interdites. Ce qui suit est le dix-neuvième article de la constitution de 1961.

ARTICLE 19.- Toute personne a droit à la liberté de croyance, à ses consciences religieuses. Les cultes, les rituels et les cérémonies religieuses qui ne sont pas contraires à l'ordre public, à la morale générale ou aux lois édictées à ces buts sont libres. Personne ne peut être contraint de participer à un culte, à des rites religieux ou à des cérémonies et d'expliquer ses croyances et ses convictions religieuses. Personne ne peut être condamné pour ses croyances religieuses. L'éducation et la formation religieuses dépendent de la volonté de l'individu et des représentants légaux des enfants. Personne ne doit exploiter ou abuser de l'ordre social, économique, politique ou juridique de base de l'état, en partie dans le but de se fonder sur les règles de la religion ou de fournir un intérêt ou une influence politique ou personnelle, de quelque manière que ce soit, des sentiments religieux ou religieux ou des choses considérées

¹⁵⁶ CDAB, 51-0-0-0 / 4 - 32 - 44. Cf. ANNEXE 16.

¹⁵⁷ Bülent Tanör, *Osmanlı-Türk Anayasal Gelişmeleri (1789-1980)*, İstanbul: Yapı kredi Yayınları, 1999.

comme sacrées par la religion. Ceux qui violent cette interdiction ou provoquent quelqu'un d'autre de cette manière seront punis conformément à la loi ; les associations, le tribunal compétent et les partis politiques seront définitivement fermés par la Cour Constitutionnelle.¹⁵⁸

Selon l'article de la constitution, la société s'est vu promettre la liberté de religion, mais en fait certaines interdictions religieuses ont aussi été imposées. Bien que l'on insiste sur le fait que l'éducation religieuse est libre et que ceux qui le veulent recevront cette éducation, il est clairement indiqué que les associations et les partis politiques basés sur la religion seront fermés en utilisant la religion avec l'intérêt politique ou social.

2.1. Appareil de Propagande Religieuse Contre les Mouvements Politiques

Dans les années 1940 et 1950, une attitude parmi les islamistes qui voulaient que la DAR soit autonome a été systématiquement articulée dans *Sebilurresad* et d'autres revues islamistes. Cependant, les liens organiques de la DAR avec l'Etat en raison de son statut existait depuis sa fondation. Ce lien est allé plus loin que le lien entre l'Etat et une institution étatique. De nombreux membres de la DAR, notamment les présidents de la DAR, ont des liens avec les partis et mouvements politiques. Les présidents de DAR ont généralement préféré entrer au parlement en tant que candidats de partis politiques après avoir quitté la présidence. Tout d'abord, Rıfat Börekçi était député au premier assemblée nationale, mais plus tard il était amené au mufti d'Ankara. Pendant l'ère du PD, Eyüp Sabri Hayırlıoğlu, qui avait été président de DAR et avait été destitué par le coup d'Etat, était député du PRP au deuxième parlement. Aux années 1960, les anciens présidents de la DAR, tels que Lütfi Doğan, Ibrahim Elmalı, Dr. Lütfi Doğan, participaient à la politique active et avaient même servi en tant que ministre. Par ailleurs, parmi les présidents Rıfat Börekçi a été séparé d'autres présidents par certaines tâches supplémentaires qu'il a assumées dans les années trente.

¹⁵⁸ T. C. Resmi Gazete, 31 Mai 1961, No: 10816.

Tableau 2.1. Les Présidents de la Direction des Affaires Religieuses¹⁵⁹

Nom de Président de PDA	Arrivé à la Présidence	Départ à la Présidence
Rıfat Börekçi	1924	1941
Şerafeddin Yaltkaya	1942	1947
Ahmet Hamdi Akseki	1947	1951
Eyüp Sabri Hayırlıoğlu	1951	1960
Ömer Nasuhi Bilmen	1960	1961
Hasan Hüsnü Erdem	1961	1964
Tevfik Gerçeker	1964	1965
İbrahim Elmalı	1965	1966
Ali Rıza Haksas	1966	1968
Lütfü Doğan	1968	1972
Dr. Lütfi Doğan	1972	1976

Les présidents de la DAR qui étaient députés ou qui participaient à la politique ont généralement participé à la politique active avant ou après la présidence de DAR, mais Rıfat Börekçi n'a pas rompu ses liens avec le PRP pendant sa présidence et a même assumé des fonctions importantes au sein du parti en même temps. Le document présenté ci-dessous montre que Rıfat Börekçi a envoyé un message de félicitations à Atatürk avec la mission qu'il avait entreprise au PRP.

‘Le président de Turquie Kamal Atatürk

28/10/1935

Cankaya

Le douzième fête de jour de la République a été célébré devant le monument Atatürk avec la participation de milliers de citoyens et d'hommes et de femmes de toute la ville. Les jeunes et le peuple ont parlé au père turc suprêmes avec un amour et un dévouement profond et enthousiaste. J'exprime mon respect sincère pour ce spectacle de la nation.

¹⁵⁹ Nail Arslanpay, **1924-1973 Diyanet İşleri Başkanlığı Kurulu, Çalışması ve Birimlerinin Tanıtılması**, Ankara: Ayyıldız Matbaası, 1973, p. 93.

Selon ce document, le président de DAR, Rıfat Börekçi, n'a pas utilisé ce titre, mais le titre qu'il a reçu au sein du PRP. Monsieur Börekçi, qui préside le conseil d'Ankara depuis de nombreuses années, n'a jamais rompu les liens avec le parti.¹⁶¹ Sa participation aux travaux au nom du parti, sa participation au congrès du parti en tant qu'un représentant de la capitale du pays témoignent de sa confiance à Rıfat Börekçi et de ses liens avec le parti. Dans le même temps, il est souligné que Rıfat Börekçi était un ami du président de l'époque à la première assemblée dans le document informant de la nouvelle de la mort de Rıfat Börekçi à la présidence pendant la période d'Ismet İnönü.¹⁶² Ahmet Hamdi Akseki, l'un des membres de la délégation des affaires religieuses, a succédé au lieu de Rıfat Börekçi en raison de son état de santé et des taches au PRP.¹⁶³ Même si Ahmet Hamdi Akseki n'avait pas de lien organique avec le PRP, il a répondu aux souhaits de la politique dans ses activités dans les années 1930. Il a essayé de faire correspondre l'idéologie de l'Etat et de la religion avec les travaux d'Akseki, «Mes Nouveaux Sermons¹⁶⁴» et «Livre de Religion au Soldat¹⁶⁵». D'autre coté, Akseki fut président de la DAR de 1947 à 1951. Au cours de la présidence d'Akseki, l'anticommunisme a pris un sérieux élan à la fois en ligne avec la préférence politique du pays et les propres vues d'Akseki. Il exprime que l'Islam a strictement rejeté le communisme et ses pratiques. Selon lui, il n'y a aucune possibilité qu'un vrai croyant ne puisse être réconcilié avec l'idée du communisme et de sa pratique, parce que dans le communisme, il n'y a pas de droits de l'homme, de liberté humaine, de sécurité de la vie et de la propriété.¹⁶⁶ Dans ses sermons durant sa présidence, il a fréquemment déclaré qu'il devait s'opposer au communisme à cause de l'athéisme. Au-

¹⁶⁰ Abdurrahman Kahraman, '**Milli Mücadele Dönemi ve Sonrasında Mehmet Rıfat Börekçi Efendi**', (thèse de master non-publiée), Atatürk Üniversitesi / Atatürk İlkeleri ve İnkılap Tarihi Enstitüsü Enstitüsü, 2010.

¹⁶¹ Pendant la présidence d'Ismet İnönü, le télégraphe et les documents envoyés par le Président du Conseil d'Ankara du PRP, Rıfat Börekçi. En se référant à ces documents, on constate que Börekçi s'acquitte de cette tâche depuis longtemps.

¹⁶² Kahraman, **op. cit.**

¹⁶³ **Ibid.**

¹⁶⁴ Ahmet Hamdi Akseki, **Yeni Hutbelerim**, İstanbul : Cumhuriyet Matbaası, 1937.

¹⁶⁵ Ahmet Hamdi Akseki, **Askere Din Kitabı**, Ankara: Diyanet İşleri Başkanlığı Yayınları, 1976.

¹⁶⁶ Ahmet Hamdi Akseki, "Diyanet Reisinin Mühim Beyanatı", **Sebilürreşad**, Vol: 4, No: 86, Eylül 1950, p. 164.

dessous, l'article est publié par lui dans le journal Cumhuriyet daté du 9 Septembre 1950 intitulé 'La prédication du Président des Affaires Religieuses'.

'La prédication du chef de la Direction des Affaires Religieuses

Bursa – le président des affaires religieuses Ahmet Hamdi Akseki a prononcé aujourd'hui un sermon sur la religion et l'athéisme à des milliers de citoyens à la mosquée d'Ulu, a dit que le monde quitte l'athéisme et revient à la religion. Il souligne que la religion est le plus grand et le plus fort puissant contre le communisme.'¹⁶⁷

D'après le sermon prononcé par Akseki ci-dessus, l'islam a été présenté comme le seul remède contre le communisme. Selon lui, la plus grande puissance contre le communisme est la foi et la tradition islamique. En outre, dans le rapport présenté par Ahmet Hamdi Akseki aux autorités supérieures en 1950, il déclare que les enfants ont été élevés de manière à être privés d'une véritable décence religieuse et morale pendant vingt-six ans. Selon lui, tout ce qui peut être dit contre la religion et la moralité dans les écoles, tout a été essayé pour que les enfants et les jeunes soient éduqués de manière à rendre athée et communiste. D'après Akseki, si les jeunes ayant grandi au cours de la période de parti unique n'étaient pas des communistes, cela était dû à leur forte éducation religieuse. En d'autres termes, du fait que les idées du président de DAR étaient conformes à la conception politique de l'époque, l'anticommunisme a été un acteur important des politiques religieuses. L'intérêt de DAR pour la propagande anticommuniste n'est pas uniquement causé à la demande de l'Etat. En fait, la DAR a volontairement soutenu les gouvernements en faveur de l'anticommunisme.

La relation entre les présidents de DAR et la politique n'est pas devenue un lien organique pendant le pouvoir du PD. Dans les années 1960, la durée du mandat des présidents de la DAR a été progressivement raccourcie. Au cours de cette période, ceux qui exerçaient la présidence ont ensuite été participé à la politique et sont entrés au parlement au sein des partis politiques. Les présidents de la DAR se sont engagés à la politique sous de nombreux partis différents dans la vie politique turc. İbrahim Elmalı est entré au parlement au sein du PN et du Parti Démocratique, Lütü Doğan s'est engagé dans la politique des partis du mouvement Vision National. Dr. Lütü

¹⁶⁷ Cumhuriyet Gazetesi, 9 Septembre 1950, p.3.

Doğan a fait de la politique au sein du PRP et a même été ministre dans les années 1970.¹⁶⁸

2.2. Budget de la Direction des Affaires Religieuses

L'un des meilleurs indicateurs de la position de la Direction des Affaires Religieuses au sein de l'administration de l'Etat : les budgets donnés à la DAR par les gouvernements. La DAR, qui est une institution à responsabilité et autorité limitées dans la période de parti unique et qui transfère le budget lié à la DGW dans son champ, est entièrement dépendante économiquement d'autres institutions étatiques. Cet engagement est l'obstacle le plus important pour empêcher la DAR d'agir comme bon lui semble. Cependant, à partir de 1946, le budget de la DAR augmentera de jours en jours. En particulier, avec la modification de la loi préparée en 1950 sur son budget, elle a été économiquement libérée de son engagement envers la DGW.

Pendant cette période, l'intégration de la religion à l'idéologie du nationalisme et la reconstruction de la société sur cet axe ont amené le PRP et le PD à imposer de nouvelles significations et de nouveaux pouvoirs à la Direction des Affaires Religieuses. Après la transition du système multipartite en 1946, les gouvernements ont considérablement modifié l'extension du champ de compétence de la DAR. En plus d'une variété de changements juridiques, les changements économiques qui sont apportées au budget de l'institution méritent d'être examinés parce que son budget est augmenté chaque année sans exception. La DAR, qui était derrière la Direction Météorologique dans le budget générale de l'Etat en 1946, à partir de cette année, a commencé à recevoir presque autant de budget que les ministères, surpassant la plupart des institutions dans l'année fiscale de GANT. Par exemple, en 1950, le Ministère de Transportation avait reçu environ 3.4 millions livres turques, tandis qu'elle en avait reçu près de 3 millions livres turques. Le tableau ci-dessous présente les budgets annuels alloués à la DAR au cours de la dernière période du pouvoir de PRP.

Tableau 2.2. Les Budgets de la DAR Entre les Années 1946 et 1950

1946	1.500.669 ¹⁶⁹
1947	2.716.106 ¹⁷⁰

¹⁶⁸ İsmail Kara, Din ile Devlet Arasında Sıkışmış Bir Kurum: Diyanet İşleri Başkanlığı, **Marmara Üniversitesi İlahiyat Fakültesi Dergisi**, 18(2000), pp. 47-48.

¹⁶⁹ **T. C. Resmî Gazete**, 31 Juillet 1945, No: 6194.

¹⁷⁰ **T. C. Resmî Gazete**, 20 Janvier 1947, No : 6496.

1948	2.897.573 ¹⁷¹
1949	2.859.215 ¹⁷²
1950	2.912.720 ¹⁷³

S Selon ce tableau, ses augmentations budgétaires sont visibles depuis 1946. Nous constatons qu'elle a reçu presque chaque année plus de budget que l'année précédente. Nous constatons que seulement le budget général de 1949 a été réduit par rapport à l'année précédente. Pourtant, il y a un point à considérer à cette année. Lorsque le budget supplémentaire de 240 000 et 239 000 livres turques a été calculée sur le budget de la DAR en janvier et février de 1949, le taux d'augmentation du budget a continué.¹⁷⁴

Durant la période du PD (1950-1960), le budget de la DAR a connu des augmentations plus importantes qu'auparavant. Dans cette période, l'islam n'était pas une idéologie dominante officiellement déterminée par le parti au pouvoir, mais en raison de préoccupations populistes, l'utilisation instrumentale de la religion a augmenté.¹⁷⁵ Le gouvernement PD n'a pas apporté de changements fondamentaux comme le PRP à parti unique, dans le concept du contrôle de l'Etat sur la religion. Quand la politique religieuse du PD a été examinée, la DAR est devenue un acteur actif dans le champ religieux, mais cette fois-ci la religion a été utilisée pour soutenir des idéologies telles que le nationalisme et l'anticommunisme. En fait, la politique du PD sur la religion et celle du PRP après le Congrès de 1947 étaient similaires. Du fait de l'engagement de la Turquie au bloc occidental après la guerre mondiale, des courants politiques tels que l'anticommunisme et le nationalisme¹⁷⁶ ont pris de l'importance. Dans ce contexte, il est devenu inévitable de renforcer économiquement par rapport à l'efficacité sociale de DAR. En 1950, le premier ministre Menderes s'est

¹⁷¹ TBMMZC, Cycle: 8, Année de session: 1, Vol: 8, Réunion: 19, (19.12.1946), pp. 282-283.

¹⁷² T. C. Resmî Gazete, 1 Mars 1949, No: 7144.

¹⁷³ T. C. Resmî Gazete, 1 Mars 1950, No: 7445.

¹⁷⁴ Gürhan Kınalı, *Bütçe Görüşmeleri Ekseninde Türkiye Ekonomisi (1946-1950)*, (thèse de master non publiée), TC İstanbul Üniversitesi / Atatürk İlkeleri ve İnkılap Tarihi Enstitüsü, 2009, p. 182-183.

¹⁷⁵ Cizre, *op. cit.*, p. 237.

¹⁷⁶ Le nationalisme dans cette période diffère par rapport à la période kémaliste. Contrairement à un nationalisme qui a mis la nation et la race au premier plan pendant l'ère du parti unique, le nationalisme de cette période apparaît comme plus intégré à la religion. (Banu Eligür, *The Mobilization of Political Islam in Turkey*, Cambridge: Cambridge University Press, 2010.)

prononcé contre les mouvements de gauche dans son discours annonçant le programme gouvernemental.

“Mes chers amis,

Nous avons mentionné un peu au-dessus de la protection de nos révolutions qui sont intériorisée par la nation. En particulier, la question sur laquelle nous allons nous concentrer est de prendre des mesures juridiques afin d’éradiquer les courants extrême-gauchistes destructeurs du pays. Nous n'hésiterons jamais à prendre toutes les mesures juridiques nécessaires contre les mouvements d'extrême gauche qui utilisent des actes distinctifs comme le fondamentalisme religieux et le racisme comme moyen et se cachent sous ces masques à de nombreuses reprises. Nous n'hésiterons pas à considérer l'extrême gauche dans les circonstances actuelles, la question de la liberté d'opinion et de conscience.”¹⁷⁷

Dans son discours sur le programme gouvernemental, le premier ministre Adnan Menderes a déclaré que *‘les jeunes devraient être dotés des valeurs morales et humaines correspondant au caractère turc et aux traditions nationales. Il a également souligné que les révolutions qui ont été intériorisées par la nation seront perméantes, ...les lois antidémocratiques seront modifiées conformément à l'esprit de la démocratie et les courants nuisibles tels que le racisme, le fondamentalisme, l'extrême gauche et le communisme seront combattus.’* Il est à noter que la politique gouvernementale de mettre la religion au premier plan dans le conflit contre les courants d'extrême gauche. Pendant cette période, le communisme et le socialisme ont été déclaré comme une idéologie ennemie par la DAR. Le tableau ci-dessous montre les budgets de la DAR entre les années 1951 et 1960.

Tableau 2.3. Le Budget de la DAR à la période du pouvoir de PD

1951	7.819.071
1952	9.149.072
1954	13.702.790

¹⁷⁷ İrfan Neziroğlu, Tuncer Yılmaz, **TBMM Hükümetler-Programları ve Genel Kurul Görüşmeleri (22 Nisan 1950 – 20 Kasım 1961)**, Vol: 2, Ankara: TBMM Basımevi, 2013, p. 759.

1955	15.225.497
1956	21.156.661
1957	23.232.635
1959	25.250.381
1960	39 353 031 ¹⁷⁸

Lorsque le budget de la DAR a été examiné par rapport aux années, l'augmentation budgétaire s'est poursuivie sur une base régulière, et certaines années, il y a même eu des augmentations significatives. Cependant il faut considérer l'influence des inflations économiques sur l'augmentation budgétaire en Turquie. Malgré tout, le budget de la DAR en 1950 a été multiplié par deux par rapport à celui de la DAR en 1955. En même temps, nous constatons que le nombre des personnels de DAR a augmenté au cours de cette période. Bien que le nombre des personnels ait augmenté parallèlement aux besoins de la DAR lors des discussions budgétaires de 1954, le nombre de 500 personnels a été demandé et accepté au cours de ce moment-là.¹⁷⁹ Au cours de ces discussions, Mehmet Ünalı, député du PD à Adana, a déclaré que, depuis 1950, la DAR comptait 7750 employés et a son budget n'était pas énorme.¹⁸⁰ Selon le discours d'Ünalı, on a appris que le nombre des personnels de DAR comptait environ 7000 personnes en 1954. Le député du PD à Ankara, Ömer Bilen, qui a pris la parole lors des discussions budgétaires sur la DAR en 1955, a souligné l'importance de ne pas être privé de la population en déclarant que 1000 personnels supplémentaires devraient être versés aux cadres des responsables religieux.¹⁸¹ Ömer Bilen a également déclaré que les constructions de mosquées se poursuivaient dans tout le pays et il souhaitait renforcer les cadres et le nombre des personnels de la DAR. Il a souligné qu'entre les années 1950 et 1955, à peu près quinze nouvelles mosquées ont été construites à Ankara, donc il faut augmenter le cadre de DAR en considérant les nouvelles mosquées.¹⁸² Durant les dernières années de pouvoir du PD, le taux budgétaire de DAR a commencé à baisser par rapport au budget général,

¹⁷⁸ Les chiffres donnés ont été pris sur **T.B.M.M. Bütçe Görüşmeleri Tutanakları** ile **T. C. Resmi Gazete**.

¹⁷⁹ **TBMMZC**, Cycle: 9, Année de Session: 2, Vol: 28, Réunion: 47, (22.2.1954), p. 679.

¹⁸⁰ **TBMMZC**, Cycle: 9, Année de Session: 2, Vol: 28, Réunion: 47, (22.2.1954), pp.677-678.

¹⁸¹ **TBMMZC**, Cycle: 10, Année de Session: 2, Vol: 5, Réunion: 45, (21.2.1955), pp. 424-425.

¹⁸² **TBMMZC**, Cycle: 10, Année de Session: 2, Vol: 5, Réunion: 45, (21.2.1955), pp. 424-425.

bien qu'il y ait eu une augmentation de son budget. En particulier, les mauvaises conditions économiques après 1957 ont un impact important sur cette question. Cependant, dans la dernière année du pouvoir de PD, le taux budgétaire de DAR a atteint les mêmes niveaux. Le député de PD à Konya, A. Fahri Ağaoğlu, a déclaré que les salaires des responsables religieux étaient plus en bas et devaient être augmentés, qu'ils proposaient aussi l'augmentation du personnel/budget puisque chaque jour il y avait des constructions des mosquées dans les villes et les provinces. C'est pourquoi ils avaient besoin de clercs, il a donc demandé que ses propositions soient acceptées. Le ministre des finances, Hasan Polatkan, a approuvé que cette proposition était appropriée.¹⁸³

Après le pouvoir du PD, le phénomène de la synthèse turco-islamique, qui augmentait doucement dans les années 1960, a provoqué une politisation croissante des conservateurs et des pieux du pays. Pendant les années du Parti de Justice(PJ)¹⁸⁴, la Direction des Affaires Religieuses a eu des augmentations de budget à la fois comme un investissement électoral et comme un moyen d'influencer la société. Dans la seconde moitié des années 1960, les augmentations du budget de DAR aux taux invisibles dans les précédemment augmentations budgétaires ont été observées. Des plus hautes augmentations ont été enregistrées pendant trois années en 1965, 1966 et 1967.¹⁸⁵ Dans les discussions budgétaires de 1965, le discours au-dessous a été cité dans le discours de député à Adana, Hasan Aksay a évalué les augmentations du budget et des points importants.

“Cette année, le gouvernement a présenté le budget de la Direction des Affaires Religieuses avec plus de 23,5 millions, soit une augmentation de plus de 39% par rapport au budget de l'année dernière ...

¹⁸³ **TBMMZC**, Cycle: 11, Année de Session: 2, Vol: 12, Réunion: 46, (24.2.1960), pp. 364-372.

¹⁸⁴ Le parti de la Justice a été créé neuf mois après le coup D'état du 27 mai en tant qu'héritier du Parti démocratique. Ce parti a façonné son idéologie générale et sa politique dans la vie politique turque en fonction du processus de formation de l'armée. Pendant la période de transition qui a suivi les coups d'État militaires en Turquie, l'administration militaire a été efficace à l'égard de tous les partis politiques. Cependant, toutes les politiques du PJ, considéré comme le successeur du PD, étaient centrées par rapport à l'armée dans les années 1960. Suleyman Demirel, le chef du PJ, arrivé seul au pouvoir de 1965 à 1971, fut premier ministre jusqu'au mémorandum militaire du 12 mars 1971. (Ümit Cizre-Sakallıoğlu, **AP-Ordu İlişkileri: Bir İnkilâpın Anatomisi**, İstanbul: İletişim Yayınları, 1993, p. 29.)

¹⁸⁵ İftar Gözaydın-Tarhanlı, **Türkiye'de Diyanet**, Yeni Yüzyıl Kitaplığı, pp. 36-37.

Le budget de la Direction des Affaires religieuses pour 1946 est de 1 500 669 livres turques. La comparaison de ce chiffre avec le budget de 1965 est l'expression d'une augmentation de plus de 55 fois du budget religieux dans 19 ans ...

En 1946, le ministère, qui constitue les chiffres généraux du budget, part du principe que les institutions et les services, en supposant que le même nombre reste, les nouvelles institutions et services entrent dans l'organisation de l'Etat, qui augmentent les chiffres du budget, même en négligeant l'augmentation du budget public qui n'est que 15 fois plus élevée...¹⁸⁶

Comme l'a déclaré Hasan Akçay, le budget de la DAR a augmenté de 39% en 1965 par rapport à l'année précédente. Les années précédentes, moins de 1% du budget général était alloué à la DAR, tandis que près de 1,2% du budget général était alloué pendant ces trois dernières années. L'influence des partis politiques sur elle, qui est devenue encore plus évidente aux années 1970, a commencé partiellement à partir de l'élection de 1965 et le pouvoir de PJ. La principale raison pour laquelle DAR a reçu une part importante du budget en 1965 était d'influencer le public au moyen de la religion et du clergé dans les prochaines élections et d'augmenter le taux des votes. Pendant la période où le PJ était au pouvoir, l'importance et la position de la DAR ont constamment changé. Par exemple, le budget donné à cette institution en 1965 correspond à 1,15% du budget général. La raison principale de son budget énorme à cette année est les élections générales qui auront lieu la même année. Lors des discussions budgétaires sur la DAR à la GANT, il a été jugé approprié par tous les partis politiques d'augmenter les fonds alloués à la religion et à la DAR.¹⁸⁷ Le tableau au-dessous présente le budget de cette institution après le coup d'Etat du 27 mai.

Tableau 2.4. Les Budgets de DAR Après le Coup d'Etat de 1960

1962	51.825.610
1963	57.978.948
1964	59.767.871
1965	83.295.376

¹⁸⁶ **TBMMZC**, Cycle: 1, Année de Session: 3, Vol: 39, Réunion: 109, (19.5.1965), p. 682.

¹⁸⁷ Gözaydın-Tarhanlı, **op. cit**, p. 37.

1966	156.761.984
1967	168.476.097
1968	184.403.459
1970	207.062.400

Lorsque le tableau est analysé, l'augmentation du budget, surtout en 1965, 1966 et 1967, est remarquable. Le PJ a cherché à promouvoir une politique qui plaît aux islamistes, et a donc préféré augmenter le budget alloué du budget général à l'institution responsable de la religion. Le taux de croissance le plus élevé de l'histoire de l'institution en 1966 était de 1,89% et en 1967, le budget alloué à la DAR représentait 1,78% du budget général.¹⁸⁸

Ces augmentations à propos de son budget sont le résultat de gouvernements dans le système multipartite en Turquie cherchant à gagner l'intérêt politique sur l'institution responsable de la religion et la religion. L'attitude de la DAR envers les mouvements religieux a joué un rôle important dans le système politique turc. Parallèlement au changement de gouvernement, l'attitude de DAR à l'égard des mouvements religieux a également transformé. Même au cours de la même période de pouvoir politique, les relations des groupes religieux et des gouvernements varient dans la vie politique turc comme le cas de PD et le *nurculuk*, des relations étroites ont parfois été établies et parfois une relation antagoniste s'est formée. À cet égard, les mêmes facteurs s'appliquent pour le budget de l'institution, pendant les périodes électorales, l'institution a reçu plus de budgets par rapport aux années normales. En même temps, l'emploi de diplômés des écoles imam hatip, qui a augmenté en nombre avec le pouvoir de PD, a conduit les gouvernements à augmenter le nombre de capacité des personnels de DAR.

2.3. Modification Juridique Apportée par la Constitution de 1961 et Loi de 633

Le deuxième article de la constitution de 1961 disposait que le régime de l'Etat est la République et souligne qu'il s'agit d'un Etat de droit national, démocratique, laïc et social. La constitution dispose que les écoles qui ne sont pas conformes à la science et à l'éducation contemporaines, les formations et les partis contraires au principe de laïcité seront fermés, de même que la séparation religieuse-étatique classique diffère

¹⁸⁸ Ibid.

du principe de laïcité.¹⁸⁹ Par ailleurs, la Direction des Affaires Religieuses, qui n'avait pas de statut constitutionnel depuis sa fondation, a été transformée à une institution constitutionnelle avec la constitution de 1961.¹⁹⁰ La DAR est devenue une institution constitutionnelle qui régissait et contrôlait les affaires religieuses et a trouvé sa place dans la structure administrative de la République de Turquie.

Il y a eu des opposants à la transformation constitutionnelle de DAR et avec cette décision, les critiques ont été faites contre l'intervention de l'Etat dans la religion, ainsi que la religion affiliée officiellement à l'Etat.¹⁹¹ Selon Bahri Savcı, qui était le professeur de l'Université Ankara Faculté des Sciences Politiques, le droit d'opérer dans les domaines religieux, culturels, sociaux et éducatifs a été accordée par la constitution de 1961 et les amendements ultérieurs à la DAR.¹⁹² Selon Savcı, ces changements dans la constitution entraînera le champ religieux à s'étendre plus qu'il ne devrait pas dans un Etat laïque, et causera la transformation d'Etat religieux.¹⁹³ L'article 154 de la constitution auquel s'est référée par Bahri Savcı stipule une loi spéciale à préparer pour l'institution en donnant à la DAR une place dans l'organisation administrative générale.¹⁹⁴ La loi qui aurait été élaborée à propos de la loi DAR à partir de l'article pertinent de la constitution est la loi no 633 qui est entrée en vigueur en 1965. Cette loi est une loi qui régit, réglemente, énonce ses devoirs et ses responsabilités et assure son institutionnalisation. Jusqu'à cette loi, les devoirs et les responsabilités de la DAR ont été tentés par des règlements, ce qui a constitué un obstacle majeur à l'institutionnalisation de la DAR. En effet, les devoirs de l'institution, de l'organisation centrale et provinciale qui envoie du personnel dans les villages reculés de toute la Turquie sont déterminés par les propositions juridiques par les gouvernements et l'autorité, donc les responsabilités de l'institution ne sont pas garanties constitutionnellement.¹⁹⁵ La loi no 633 précisait les fonctions et les pouvoirs de toutes les départements constituant la DAR et déterminait les qualifications de ceux

¹⁸⁹ Bülent Tanör, **op.cit.**, p. 377.

¹⁹⁰ İştâar Gözaydın-Tarhanlı, **Müslüman Toplum, Laik Devlet**, İstanbul: Afa Yayınları, 1993.

¹⁹¹ İştâar Gözaydın, **Diyanet: Türkiye Cumhuriyeti'nde Dinin Tanzimi**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2016, p. 39.

¹⁹² Bahri Savcı, "Diyanet İşleri Teşkilatının Gelişmeleri", **Ankara: Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Dergisi**, 3/22, 1967, p. 96.

¹⁹³ **Ibid.**

¹⁹⁴ **T. C. Resmi Gazete**, 31 Mai 1961, No: 10816.

¹⁹⁵ Ruşen Çakır, İrfan Bozan, **Sivil, Şeffaf ve Demokratik Bir Diyanet İşleri Başkanlığı Mümkün Mü?**, Tesev Yayınları, 2005, p. 19.

qui seraient nommés à ces fonctions.¹⁹⁶ Le but de l'autorité religieuse est d'augmenter le niveau de connaissance, d'éliminer la superstition et le sectarisme et de fournir l'unité dans les croyances religieuses du peuple.¹⁹⁷

Les devoirs et les pouvoirs de la DAR sont énoncés dans la loi no 633 mentionnée dans la constitution de 1961 et promulguée en 1965. Dans cette loi, les départements qui seront créés sous la structure de la DAR et le mécanisme de contrôle de la DAR ont été mis en avant, en particulier dans paragraphes du cinquième article de la loi correspondante.

c) Examiner et évaluer différents commentaires religieux, organisations religieuses, sociales et formations religieuses, culturelles traditionnelles appartenant à la religion islamique en Turquie et à l'étranger, organiser des réunions scientifiques et consultatives, des conférences et mener des études sur ces questions.

ç) Suivre l'évolution de la religion islamique en Turquie et à l'étranger, des activités religieuses, scientifiques, des publications et des œuvres sous forme de propagande religieuse, les évaluer et en présenter le résultat à la présidence.

d) Pour décider si les œuvres imprimées, audio et visuelles transférées par la présidence pour être examinées en termes religieux peuvent être publiées.¹⁹⁸

À l'article 5, paragraphes c, ç et d de la loi no 633, elle a reçu le pouvoir de contrôler les publications sur la religion et de veiller à ce que ces œuvres soient interdites ou publiées. Les articles pertinents garantissent que toutes les interprétations de la religion islamique sont en quelque sorte contrôlées par cette institution. De cette manière, la DAR a obtenu par la loi le droit de déterminer quelles mouvements et interprétations religieuses sont légitimes en Turquie. Cela signifie l'approbation par la DAR des mouvements religieux favorisés par l'Etat. Cette loi, qui a été élaborée sous le régime de la tutelle militaire à la fin du processus visant à faire de la religion un

¹⁹⁶ **Ibid.**

¹⁹⁷ İstar Tarhanlı, **Müslüman Toplum, "Laik" Devlet, Türkiye'de Diyanet İşleri Başkanlığı**, İstanbul: Afa Yayınları, 1993, p. 51.

¹⁹⁸ Les paragraphes C, Ç et D de l'article 5 de la loi sur la création et les fonctions de la Direction des Affaires Religieuses, **T. C. Resmi Gazete**, 2 Juillet 1965, No: 12038.

moyen de propagande important après la période de domination du PD par la politique de neutralisation du PRP sur la religion, a élargi les limites des pouvoirs de DAR en agissant dans le sens opposé au lieu de réduire les pouvoirs de DAR. Cela est sans doute dû à la conception de DAR comme une barrière contre les tendances de gauche croissantes dans les années 1960. Dans la même année, les discussions budgétaires au parlementaire au cours de la discussion budgétaire sur la DAR, les opinions exprimées par les représentants du PRP, du PJ, du Parti de Turquie Nouvelle (PTN) et du PN devraient être examinées. S'exprimant d'abord au nom du PRP, Yusuf Ulusoy a déclaré: *'Chers députés, la raison pour laquelle le monde civilisé a donné de l'importance à la religion au XXe siècle est que ces vérités sont correctement comprises. S'il n'y avait pas la croyance et la religion, les nations qui s'étaient élevées à la tête de la civilisation ne seraient pas dans une course pour développer des institutions religieuses et augmenter leurs nombres. Le fait qu'il y ait des écoles religieuses en Amérique et en Allemagne, dont le nombre dépasse largement les centaines, et qu'il y ait des étudiants qui dépassent les millions, suggère qu'ils croient que la religion et le sens de la religion sont très nécessaires pour une société. Les nations civilisées ont prouvé que les communautés sans les sentiments spirituels ne sont qu'une matière inanimée et qu'elles donnent une grande importance aux institutions religieuses.'*¹⁹⁹ en exprimant ses paroles, il a déclaré que le PRP voit la religion comme une nécessité sociale. Il a souligné que les sociétés sans reculeront au niveau de la civilisation. Ces points de vue du représentant du PRP sont diamétralement opposés aux politiques de parti de l'ère du parti unique. Dans ce contexte, le fait que le statut et la position de la DAR se soient progressivement accrus verticalement a également profité aux partis politiques. S'exprimant au nom du PJ, Hasan Aksay a prononcé des discours similaires que le représentant du PRP.

Nihat Diler, qui a parlé au nom du PTN lors des mêmes discussions budgétaires, a déclaré : *“Les chers amis, ceux qui propagent le communisme sous l'alliance du socialisme, ont aussi tendance à réactionnaliser la religion de l'islam. Ils disent qu'ils ont compassion et charité pour les pauvres. Cependant, ce qui est vénéré dans les communistes est le matérialisme. C'est un faux pour eux d'avoir de la compassion pour toutes sortes de valeurs morales, familiales et religieuses. Ils poussent les pauvres contre les riches afin de ramener les riches au niveau des pauvres, non seulement en*

¹⁹⁹ **TBMMZC**, Cycle: 1, Année de Session: 3, Vol: 39, Réunion: 109, (19.5.1965), pp. 678-679.

enlevant à notre société toutes sortes de sentiments moraux et sacrés, mais aussi en amenant les pauvres au niveau des riches.”²⁰⁰ Il affirme que l'islam contre les mouvements de gauche dans le pays et tente de discréditer en public, en les accusant l'irréligion. Comme le montre le discours de Diler, l'importance de la DAR en termes de politique centrale dans les années 1960 est au-delà d'une simple institution s'occupant d'affaires religieuses. En fait, la DAR est devenue une sorte d'appareil de propagande, non seulement contre les mouvements islamistes défavorisés, mais également contre les mouvements socialistes et communistes par rapport au pôle opposé de l'islamisme. La transformation de DAR en tant qu'une institution constitutionnelle n'a pas été jugée contraire à la laïcité ; au contraire, il a été demandé aux tutelles politiques et militaires d'institutionnaliser la DAR et d'obtenir une fonctionnalité. Cependant, le fait que la DAR ait gagné une place dans la structure administrative de l'Etat et que cette place soit constamment respectée par le pouvoir politique a en fait suscité la réaction de certains groupes islamistes. Le député de PN a Kırşehir, Ahmet Bilgin, qui a été cité lors des discussions budgétaires au parlement, a abordé ce point et a déclaré que la DAR devait être libérée sous l'autorité de l'Etat. Ahmet Bilgin a déclaré : *‘la laïcité est enregistrée sous la forme que la religion ne s'immisce pas aux les affaires étatiques et que l'Etat ne s'immisce pas aux les affaires religieuses. Si nous devons obéir à cette disposition de notre constitution, il est tout à fait contraire à cette disposition de la constitution que l'autorité des affaires religieuses soit incluse dans le mécanisme de l'Etat et qu'elle dispose d'un budget à l'intérieur du budget d'un État républicain laïque et qu'une autorité des affaires religieuses soit également rattachée à la présidence. La Direction des Affaires Religieuses, en particulier sous la tutelle du vice-premier ministre qui change constamment de caractère politique, n'est pas accepté par rapport à la laïcité. Le sens et la nécessité de la laïcité sont de ne pas confondre les affaires d'Etat avec les affaires religieuses, alors l'Etat ne devrait jamais s'intéresser à ses affaires religieuses. De cette façon, l'Etat suit toujours la direction dans les affaires religieuses. On ne peut jamais l'examiner de cette façon. 30 millions d'éléments turcs et musulmans de la plus haute autorité des affaires religieuses en tant que fonctionnaire nommé par décision du conseil des ministres et jugé nécessaire de saisir le monument, toutes sortes d'économies réalisées sur ces fidèles sont bien sûr offensantes, ce qui est contraire à*

²⁰⁰ **TBMMZC**, Cycle: 1, Année de Session: 3, Vol: 39, Réunion: 109, (19.5.1965), pp. 685-686.

la laïcité.²⁰¹ Il a déclaré qu'il était contraire à la laïcité qu'un parti ayant une identité conservatrice au parlement continue dans la manière dont la DAR existe. La critique de Bilgin à la transformation de DAR en tant qu'une institution constitutionnelle est sans doute due à sa crainte que l'institution se trouve encore sous le contrôle de l'Etat. Ahmet Hamdi Akseki, ancien président de DAR, a également évoqué le fait que la DAR dispose d'une structure totalement autonome. Cependant, comme l'a souligné Bilgin, elle se positionnait comme un fonctionnaire plutôt que comme une autorité religieuse.

2.3.1. Question de l'Education Religieuse

La quasi-extinction de l'éducation religieuse en Turquie après les révolutions républicaines a provoqué la fermeture des institutions d'éducation religieuse dans toutes les années de parti unique. Bien que les conservateurs réclament que cette situation change, aucune mesure sérieuse n'a été prise avant la période du multipartisme. Cependant, après la Septième Congrès Générale du PRP en 1947, l'éducation religieuse était constamment discutée par les membres et députés de PRP. Le fait que la politique multipartite ait créé un environnement concurrentiel parmi les partis politiques, a poussé au PRP à modifier ses politiques religieuses d'un point de vue clientéliste. Premièrement, la question de l'éducation religieuse a été discutée durant le gouvernement de Hasan Saka en 1948 et une commission a été créée au sein du PRP en préparant les rapports sur ce sujet. Tahsin Banguoğlu, ministre de l'Education Nationale du gouvernement Saka, s'est toutefois opposé à ce rapport. En effet, il est prévu de donner aux écoles imam hatip, dont l'ouverture est prévue dans le rapport, sous le contrôle des de la DAR. Banguoğlu s'est opposé à cette demande, car elle était contraire aux révolutions républicaines et à la loi sur l'unité de l'éducation.²⁰² Dans le rapport préparé par la Commission du Groupe Parlementaire de PRP, il a été décidé d'ouvrir les cours imam hatip au lieu des écoles imam hatip à la suite des critiques de Banguoğlu et de certains députés. Ces cours sont conçus pour une période de dix mois. Cependant, cette mesure prise par le PRP a empêché le rétablissement du devoir et des responsabilités assumées de DAR par les institutions qui étaient les prédécesseurs de la DAR. C'est-à-dire, les institutions qui disposent un enseignement religieux ne seront pas rattachées au *şeyhülislamlık* comme à l'époque ottomane.

²⁰¹ *Ibid.*, p. 687.

²⁰² CDAB, 030-01-0000-42-251-17-3.

D'autre part, l'enseignement religieux obligatoire et la faculté de théologie n'ont pas encore commencé à travailler. Ibrahim Arvas, député PRP a Van, qui a été perturbé par cette situation, a interrogé Banguoglu sur le cours obligatoire de religion, les cours de l'imam hatip et la faculté de théologie. Bien que Banguoğlu ait expliqué que les préparatifs pour les nouvelles institutions se poursuivaient, Ibrahim Arvas n'a pas trouvé ces réponses satisfaisantes en affirmant que Banguoğlu ne réalisait pas ses promesses.²⁰³ Ahmet Kemal Silivrili, le député de PD, a déclaré lors de son discours sur les discussions budgétaires à propos de la DAR en 1948, *'chers amis, lorsque nous examinons le budget de la Direction Affaires Religieuses, il n'y a pas de budget dans le budget des ministères, à condition qu'il ne soit pas moins de 8 millions de livres turques. Selon moi, la Direction des Affaires Religieuses est aussi un ministère comme à l'époque ancien.*'²⁰⁴ Silivrili continue son discours en notant la pauvreté du budget et souligne également son manque d'éducation religieuse.

'Je ne vois pas encore d'argent dans le budget pour parier sur l'éducation religieuse ou pour les services religieux quand on demande au ministre de l'éducation ce qu'il pense de l'enseignement de la religion. En examinant le budget, j'ai vu que le budget des affaires religieuses avait été adopté avec un excédent de 162 800 livres turques. De ce montant, 27 000 livres turques ont été placées pour 15 muftis qui ont été reconduits dans leurs fonctions par la loi no 571. Malheureusement, le salaire des imams est de 70 livres turques et, si l'on tient compte, il ne peut y avoir de salaire pour un concierge. 43 200 livres turques ont été mises en place pour les prédicateurs mobiles existants. Tout comme les étourneaux dans les temps anciens, ces enseignants vont la tâche d'entrer ici aujourd'hui, là demain. Ils visiteront les villages pour prêcher. Mais mes amis, donnons-leur une base, fondement.'²⁰⁵

Au tout début de l'ère multipartite, le parti au pouvoir et le parti de l'opposition ont exprimé les mêmes vues sur l'éducation religieuse au parlement. Alors que cette question était débattue à l'Assemblée, plusieurs réflexions sur l'éducation religieuse,

²⁰³ **TBMMZC**, Cycle: 8, Année de Session: 1, Vol: 24, Réunion: 261, (23.2.1949), pp. 9–12.

²⁰⁴ **TBMMZC**, Cycle: 8, Année de Session: 1, Vol: 24, Réunion: 50, (23.2.1949), p. 420.

²⁰⁵ **TBMMZC**, Cycle: 8, Année de Session: 1, Vol: 24, Réunion: 50, (23.2.1949), p. 420.

qui devait être réalisée au sein de DAR, l'une des institutions au centre de la question, ont émergé. Ömer Nasuhi Bilmen, qui a été nommé à la présidence de la DAR après le coup d'Etat de 1960, mais qui était le mufti d'Istanbul lors de ces débats, a déclaré que la Direction des Affaires Religieuses était en mesure de répondre aux besoins des services religieux et d'empêcher l'emploi de personnes non qualifiées, il faut construire aux écoles imam hatip et aux cours coraniques dans les grandes villes.²⁰⁶ Des discussions similaires entre le MEN et la DAR ont eu lieu à l'époque de Rıfat Börekçi. A cette époque-là, on réclamait que les cours coraniques, peu nombreux, soient liés au MEN, mais le président Rıfat Börekçi s'y opposait, arguant qu'il s'agissait de cours professionnels et qu'ils devaient être liés à la DAR.²⁰⁷ Cette réaction de Rıfat Börekçi montre que la DAR n'est pas une institution entièrement sous le contrôle de l'Etat. La DAR a montré de telles réactions en tant qu'institution autonome dans le champ désigné par l'Etat.

Avant les élections de 1950, de nombreuses mesures ont été prises, telles que les facultés de théologie et les cours d'imam hatip. Bien que l'éducation religieuse se soit améliorée depuis que le PD est arrivé au pouvoir, le MEN a continué de régler l'enseignement religieux, tout comme il l'avait fait pendant la période du PRP. Les cours coraniques sont souvent sous le contrôle et l'autorité de la DAR, mais aucunes écoles ne sont affiliées à la DAR par rapport à la loi l'unité de l'éducation (*Tevhid-i Tedrisat*).

L'émergence du PD a provoqué l'opposition religieuse pendant de nombreuses années de répression à se rassembler autour d'un parti politique. Le fait que l'équipe fondatrice du PD soit issue du PRP et que Celal Bayar, le dernier premier ministre d'Atatürk, soit le président du parti, n'empêchait pas cette messe religieuse de se rassembler autour du parti. Afin d'empêcher cela, Şemsettin Gunaltay, qui a été reconnu par les islamistes et a même écrit des articles dans *Sebilürreşad*, l'un des magazines symboliques de l'édition islamiste en Turquie, n'a pas suffisamment influencé des votes des islamistes en faveur du PRP. Eşref Edip²⁰⁸, écrivant en chef du

²⁰⁶ Gottard Jaschke, *Yeni Türkiye'de İslamlık*, Ankara: Bilgi Yayınevi, 1972, p. 75.

²⁰⁷ *Ibid.*

²⁰⁸ Eşref Edip Fergan a publié 1107 numéros du magazine *Sebilürreşad* pendant 58 ans, de 1908 à 1966, à divers intervalles. Il a soutenu le mouvement de lutte nationale par le biais du magazine pendant la guerre d'indépendance. *Sebilürreşad* a été fermé par le gouvernement de parti unique dans la période de *Takrir-i Sükun*, mais en 1943 le magazine est revenu à la vie de publication. C'est l'un des magazines les plus importants de la communauté islamiste.

magazine *Sebilürreşad*, a continué de critiquer vers la politique du PRP en direction du premier ministre de Günaltay dans ses articles. Selon lui, la présence d'un anti-islamiste tel que Tahsin Banguoğlu dans le gouvernement de Günaltay et le fait que les révolutions se poursuivront dans le programme gouvernemental tel qu'il était jusqu'à ce jour prouvaient que le gouvernement PRP de Günaltay ne créerait pas le changement attendu. Dans ce contexte, même si la compréhension de la laïcité dure montrait un certain neutralisé, elle continuerait.²⁰⁹ L'introduction de cours religieux dans les écoles primaires a été inscrite au sujet principal discuté lors des discussions budgétaires de 1946 et lors de la Septième Congrès Générale de PRP en 1947, les délégués ont critiqué la politique de formation religieuse au gouvernement de parti unique et leur ont demandé d'inscrire des cours religieux dans les écoles primaires. Il a été déclaré et accepté que cette demande n'était pas contraire à la laïcité.²¹⁰ Dans le tableau ci-dessous, les cours coraniques et le nombre d'étudiants sont donnés de la période du parti unique en Turquie aux premières années du pouvoir du PD.

Tableau 2. 5. Les Cours Coraniques Sous le Contrôle de l'Etat

Années	Nombre des Ecoles Coranique	Nombre des élèves
1932-33	9	232
1942-43	37	1329
1952-53	183	11836

Le nombre de cours offrant une éducation coranique et religieuse, comme indiqué dans le tableau, a peu à peu augmenté avec le temps. Alors que le nombre de ces cours était encore faible au cours des dernières années de la période de parti unique, le nombre de cours coraniques a augmenté rapidement après l'arrivée de l'administration du PD. Des sujets controversés tels que les écoles imam hatip et la faculté de théologie sont devenus de plus en plus fréquents après 1948. Dans ce processus, la DAR a toujours appuyé l'ouverture de tels cours et écoles afin de répondre à ses besoins des personnels qualifiés.²¹¹ L'emploi de diplômés des cours

²⁰⁹ Eşref Edip, "Günaltay'ın Başbakanlığı ve Akisleri", *Sebilürreşad*, Vol: 2, No: 29, 1949, pp. 57-59.

²¹⁰ Mustafa Öcal, *Osmanlı'dan Günümüze Türkiye'de Din Eğitimi*, İstanbul: Düşünce Kitabevi Yayınları, 2011, pp. 457-459.

²¹¹ Ahmet Hamdi Akseki, "Din Tedrisatı ve Dini Müesseseler Hakkında Bir Rapor (1)", *Sebilürreşad*, Vol: 4, No: 100, Nisan 1951, pp. 387-390.

coraniques et des écoles imam hatip au sein de la DAR causait sans doute à la croissance de la structure du DAR. Après la proclamation de la République, la DAR dont le statut et les fonctionnalités ont été constamment réduits, mais grâce à l'influence de multipartisme sur les partis politiques elle a commencé à élargir son champ d'activité avec l'extension de ces écoles. Bien que ces écoles aient été affiliées au MEN parce qu'elles ne se conformaient pas à la loi *Tevhidi Tedrisat*, le fait que leurs diplômés pouvaient trouver un emploi au sein de DAR a fait augmenter le nombre de personnel de l'institution et en conséquence son budget institutionnel augmentera des années aux années.

L'année de 1950 a été une année où le pouvoir a changé en Turquie et PRP a subi une défaite électorale. Le changement de pouvoir politique n'a pas entraîné de changement fondamental dans les politiques de l'Etat, et le pouvoir du PD a laissé des effets positifs sur les établissements d'enseignement religieux et la DAR dans le pays. Le concept des écoles imam hatip qui commençait à l'époque de premier ministre Şemsettin Günaltay, continuait avec l'arrivée du pouvoir de PD, en 1951, des écoles imam hatip ont été ouvertes à Ankara, Istanbul, Adana, Isparta, Maraş, Konya et Kayseri, dans le but d'offrir un enseignement plus complet.²¹² Pendant cette période, le gouvernement a commencé à s'intéresser davantage à l'éducation religieuse et à la DAR. En Turquie, une structure est née qui est le produit de la structure sociale et politique et des moyens constitutifs par lesquels les acteurs de cette structure se façonnent et se produisent les uns les autres. Par conséquent, dans les années 1950, l'ouverture des écoles imam hatip et les facultés de théologie en Turquie, a fait contribuer à l'émergence d'une nouvelle génération qui s'est référée les valeurs islamiques au moyen des institutions de l'Etat. Il y a eu un phénomène croissant dans la République. La situation de la DAR dans les années 1950 face à ces mouvements croissants sera la période de différenciation selon la période du parti unique. La DAR, dont le champ d'influence était étroit sous le règne du PRP à parti unique dans les années 1930 et 1940, avec l'ouverture des écoles imam hatip et de la faculté de théologie, elle trouvera du personnel formé dans les écoles de l'Etat pour les années prochaines et permettra également la création de groupes qui font référence aux valeurs islamiques soulevées dans ces écoles. Par exemple, le mouvement religieux moderne, connu sous le nom de *süleymancı*, a été fondé par Süleyman Hilmi Tunahan pendant

²¹² **Düstur**, 3. Tertip, Vol: 33, 1951, Ankara: Devlet Matbaası, p. 1613.

la période de parti unique, il a commencé à être actif auprès des étudiants par le biais de cours coraniques dans les années 1950.²¹³ On peut interpréter que, sur la base du *süleymancılık*, l'Etat et la modernisation qu'il représente ne sont pas totalement rejetés, mais sont transformés et recherchent des moyens d'exister en son sein. Au lieu de créer des institutions religieuses, traditionnelles, informelles, le fait que le *süleymancılık* ait ouvert des cours et des résidences formels de coran dès que cela était légalement possible est une indication de cette situation. Dans les années 50, le personnel des cours coraniques officiels était généralement occupé par des membres du *süleymancı*.

En regardant les politiques d'éducation religieuse durant la période du PD, nous pouvons constater qu'il poursuit les réformes que le PRP a fait. Le cours de religion électif, qui a été introduit dans les écoles primaires par le PRP en 1949, s'est poursuivi pendant la période du PD. L'article 34 du programme du parti de PD énonce le type de politique que seront suivis par le PD : 'le système éducatif sera respecté aux principes d'éducation nationale et l'unité éducationnelle.'²¹⁴ Dans cet article, il est indiqué que le principe de l'unité d'éducation et de formation, c'est-à-dire la loi de *Tevhidi Tedrisat*, sera respecté.²¹⁵ L'article 35 du programme du parti de PD est présenté ci-dessous.

'Article 35- L'enseignement primaire est la base de notre système éducatif. Nous estimons qu'il est nécessaire que tous les enseignants du primaire aient le même esprit et le même niveau de connaissance afin d'empêcher la formation de groupes différents parmi eux.'²¹⁶

Selon cet article, le PD a mis l'accent sur la gestion de l'éducation à partir d'une source unique. Lorsque nous examinons le programme du parti du PD, nous constatons qu'il n'est pas trop éloigné de la politique de PRP en matière d'éducation religieuse. Par ailleurs, comme indiqué dans le trente-cinquième article, il a été souligné que différentes institutions ne seraient pas en mesure de traiter de la question de l'éducation. Le PD s'est contenté de ne répondre que dans certaines limites aux exigences de DAR et des conservateurs du pays à l'égard d'éducation religieuse. Il n'est pas considéré que toutes les institutions d'enseignement qui dispenseront un

²¹³ Mustafa Aydın, "Süleymancılık", *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce: İslamcılık*, Ed. Yasin Aktay, İstanbul: İletişim Yayınları, 2004.

²¹⁴ *Demokrat Parti Programı 1946*, Ankara: TBMM Kütüphanesi, 1946, p. 10.

²¹⁵ *Ibid.*

²¹⁶ *Ibid.*

enseignement religieux devraient être reliés à un autre établissement que le MEN. Même si le gouvernement nomme les présidents de la DAR, l'opposition conservatrice s'est rassemblée autour de cette institution depuis la déclaration de la République. Cela entraînera sans doute la radicalisation de la DAR dans un environnement plus libre et autonome sous l'influence de mouvements islamistes. Mais, dans un environnement politique concurrentiel, cela a amené les partis politiques à prendre diverses mesures populistes afin de gagner des votes des islamistes qu'ils considèrent comme la source des votes. Le premier ministre Adnan Menderes n'a pas négligé de faire continuellement référence aux valeurs islamiques avec ce genre de politique.²¹⁷ En 1952, Menderes déclarait dans un discours que, dans les années suivantes, les cours de religion ne seraient pas limités aux écoles primaire et secondaires, et qu'un établissement d'enseignement au niveau universitaire serait ouvert. Ce programme d'enseignement supérieur promis a été réalisé par Menderes avec l'ouverture de l'Institut Hautes Etudes Islamiques.²¹⁸ Dans le même sens, sept écoles imam hatip ont été créées au début, mais ce nombre a été porté à dix-neuf au cours des dernières années du pouvoir du PD.²¹⁹

Après la chute du gouvernement du PD par un coup d'Etat, le taux de l'éducation religieuse n'a pas diminué. Après l'événement putschiste, l'éducation a également été restructurée dans le cadre du mouvement de réforme dans tous les domaines politiques, sociales, religieux etc. Dans le cadre du processus de rédaction de la constitution, la Commission Nationale de Planification de l'Education a été créée et cette commission

²¹⁷ En octobre 1956, Adnan Menderes, le premier ministre de l'époque, a utilisé les phrases suivantes lors d'un rassemblement à Konya concernant le placement des classes religieuses dans les écoles secondaires: "En ce qui concerne la liberté de conscience, la nation turque est musulmane et restera musulmane. C'est une condition incontestable pour son fils et les générations futures de prêcher sa religion, d'enseigner ses principes et de rester musulman à jamais. Cependant, lorsqu'il n'y a pas de cours de religion dans les écoles, les citoyens qui souhaitent inculquer et enseigner leur propre religion à leurs enfants sont privés de cette opportunité. Les enfants musulmans, tels que l'apprentissage de la religion, ne sont pas nécessairement privés de ce droit. De telles privations et impossibilités conviennent à la liberté de conscience. À cet égard, il serait approprié d'inscrire des leçons de religion dans nos écoles secondaires. Nous ne croyons pas qu'une société irréligieuse puisse être le fer de lance d'une nation. Nous savons dans quelle mesure même les nations les plus avancées, après avoir séparé la religion de la politique et des affaires mondiales, adhèrent à leur religion. Au niveau actuel, la noble nation ne peut être qualifiée de réaction. Notre pays est fermement attaché à sa religion et l'adopte généralement avec les sentiments les plus purs. L'islam a trouvé le plus haut niveau de conscience dans la conscience de notre nation." (Şaban Sitembölükbaşı, **Türkiye'de İslam'ın Yeniden İnkişafı (1950–1960)**, İstanbul: İsam Yayınları, 1995, pp. 30-31)

²¹⁸ **Cumhuriyet Gazetesi**, 23 Mai 1952, No: 9991, p. 1.

²¹⁹ **Grafiklerle Din Eğitimi Okulları (1951-1970)**, Ankara: M.E.B. Din Eğitimi Genel Müdürlüğü, 1970, pp. 11-29.

a commencé à travailler à la réorganisation des écoles imam hatip et de l'enseignement religieux et à la réforme du système éducatif turc. À la suite de ce mouvement de réforme, de nombreuses suggestions concernant les écoles imam hatip ont été présentées au MEN. Le tableau ci-dessous indique le nombre de cours coraniques, d'écoles imam hatip et d'institutions religieuses de niveau universitaire.

Tableau 2.6. Evolution des Associations Religieuses²²⁰

Année	Ecoles pour Imam-Hatip	Instituts Hautes Etudes Islamiques
1960	19	1
1961	19	1
1962	26	2
1963	26	2
1964	26	2
1965	26	3
1966	40	4
1967	58	4
1968	69	4
1969	71	5

Les bureaucrates militaires ont joué un rôle important dans les mouvements de réforme de l'armée après le coup d'Etat. Jusqu'aux années 1960, tous les présidents qui servaient de présidents de DAR²²¹ étaient des clercs formés dans les madrasas ottomanes. Le portrait du clerc imaginé par la République n'a pas encore grandi dans les écoles. C'est pour cette raison que les membres du clergé éduqués dans l'ancien système, mais ne permettant pas un conflit direct avec les principes fondamentaux de l'Etat, ont été amenés à la tête de cette autorité.

Sadettin Evrin, un pacha qui a reçu une éducation religieuse à la madrasa pendant la période ottomane et plus tard s'est levé dans l'armée avec la République, est devenu une personnalité importante à la fois pour le développement et le progrès des écoles

²²⁰ Ağaoğulları, **op. cit.**, pp. 204-205, et Ahmet Yücekök, **Türkiye'de Örgütlenmiş Dinin Sosyo-Ekonomik Tabanı (1946-1968)**, Ankara: Ankara Üniversitesi Yayınları., 1971, p. 146.

²²¹ Rıfat Börekçi, Şerafettin Yaltkaya, Ahmet Hamdi Akseki, Eyüp Sabri Hayırlıoğlu.

imam hatip et pour les devoirs, le but et la structure organisationnelle de DAR.²²² Sadettin Evrin, un général à la retraite et également soufi, prépare un rapport daté en 1961 sur les écoles imam hatip et la Direction des Affaires Religieuses, qui prévoit une réforme des écoles imam hatip et de la DAR, et une révision de l'enseignement religieux. Les recommandations du rapport Evrin reposent sur deux raisons principales. Tout d'abord, il a souligné que l'infrastructure des écoles imam hatip et la qualité de l'enseignement religieux étaient insuffisantes. Secondairement, il a été dit que les écoles imam hatip devraient être en mesure de maintenir leurs qualifications professionnelles, non pas une alternative religieuse au système éducatif actuel, mais une partie du système éducatif actuel. Les écoles imam hatip pour certains mouvements islamistes sont devenues plus un objectif qu'une école pour être officier religieux. Les familles pieuses envoient leurs enfants dans ces écoles pour des raisons politiques et non pour la formation professionnelle. Evrin a préconisé que le nombre d'écoles ne devrait pas être multiplié en anticipant cette situation et a proposé que les écoles imam hatip restent comme une unité éducative visant à élever le personnel de la DAR comme une école secondaire professionnelle. En même temps, ce rapport préconisait l'augmentation du nombre de personnes éduquées à la DAR et l'élargissement de la structure de l'institution. L'un des principaux partisans des écoles imam hatip et de l'institut islamique, Mehmet Özgüneş était également l'un des principaux dirigeants du coup d'Etat du 27 Mai. Özgüneş, qui a appelé à la création d'une académie islamique, a également facilité l'entrée des diplômés des écoles imam hatip dans les facultés de théologie.²²³

Du fait qu'il est considéré comme un moyen d'influer sur la société, la DAR s'est vu attribuer de nouveaux devoirs et pouvoirs, ce qui lui a valu un budget sans cesse croissant en termes économiques. Pour que les diplômés de la faculté de théologie soient employés au sein de la direction, le budget n'a cessé d'augmenter. Dans les années 1960, la DAR est devenue un membre du champ politique de plus en plus politisée, même s'il est légalement tenu d'adopter une attitude apolitique.²²⁴

²²² İsmail Kara, "Din ile Devlet Arasında Sıkışmış Bir Kurum: Diyanet İşleri Başkanlığı", **Marmara Üniversitesi İlahiyat Fakültesi Dergisi**, 18(2000), pp. 47-48.

²²³ Hayrettin Karaman, **Bir Varmış Bir Yokmuş: Hayatım ve Hatıralarım I**, İstanbul: İz Yayıncılık, 2015, p. 422.

²²⁴ Ağaoğulları, **op. cit.**, pp. 176-177.

CONCLUSION

Selon le nouvel ordre après la Guerre d'Indépendance, le changement/la transformation de la structure juridique de l'Etat, de la forme politico-administrative et de la vie sociale constitue le but du mouvement révolutionnaire ainsi que la refonte du rapport entre la religion et l'Etat. Il est construit sur la base du rôle de la religion dans la structure traditionnelle de la société et de l'Etat et de l'objectif des réformes pour changer cette structure traditionnelle. Les mesures prises dans ce sens sont possibles pour être prises sur la base d'une politique religieuse en raison de la relation avec la religion. A ce stade, compte tenu d'une structure de gouvernement laïque et d'une volonté politique, il est nécessaire de comprendre 'pourquoi les politiques suivies sont liées à la religion et au changement observé dans les politiques religieuses pendant la période du parti unique ?'

Il est clair que l'étude et l'interprétation des politiques religieuses de la période du parti unique seront possibles grâce à l'effort de pénétrer dans la base, la nature et le changement des relations entre la religion et l'Etat de la période républicaine. Pour comprendre les relations entre la religion et l'Etat à l'époque du PD, il est inévitable de faire des comparaisons avec l'époque du parti unique et de révéler les points contenant une continuité/un changement.

Le régime républicain, qui est un prolongement de la modernisation ottomane, n'est pas le résultat d'un conflit. Au contraire, la période républicaine est une continuation prévisible de la modernisation ottomane. Cependant, la principale différence entre les deux périodes est que la religion est la source de la légitimité. En réalité, la République est devenue un régime laïc qui ne confère pas de légitimité à la religion. Malgré l'acceptation du principe d'Etat laïc, les gouvernements républicains ont instrumentalisé la religion au moyen de la DAR pour les intérêts politiques. Dans le cadre de cette différence, le califat a été aboli avec la politique de sécularisation au niveau institutionnel, le *Şer'iye ve Evkaf Vekaleti* a été aboli par la Révolution, et puis deux nouvelles institutions, la Direction des Affaires Religieuses et la Direction Générale des Waqfs l'ont remplacé. Il y avait un dilemme dans le système juridique de l'Empire Ottoman, puisque les tribunaux religieux et séculaires existaient en même temps. Mais ce dilemme a été supprimé avec la fermeture des tribunaux religieux. En suivant, avec la loi de l'unité d'éducation (*Tevhid-i Tedrisat*), les madrasas ont d'abord été rattachés au ministère de l'éducation, puis supprimés par la République. Ainsi, le

problème de la dualité comme laïque et religieux dans l'éducation a été éliminé. Avec ce changement au niveau institutionnel, la structure de l'Etat a été sécularisée. Les politiques religieuses menées pendant la période du parti unique visaient également à transformer la vie sociale. Il s'agit de politiques visant à achever l'adaptation à l'Occident ainsi que l'occidentalisation des symboles ayant des aspects religieux tels que révolutions de chapeaux et de vêtements, calendrier / heure / mesure, l'alphabet latine, nom de famille, congé hebdomadaire et incitant ainsi la société à s'adapter à la structure laïque de l'Etat. Le domaine dans lequel les politiques religieuses sont dirigées est la politique de réforme religieuse visant directement la nationalisation / modernisation de la religion afin de créer une religion nationale.

L'existence de la Direction des Affaires Religieuses nuit à l'identité laïque du pays. Cependant, les élites républicaines ont créé une telle institution parce qu'ils pensaient que les religieux s'opposeraient aux révolutions. Alors, leurs objectifs sur ce point-là est que la religion et la religiosité agissent en accord avec les révolutions sans s'opposer. Toutefois, ce contrôle de l'autorité politique conduira à la politisation de l'institution religieuse. En particulier, dans l'environnement politique concurrentiel créé par la politique multipartite, la DAR est devenue un appareil de propagande pour les gouvernements.

La position et la fonction de la DAR, qui occupe une place particulière dans les politiques religieuses formées sur une base aussi historique, sont un sujet de discussion intéressant. Contrairement au discours officiel où la laïcité est basée sur la séparation de la religion et de l'Etat et où la République repose sur cette séparation, le processus de laïcisation à l'époque républicaine n'est pas complètement similaire au conflit entre l'église et l'Etat en Occident. La relation entre la religion et l'Etat à l'époque républicaine est une relation d'autorité plutôt qu'une séparation avec des racines qui viennent de l'Empire Ottoman. Pour ces raisons, il n'y avait pas de distinction rigide entre l'Etat et la religion, même si le principe de laïcité était adopté pendant la période républicaine. En raison de problèmes découlant du dilemme dans les relations de la religion et de l'Etat, la DAR est devenue dans une position controversée avec chaque activité qu'elle a fait tout au long de son histoire. Elle n'est pas seulement un service public et un moyen de contrôle, elle sert parfois d'appareil idéologique nécessaire à l'Etat. La DAR contribue en tant qu'un élément important du processus de construction de la nation et de la formation de l'identité, comme exiger la structure d'Etat-nation du

nouvel Etat. Dans la création d'une structure sociale conforme à la structure laïque de l'Etat nouvellement créé, des significations administratives et politiques étaient attachées à la DAR, compte tenu de l'influence de la religion sur la société. Dans la formation d'une compréhension harmonieuse et moderne de la religion qui peut être utile dans le processus de modernisation, elle est devenue un dispositif idéologique de l'Etat lorsque cela est nécessaire pour les politiques de nationalisation, de centralisation et d'homogénéisation. Par conséquent, elle peut être considérée comme une institution assumant des fonctions de service public, de contrôle et de construction pour l'administration républicaine lorsque les relations entre l'Etat et les mouvements religieux sont prises en compte.

Le fait que le peuple ait changé de gouvernement pour la première fois lors des élections de 1950 est considéré comme l'un des principaux tournants de l'histoire politique turque. Ainsi, au fur et à mesure que le peuple a pris conscience de son pouvoir, les partis politiques ont vu que l'arrivée au pouvoir était étroitement liée aux désirs du peuple et en conséquence ils ont commencé à déterminer leurs politiques. En fait, le PRP, qui avait poursuivi une politique laïque rigide jusqu'à la transition vers la vie politique multipartite, a commencé à changer cette compréhension avec la vie multipartite. Dans ce contexte, les cours religieux ont été dispensés dans les écoles primaires, les cours d'imam hatip ont été ouverts et la faculté de théologie a commencé sa rééducation. Pendant la période étudiée, la religion et la DAR étaient considérées par le PD comme une mesure contre le communisme. Cette interprétation était particulièrement valable pendant la période du ministère de l'éducation de Tevfik Ileri.

Pendant son mandat au pouvoir, le parti démocrate a ramené la prière en arabe et autorisé la diffusion de programmes religieux à la radio. Par ailleurs, en particulier après 1955, certains hommes politiques du PD, surtout le premier ministre Adnan Menderes, ont mis au premier plan les éléments religieux dans leurs discours. Le PD a porté son attention sur les conservateurs puisqu'il était perçu comme un parti qui avait sauvé la religion et avait reçu un soutien lors des élections. C'est pourquoi, il commençait à instrumentaliser aux religiosités et à la DAR. D'autre part, les opposants religieux utilisaient les mots de parti irrégieux pour le PRP. C'est-à-dire que, tout au long du pouvoir du PD, la religion a été le matériau de la politique plus active que jamais. Par conséquence naturelle de cette situation, la DAR est également devenue politisée. Sur ce point, avec l'inquiétude populiste aux années 1950, le nombre du

personnel de cette institution et son budget institutionnel ont énormément augmenté. Surtout avec la question du personnel de la DAR, la création des écoles imam hatip a contribué une grande aide à propos d'elle. Les étudiants ont été éduqués dans des écoles ouvertes par l'Etat mais ils ne seront pas en contradiction avec la philosophie principale de la République. C'est la raison pour laquelle, le champ de la DAR s'est élargi depuis le premier jour où les écoles imam hatip ont été créées. Lorsque ces écoles ont été ouvertes, on ne leur a pas donné le contrôle de la Dar, bien qu'ils aient été opposés à leur attachement au MEN. Mais elle a trouvé l'occasion de toucher les étudiants à ces écoles.

Dans la perspective de cette recherche, la position et les activités de la Direction des Affaires religieuses entre les années 1946 et 1960 ont été examinées. Lors de cette recherche, les discussions budgétaires à la Grand Assemblée Nationale de la Turquie, les nouvelles des journaux et les documents obtenus des archives de l'Etat ont été fréquemment utilisés. Dans ce contexte, les mémoires du personnel qui a travaillé à la Direction des Affaires Religieuses peuvent être examinées lors de futures recherches. Selon ces informations, la DAR est le résultat de la transformation de l'autorité religieuse par la République dans une structure institutionnelle. Cette institutionnalisation de la Direction des Affaires Religieuses conçue comme une institution de tutelle religieuse et son existence dans la République de Turquie a continué de cette façon. Elle a été instrumentalisée à des fins politiques par les dirigeants pendant la période du parti unique, ainsi que sous le gouvernement du PD et de même à la suite du coup d'Etat de 1960. En d'autres termes, la DAR a toujours été une institution de tutelle religieuse utilisée par les différents gouvernements pour contrôler le champ religieux.

En dernière analyse, nous pouvons dire qu'à partir de la compréhension rigide de la laïcité et de l'attitude d'exclusion à l'égard de la DAR, c'est-à-dire la déviation des principes d'Atatürk par rapport à la politique religieuse a commencé avec le PRP, le PD a repris cet héritage et a continué d'une manière plus populiste, et les partis politiques qui étaient au pouvoir après le PD ont continué la politique religieuse dans le même itinéraire.

BIBLIOGRAPHIE

Archives

TC Cumhurbaşkanlığı Devlet Arşivleri Başkanlığı (CDAB)

Sources Documentaires

Düstur

Resmi Gazete

TBMM TD

TBMM ZC

Ouvrages

AĞAOĞULLARI Mehmet Ali, L’İslam Dans la Vie Politique de la Turquie, Ankara: Ankara Üniversitesi Basımevi, 1979.

AHMAD Feroz, Demokrasi Sürecinde Türkiye 1945-1980, İstanbul: Hil Yayınları, 2010.

AHMAD Feroz, From Empire to Republic: Essays on the Ottoman Empire and Modern Turkey II, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Press, 2014.

AHMAD Feroz, TURGAY AHMAD Bedia Turgay, Türkiye’de Çok Partili Politikanın Açıklamalı Kronolojisi 1945-1971, İstanbul: Bilgi Yayınevi, 1976.

AKIN Rıdvan, TBMM Devleti (1920-1923): Birinci Meclis Döneminde Devlet Erkleri ve İdare, İstanbul: İletişim Yayınları, 2001.

AKSEKİ Ahmet Hamdi, Askere Din Kitabı, Ankara: Diyanet İşleri Başkanlığı Yayınları, 1976.

AKSEKİ Ahmet Hamdi, Yeni Hutbelerim, İstanbul : Cumhuriyet Matbaası, 1937.

AKŞİN Sina, Kısa Türkiye Tarihi, İstanbul: Türkiye İş Bankası Kültür Yayınları, 2011.

ARAS Sıtkı, Erzurum’un Manevi Mimarları, İstanbul: Dergah Yayınları, 2019.

ARSLANPAY Nail, 1924-1973 Diyanet İşleri Başkanlığı Kurulu, Çalışması ve Birimlerinin Tanıtılması, Ankara: Ayyıldız Matbaası, 1973.

ATALAY Onur, **Türk'e Tapmak: Seküler Din ve İki Savaş Arası Kemalizm**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2018.

ATEŞ Kazım, **Yurttaşlığın Kıyısında Aleviler, Öz Türkler ve Heretik Ötekiler**, Ankara: Phoenix Yayınları, 2011.

AYDIN Mustafa, "Süleymancılık", **Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce: İslamcılık**, Ed. Yasin Aktay, İstanbul: İletişim Yayınları, 2004.

BERKES Niyazi, **Türkiye'de Çağdaşlaşma**, İstanbul: Yapıkredi Yayınları, 2014.

BİLİMER Vehbi, **Diyanet İşleri Başkanlığı Kuruluş ve Görevleri Hakkında Kanun Tasarısı Hakkında Mütalaa**, İstanbul, Sönmez Neşriyat, 1963.

BOUDON Raymond, "La Rationalité du Religieux Selon Max Weber", **L'Année sociologique (1940/1948-)**, Vol. 51, No. 1, 2001, pp. 9-50.

BOUDON Raymond, **Les Etapes de la Sociologie**, Paris: Gallimard, 1976.

BOZARSLAN Hamit, **Histoire de la Turquie de l'Empire Ottoman à nos jours**, Paris: Tallandier, 2013.

CHP Yedinci Büyük Kurultay Tutanağı, p. 450.

CİZRE Ümit, **Muktedirlerin Siyaseti: Merkez Sağ- Ordu- İslamcılık**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2005.

CİZRE-SAKALLIOĞLU Ümit, **AP-Ordu İlişkileri: Bir İkilemin Anatomisi**, İstanbul: İletişim Yayınları, 1993.

Cumhuriyet Halk Partisi, **Ak Günlere: Cumhuriyet Halk Partisi 1973 Seçim Bildirgesi**, Ankara: Cumhuriyet Halk Partisi Yayınları, 1973.

ÇAĞATAY Neşet, **Türkiye'de Gerici Hareketler: 1923'ten Bu Yana**, Ankara: Ankara Üniversitesi İlahiyat Fakültesi Yayınları, 1972.

ÇAKIR Ruşen, **BOZAN** İrfan, **Sivil, Şeffaf ve Demokratik Bir Diyanet İşleri Başkanlığı Mümkün Mü?**, Tesev Yayınları, 2005.

DAVIDSON Andrew, **Türkiye'de Sekülerizm ve Modernlik**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2006.

Demokrat Parti Programı 1946, Ankara: TBMM Kütüphanesi, 1946.

DURSUN Davut, **Din Bürokrasisi**, İstanbul: İşaret Yayınları, 1992.

ELİĞÜR Banu, **The Mobilization of Political Islam in Turkey**, Cambridge: Cambridge University Press, 2010.

EMRE Gıyasettin, **Medreseden Meclis'e Meclis'ten Yassıada'ya**, İstanbul: Kent Yayınları, 2006.

EVRİN Sadettin, **Allah Bizimle**, Ankara: Diyanet İşleri Başkanlığı Yayınları, 1961.

GELLNER Ernest, **Müslüman Toplum**, İstanbul: Kabalcı Yayınları, 2012.

GIDDENS Anthony, **Sosyoloji**, İstanbul: Kırmızı Yayınları, 2008.

GÖZAYDIN İştâr, **Diyanet Türkiye Cumhuriyeti'nde Dinin Tanzimi**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2016.

GÖZAYDIN İştâr, **Türkiye'de Diyanet**, Yeni Yüzyıl Kitaplığı, 1993.

GÖZAYDIN-TARHANLI İştâr, **Müslüman Toplum, Laik Devlet**, İstanbul: Afa Yayınları, 1993.

Grafiklerle Din Eğitimi Okulları (1951-1970), Ankara: M.E.B. Din Eğitimi Genel Müdürlüğü, 1970.

Grande Assemblée Nationale de Turquie, ed. Dr. İrfan Nezihoğlu, Ankara : Imprimerie de la GANT, 2013.

Hutbeler, Ankara: Diyanet İşleri Başkanlığı Yayınları, 1973.

JASCHKE Gottard, **Yeni Türkiye'de İslamlık**, Ankara: Bilgi Yayınevi, 1972.

KARA İsmail, **Cumhuriyet Türkiye'sinde Bir Mesele Olarak İslam I**, İstanbul: Dergâh Yayınları, 2017.

KARA İsmail, **Cumhuriyet Türkiye'sinde Bir Mesele Olarak İslam II**, İstanbul: Dergah Yayınları, 2017.

KARA İsmail, **Müslüman Kalarak Avrupalı Olmak: Çağdaş Türk Düşüncesinde Din Siyaset Tarih Medeniyet**, İstanbul: Dergah Yayınları, 2018.

KARAMAN Hayrettin, **Bir Varmış Bir Yokmuş: Hayatım ve Hatıralarım I**, İstanbul: İz Yayıncılık, 2015.

KARDAŞ Ümit, "Askeri Gücün Anayasal Bir Yargı Alanı Yaratması ve Yürütme Erkini Etkin Bir Şekilde Kullanması", ed. Ahmet İnsel & Ali Bayramoğlu, içinde. **Bir Zümre, Bir Parti Türkiye'de Ordu**, İstanbul: Birikim Yayınları, 2013.

KARPAT Kemal, **Osmanlı'dan Günümüze Elitler ve Din**, İstanbul: Timaş Yayınları, 2009.

KOÇAK Cemil, **Tek-Parti Döneminde Muhalif Sesler**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2011.

KOÇAK Cemil, **Türkiye Tarihi**, Tome: IV, İstanbul: Cem Yayınları, 2005.

LEWIS Bernard, **Le Retour de L'Islam**, Paris: Editions Gallimard, 1985.

LEWIS Bernard, **The Emergence of the Modern Turkey**, Oxford: Oxford University Press., 1968.

LORD Ceren, **Religious Politics in Turkey: From the Birth of the Republic to the AKP**, Cambridge: Cambridge University Press, 2018.

NEZİROĞLU İrfan, Tuncer Yılmaz, **TBMM Hükümetler-Programları ve Genel Kurul Görüşmeleri (22 Nisan 1950 – 20 Kasım 1961)**, Vol: 2, Ankara: TBMM Basımevi, 2013.

OKAN Murat, **Türkiye'de Alevilik**, Ankara: İmge Kitabevi, 2004.

ÖCAL Mustafa, **Osmanlı'dan Günümüze Türkiye'de Din Eğitimi**, İstanbul: Düşünce Kitabevi Yayınları, 2011.

POULTON Hugh, **The Top Hat, the Grey Wolf and the Crescent: Turkish Nationalism and the Turkish Republic**, New York: New York University Press, 1997.

SARAÇ Necdet, **Alevilerin Siyasal Tarihi 1300-1971**, İstanbul: Cem Yayınevi, 2011.

SHAW Stanford, **KURAL SHAW** Ezel, **History of the Ottoman Empire and Modern Turkey: Reform, Revolution, and Republic, The Rise of Modern Turkey, 1808-1975**, vol: 2, Cambridge: Cambridge University Press, 1977.

SİTEMBÖLÜKBAŞI Şaban, **Türkiye'de İslâm'ın Yeniden İnkişafı 1950-1960**, Ankara: Türkiye Diyanet Vakfı Yayınları, 1991.

TANÖR Bülent, **Osmanlı-Türk Anayasal Gelişmeleri (1789-1980)**, İstanbul: Yapı kredi Yayınları, 1999.

TOPRAK Binnaz, "Islam and the Secular State in Turkey." **In Turkey, In Political, Social and Economic Challenges in the 1990s**, Leiden: E. J. Brill, 1995.

TUNAYA Tarık Zafer, **İslamcılık Cereyanı**, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2003.

TURAN Şerafettin, **Türk Devrim Tarihi: Çağdaşlık Yolunda Yeni Türkiye (27 Mayıs 1960–12 Eylül 1980)**, Tome: V, Ankara: Bilgi Yayınevi, 2002.

WEBER Max, **Economy and Society: An Outline of Interpretive Sociology**, Berkeley: University of California Press, 1978.

WEBER Max, **Sosyoloji Yazıları**, İstanbul: Metis Yayıncılık, 2019.

WEBER Max, **The Protestant Ethic and the Sprit of Capitalim**, London: Routledge, 2001.

YANKAYA Dilek, **Yeni İslami Burjuvazi: Türk Modeli**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2018.

YÜCEKÖK Ahmet, **Türkiye’de Örgütlenmiş Dinin Sosyo-Ekonomik Tabanı (1946-1968)**, Ankara: Ankara Üniversitesi Yayınları, 1971.

ZÜRCHER Eric J., **Turkey: A Modern History**, I. B. Tauris, London, 2017.

Articles

Articles dans les Revues, Encyclopédies et Œuvres

ADAK Sevgi, “Kemalist Laikliğin Oluşum Sürecinde Ramazanlar (1923-1938)”, **Tarih ve Toplum Yeni Yaklaşımlar**, No: 11, 2010, pp. 47-88.

AYDIN Ömür, “Diyanet İşleri Başkanlığı Üzerine Bir Tartışma: Temsil Meselesi”, **İstanbul Üniversitesi İktisadi ve İdari Bilimler Dergisi**, Juillet 2019, Vol: 33, No: 3, pp. 891-918.

BOURDIEU Pierre, “Genèse et Structure du Champ Religieux”, **Revue Française de Sociologie**, No: 12-3, pp. 300-301.

BOURDIEU Pierre, “Legitimation And Structured Interests in Weber’s Sociology of Religion”, **Max Weber, Rationality and Irrationality**, Boston: Allen&Unwin, 1987.

BOURDIEU Pierre, “Outline of a Theory of Practice”, **Critique of Anthropology**, Cambridge: Cambridge University Press, 1979, 4(13–14).

BOURDIEU Pierre, “Une interprétation de la théorie de la religion selon Max Weber”, **European Journal of Sociology**, Vol: 12, No: 1, 1971, pp. 3-21.

BOURDIEU Pierre, “Rethinking the State: Genesis and Structure of the Bureaucratic Field.” Trad. Loïc J.D. Wacquant and Samar Farage, **Sociological Theory**, 12(1), pp.1-18.

BOZARSLAN Hamit, “Armée et Politique en Turquie (1908-1980)”, **Vingtième Siècle. Revue d'Histoire**, No: 124 (Octobre- Décembre 2014).

CAYMAZ Birol, “Débats Sur la Laïcité Dans la Turquie Kémaliste”, **Signes, Discours et Sociétés**, 2010.

CAYMAZ Birol, “La Laïcité en Turquie: Le Poids de l’Heritage Ottoman”, **International Journal of Turcologia**, vol: 2, no: 4, 2007.

CLAYER Nathalie, “L’Autorité Religieuse dans l’Islam Ottoman Sous le Controle de l’Etat?”, **Archives de Sciences Sociales des Religions**, no:125, 2004, pp. 45-62.

CLAYER Nathalie, “Un laiklik imposé ou négocié ? L'administration de l'enseignement de l'islam dans la Turquie du parti unique”, **L’art de l’État en Turquie : Arrangements de l’Action Publique de la Fin de l’Empire ottoman à Nos Jours**, Paris, Karthala, 2013, p. 103-126.

COLOMBE Marcel, “La Turquie et l’Islam”, **Revue Française de Science Politique**, 5(4), 1955, pp. 761-771.

ÇAKMAK Fevzi, “Çok Partili Siyasi Hayata Geçiş Sürecinde CHP Kurultay Görüşmeleri ve Müfettiş Raporlarına Göre Parti Teşkilatının Karşılaştığı Sorunlar (1945-1950)”, **Journal Of Modern Turkish History Studies**, XVII/34 (2017-Bahar/Spring), pp. 319-348.

GÜNAY Ünver, “Max Weber’in Din Sosyolojisindeki Yeri ve Önemi”, **Erciyes Üniversitesi İlahiyat Fakültesi Dergisi**, No: 5, 1988.

KARA İsmail, “Diyanet İşleri Başkanlığı: Devletle Müslümanlar Arasında Bir Kurum”, **Modern Türkiye’de Siyasi Düşünce İslamcılık**, vol: 6, İstanbul: İletişim Yayınları, 2005.

KAYA Ali, “Bourdieu’nun Materyalist ve Siyasal Din Okuması Üzerine”, **Eskişehir Osmangazi Üniversitesi Sosyal Bilimler Dergisi**, Aralık 2014, 15(2), pp. 85-96.

KUTLU Sönmez, “*Diyanet İşleri Başkanlığı ve İslamiçi Dini Gruplarla (Mezhep ve Tarikatlar) İlişkileri*”, **Dini Araştırmalar**, 2009, Vol: 12, No: 33, pp. 107-127.

ÖZSÖZ Cihat, “Max Weber’in Din Sosyolojisi Metodu ve Eleştirisi”, **Sosyoloji Notları**, No: 2, 2007.

ÖZTÜRK Ahmet Erdi, “Transformation of the Turkish Diyanet both at Home and Abroad: Three Stages”, **European Journal of Turkish Studies**, No: 27, 2018, pp. 1-14.

SAVCI Bahri, “Diyanet İşleri Teşkilatının Gelişmeleri”, **Ankara: Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Dergisi**, 3/22, 1967, pp. 85-102.

SUNAR İlkay, **TOPRAK** Binnaz, “Islam in Politics: the Case of Turkey”, **Government and Opposition**, 18(4), 1979, pp. 421-441.

ULUTAŞ Ufuk, “Religion and Secularism in Turkey: The Dilemma of the Directorate of Religious Affairs”, **Middle Eastern Studies**, 46(3), 2010, pp. 389-399.

UZUN Hakan, “İktidarını Sürdürmek İsteyen Bir Partinin Kimlik Arayışı: Cumhuriyet Halk Partisi’nin 1947 Olağan Kurultayı”, **Journal Of Modern Turkish History Studies**, 7/25 (2012/ Autumn), pp. 101-139.

WEBER Max “La Morale Economique des Grandes Religions”, **Archives de Sociologie des Religion**, No:9, pp.7-30.

Articles dans les Journaux

AKSEKİ Ahmet Hamdi, “Diyanet Reisinin Mühim Beyanâtı”, **Sebilürreşad**, Vol: 4, No: 86, Eylül 1950.

AKSEKİ Ahmet Hamdi, “Din Tedrisâtı ve Dini Müesseseler Hakkında Bir Rapor (1)”, **Sebilürreşad**, Vol: 4, No: 100, Nisan 1951, pp. 387-390.

Cumhuriyet Gazetesi, 10 Avril 1961, No: 13176, p. 1.

Cumhuriyet Gazetesi, 11 Octobre 1960, No: 13000, p. 5.

Cumhuriyet Gazetesi, 16 Juillet 1960, No: 12913, p. 4.

Cumhuriyet Gazetesi, 23 Mai 1952, No: 9991, p. 1.

Cumhuriyet Gazetesi, 4 Avril 1949, No: 8853, p. 3.

Cumhuriyet Gazetesi, 6 Mai 1950, No: 9242, p. 5.

Cumhuriyet Gazetesi, 9 Septembre 1950, p.3.

EVİRİN Sadettin, “*Alevilik-Sünnilik İhtilafları Hakkında İki Müsbet Görüş*”, **Her Asrın Dini Müslümanlık**, Mars, 1963.

FERGAN Eşref Edip, “Celal Bayar Gladiston'dan mı İlham Aldı?”, **Sebilürreşad**, Vol: 2, No: 39, 1949, pp. 220-221.

FERGAN Eşref Edip, “Partilerin Din Siyaseti”, **Sebilürreşad**, Vol: 4, No:76, 1950, pp. 2-11.

ONGAN Mehmet Rauf, “Reylerimizi Kime Vermeliyiz?”, **Sebilürreşad**, Vol: 3, No: 73, 1950.

Said Nursi, “Benden Ne İstiyorlar?”, **Sebilürreşad**, Vol: 4, No: 87, 1950, p. 182.

T. C. Resmî Gazete, 1 Mars 1950, No: 7445.

T. C. Resmi Gazete, 1 Mars 1951, No: 7747.

T. C. Resmi Gazete, 11 Juillet 1939, No: 4255.

T. C. Resmi Gazete, 2 Juillet 1965, No: 12038.

T. C. Resmi Gazete, 31 Mai 1961, No: 10816.

T. C. Resmi Gazete, 31 Mai 1961, No: 10816.

T. C. Resmi Gazete, 7 Teşrinievvel 1336 (13 Juillet 1931), No: 1821.

Thèses

KAHRAMAN Abdurrahman, ‘**Milli Mücadele Dönemi ve Sonrasında Mehmet Rıfat Börekçi Efendi**’, (thèse de master non-publiée), Atatürk Üniversitesi / Atatürk İlkeleri ve İnkılap Tarihi Enstitüsü, 2010.

KINALI Gürhan, **Bütçe Görüşmeleri Ekseninde Türkiye Ekonomisi (1946-1950)**, (thèse de master non publiée), TC İstanbul Üniversitesi / Atatürk İlkeleri ve İnkılap Tarihi Enstitüsü, 2009.

SAÇMALI Muhammet Habib, **Compliance and Negotiation: The Role of Turkish Diyanet in the Production of Friday Khutbas**, (thèse de master non-publiée), Boğaziçi Üniversitesi / Sosyal Bilimler Enstitüsü, 2013.

ANNEXES

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ
CUMHURİYET ARŞİVİ

T . C .
Diyanet İşleri Reisliği
Yazı İşleri Müd.
No. 56

Miftililine

Hatıpler tarafından ırat edilecek hutbelerin mürakabesi I/5/935 tarih ve 2/2392 sayılı (Cami hademesi nizamname)sinin 2 inci maddesinin son fıkrası ile reisligimize tevdi edilmiş olduğundan kontrol yazıfesinde hakikile yapılabilmesi için reis muavini Ahmet Hamdi akseki tarafından muhtelif mevzularda tertip ve ewelce reislükçe tab ve tevzi edilmiş olan "Yeni hutbelerin" hiç bir suretle haricine çıkılmaması ve 9/10/937 tarih ve 3425/794 sayılı tamim ilede bildirilmiş olduğu üzere memuriyetinizce her hafta münasip mevzuların önceden seçilerek hatıplere tebliği ve bunların aynen okunup okunmadığının kontrol edilmesi luzumu ehemiyetle beyan olunur.

2I/1/942

m. B.

Diyanet İşleri Reisi

Ul. Şerefeddin
Galat 1994

030	01			105	657	1
-----	----	--	--	-----	-----	---

2-

Özü: Kapu camii hatibi abdurrahim H.

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ
CUMHURİYET ARŞİVİ

238

Merkez Müftülüğüne .

Konya

- 1- Kapu camii hatibi abdurrahimin cuma ve bayram namazlarında vazifesini ifa ederken minberde diyanet işleri riyasetince tertip edilip kendisine verilmiş olan hutbe kitabı haricinde hitabette bulunmakta olduğu ve makamınızdan ihtar edilmesine rağmen yine bu itiyadından vaz geçmediği ihbar edilmektedir . Bu husustaki malumatınızın ve bu hareketinden vaz geçmesi için hangi tarihte ihtar edildiğinin tezelden bildirilmesini .
- 2- Bir cum,a namazında bililtizam ezanı okutmadan hutbeye başladığı ve minberden halkada hutbede ezanın sünnet olup teganni bulundugundan dinlemesinin caiz olmadığı ve bunun için okutmadığını söylediği ve bundan dolayı halk arasında dedi kodu olduğu vaki şikâyetten anlaşılmaktadır. İslami bir an,aneyi hotbehot terk ettirmek sıfat ve salahiyetini nereden aldığıının ve bu hususta makamınızdan bir tebliğat yapıp yapılmadığının lutfen iş,ar buyrulmasını arz ve istirham ederim.

31/8/945

Vakıflar Müdürü

[Signature]

051	142			12	103	58
-----	-----	--	--	----	-----	----



Başvekâlet
BASIN VE YAYIN UMUM MÜDÜRLÜĞÜ
Daire : İç Yayın
Sayı : 8431 - 6638

Ankara: 12.9.1944

Başvekâlet Yüksek Makamına

19.8.1944 tarih ve 8025/6067 sayılı raporumuzla Diyanet İşleri Müşavere heyeti âzasından Profesör, Dersiam Yusuf Ziya Yürükan tarafından Ankara'da ayda bir def'a neşredilmeğe başlanan "Kutlu Bilgi" mecmuasının 1.8.1944 tarihli birinci sayısının dikkate şayan görülen münderecatı hulâsaten arz edilmişti. Bu kere 1.9.1944 tarihli ikinci sayısında da "Aile terbiyesinde ana babanın mükellefiyeti" adlı konuşmada, kanunlarımıza göre ana babanın çocuklarına dinî terbiyeyi dilediği gibi vermekte serbest bırakıldığı bilindiği halde, ana ve babaların çocuklarına behemehal islâmî bir terbiye vermesi lüzumu kuvvetle tavsiye edilmekte, yine bu konuşmada halkın içtimai yardım hisleri okşanmak suretiyle koyu bir islâmcılık ve islâm birliği fikri telkin olunmaktadır: "Kandil gecelerinde çocukların sevinçleri, ramazan günlerinde iftar sofrasına yapılan ihtimam ve sahur yemeğinden sonra şafak ağırırken ve bütün tabiatın ıssızlığı içinde ezan seslerinin yükseldiğini dinlemek ve bayram sabahlarında yeni elbiseleriyle babasının yanında camie gitmek, fakit çocuklara acımak, onların saadetini istemek, bütün müslümanların aynı imarla bir mabette bir Tanrıya ibadetle birleşmelerini görmek..." cümlelerinde orta çağa has koyu bir dincilik ruhu görülmektedir.

Birinci sayıdan devam eden Kıvâmettin Burslan'ın yazdığı "Alp Arlan ve Oğuzların Anadoluya yerleşmesi" adlı tarihî etütte Alp Arslan'ın "Ani" kasabasını fetheden Yiğitlerinin kahramanlığı ve askerî kabiliyetleri övülecek yerde "Allahın lûtfundan surun büyük bir kısmı hiç bir sebepsiz yıkıldı, bunun üzerine müslümanlar şehre girdiler" gibi sözlerle bir mucize ve ilâhî bir kuvvet aramakta, efkârı umumiyeyi bu manevî kuvvete inandırmaya uğraşmaktadır.

Sedat Rıza Aran, "Din ve kültür" başlıklı yazısında: "Din hakikî ve gerçek mânasıyla, manevî ve ahlâkî varlığımızı besleyen bir ruhî membadır. İnsanın dine yaklaşması için geçireceği birçok

- 2 -

• Verilen cevaplarda : Daire ve şube adının yazılması.

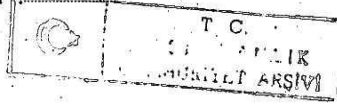
030	10			86	571	40
-----	----	--	--	----	-----	----

T. C.
Başvekelet
BASIN VE YAYIN UMUM MÜDÜRLÜĞÜ

Ankara:

Daire :

Sayı :



- 2 -

safahat vardır. İnsan ne kadar olgunlaşırsa telâkkileri de o nisbette olgunlaşır demektir." sözleriyle dinî inançları olmayanların olgun insan olamayacaklarına işaret etmektedir.

Kutlu Bilgi mecmuası, her iki sayısında da islâm dininin müdafaasını yapmakta ve bu arada cemiyeti orta çağ zihnîyetine ve geriye götürecek telkinlerde bulunmaktadır.

Keyfiyet derin saygılarımla yüksek huzurlarına arz olunur.

Umum Müdür

Selim Sarper
(Selim Sarper)

030			88	571	40
-----	--	--	----	-----	----

Verilen cevaplarda : Daire ve şube adının yazılması.

BASIN VE YAYIN UMUM MÜDÜRLÜĞÜ	Nu. 139-944-4700
-------------------------------	------------------

DİYANET İŞLERİ BAŞKANLIĞI

Yazı İşleri Müdürlüğü

6/4/1965

Sayı: 9220

Konu:

.....Valiliğine

.....Kaymakamlığına

.....Müftülüğüne

Göreve başladığımdan bu yana Diyanet İşleri teşkilâtı ve bu teşkilâtta görevli kimselerin hareketi ile ilgili gördüğüm aşağıdaki hususların bütün teşkilât kademesindeki görevlilere duyurulmasını ve bundan sonra yapılacak işlemlerin aşağıdaki görüşlere uygunluğuna gayret edilmesini rica ederim:

I- Din işleri görevlilerini, yurt kalkınmasının temel şartı saydığımız manevî unsuru, harekete getirecek ve verimli kılaçak kuvvetlerin başında mu-talaa etmekteyiz.

Cemiyeti topyekûn kalkınmanın his ve şuuruna iletmek için, ona, ya-sadığı ortamı daha iyiye, daha güzele erdirmenin heyecanını vermek gerekir. Bu heyecanı vermede ve onun fikir ve vicdanlarda makes bulmasında din görevli-lerinin rolü büyük olacaktır.

Bu sebeple bütün din işleri görevlilerinin:

a) Yirminci asrın modern Türkiye'sine yaraşır, din görevlisi hâviyet ve ehliyetine sahip olmak için, şart sayılan, dinî ve dünyevî bilgilerde nok-sanı bulunan varsa -Bakanlığımın bütün imkânları ile hizmetlerine hazır oldu-ğunu bilerek- kendilerini tamamlamaya gayret etmelerini;

b) Müslüman Türk halkının birlik ve beraberliğinin korunmasına, yarı-^{ın} güvenlik içinde olması için her cihetten gelen ve gelecek olan zararlı akımlardan masun kalmasına, görev hudutları içinde azami dikkat göstermelerini;

c) gerek görev ve ödevlerin ifasında, gerekse özel hayatlarında, gö-revlisi bulundukları yüce dinin de emir ve tarif ettiği gibi, -İYİ VE İDEAL İNSAN- ın olumlu örneğini vermeye dikkat etmelerini; Kanunların tanıdığı yet-kilerini ve Müslüman Türk halkının -temsil ettikleri yüce dine bağlılıkları sebebiyle- gönlünde buldukları saygıyı kötüye kullanmaktan dikkatle kaçınma-larını;

ç) meslektaşlar arasındaki çatışmaların, guruplaşmaların, geçimsiz-liklerin, şikâyet ve didişmelerin yalnız kendilerini değil, topyekûn Türk Mil-letini olumsuz yönden etkilediğini hatırdan çıkarmamalarını; Bu gibi davranış-lardan hem kendilerini, hem arkadaşlarını alıkoymalarını;

d) içinde bulunulan maddî güçlükleri, bu yüzden çekilen sıkıntının

./..

051

DEVLET ARŞİTLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ
CUMHURİYET ARŞİD

- 2 -

acı gerçeğini inkâr etmek en hafif tabirle insafsızlık olur. Ancak hem ulu bir dinin temsilcisi, hem de Anayasa hükmü ile Devletin görevlisi olarak, zekât, fitre ve iskât-ı salât gibi işlemlere karışmak suretiyle şahıslarını ve camialarını küçük düşürücü davranışlardan da kaçınmaları gerektiğini; esasen müdrik bulunduklarına inanmaktayız. Ancak keyfiyeti bir kerre daha önemle hatırlatır, başarılar dileriz.

2- Bazı müftülüklerin teşkilâtlarında vazife almak isteyen Yüksek İslâm Enstitüsü, İlâhiyat Fakültesi ve diğer Fakültelere devam eden talebelere, nitelikleri müsait olduğu halde, sırf talebe olmaları sebebiyle vazife vermekten kaçındıkları; buna sebep olarak da 4007 Sayılı Kanun hükümlerini ileri sürdükleri öğrenilmiştir:

a) 4007 Sayılı Kanun ve onun değiştiren 4214 Sayılı Kanun 183 Sayılı Kanunla yürürlükten kaldırılmıştır. Bu sebeple göreve alınacakların talebe olmaları kanunî bir sakınca sayılamaz.

b) Özlenen din işleri görevlilerini yetiştirmek için, onların daha ileri öğrenim yapmalarını önlemek değil, teşvik etmek, mevcut imkânlar nisbetinde yardımcı olmak öngördüğümüz esaslardandır. Daha ileri öğrenim yaparken bir taraftan da din işlerinin icrasında görev alanlar, bir yönü ile de fiilî staj yapmış olacakları cihetle, daha verimli ve mütekâmil din görevlisi olarak yetiştireceklerdir. Ancak bu durumda olanların üstlenedikleri görevin gerektirdiği faaliyetlerini de asla aksatmamaları esastır.

3- Talebe olduğu halde Diyanet İşleri teşkilâtında görevli olanların, sırf talebe oldukları mucip sebebi ile, müddetleri geldiği halde terfi ettirilmemeleri hususundaki tatbikat hiçbir hukuk anlayışı ile bağdaşamaz. Uhdesine verilen vazifeyi aksatmadan gören ve gerekli sicili alan her görevli, talebe olsun olmasın, mutlaka terfi ettirilmelidir.

4- Vazife deruhte ettiğim günden bu yana intikal eden bazı muamelât ile bilgi edindiğim cihetle bazı Vali ve Kaymakamların Müftü, İmam-Hatip ve Vaizler üzerinde kanunun verdiği yetkiyi aşan tasarruflarda bulunmaya meyilli olduklarını müşahade ettim.

Vali ve Kaymakamlar Diyanet İşleri Başkanlığının bağlı bulunduğu Başbakanlığın da o yerdeki temsilcisi sıfatı ile ve İl İdaresi Kanunun tanıdığı haklar çerçevesinde din işleri görevlileri ile ilgilenebilirler.

/..

051

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ
CUMHURİYET ARŞİVİ

3 -

Kanunun verdiği yetki ve vazife şumulünü aşan hiçbir davranış taramızdan /fi
iyi kabul görmecektir.

5- 5/Mart/1965 tarihli ve onun ekli olan 8/Mart /1965 tarihli Diyanet İşleri Başkanlığı tamiminde (gazete, mecmua gibi yayın vasıtalarında yazı yazmanın Başkanlığın müsadeseine tabi olacağı) yolundaki ifadenin farklı anlayış sebebiyle, bazı üzücü tatbikata vesile olduğu öğrenilmiştir.

Anayasamızın 154 üncü Maddesi hükmünce genel idare içinde mütalaa edilen Diyanet İşleri Başkanlığı teşkilâtında görev alan arkadaşlar Memurin Kanununun 9 uncu Maddesi ile yasaklanan siyasi beyanatta bulunamazlar. Bunun dışındaki her türlü fikri, meslekî ve ilmî faaliyetleri ile yazma, yazışma ve yayın hürriyetleri Anayasamızın teminatı altındadır.

Mer'î Kanunların belli hükümlerini ihlâl etmedikçe kimsenin hürriyetini kısıtlamak, fikri faaliyetini önceden kontrole tabi tutmak hiçbir makamın hakkı olamaz. Mezkur tamimin bu anlayış içinde mütalaa edilmesini ehemmiyetle rica ederim.

Mehmet Altınsoy
Mehmet Altınsoy
Devlet Bakanı

865
Müftülük
12.4.1965
K. 7

051					
-----	--	--	--	--	--

3

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ
CUMHURİYET ARŞİVİ

T . C .

Diyanet İşleri Reisliği

Yazı İşleri Müdürlüğü

Sayı : 1531

20/II/939

1531

Mut

Müftiliğine

18 Birinci Kânunda başlayacak olan " Onuncu Tasarruf ve yerli Mali Haftası " münasebetile geçen senelerde olduğu gibi bu yıl dahi mezkûr hafta zarfında tasarruf hakkında yazılmış olan Hutbelerinin okunması ve Vaizlerin da aynı esaslar üzerinde Vaz ve nasihat etmeleri ve bu suretle Hutbe ve mevzuların behmehal atideki mevzular etrafında yapılması lüzumunun Hatip ve Vaizlere tebliği ehemmiyetle tavsiye olunur .

- A - Yerli mali kullanmanın bir Millî borç olduğu ve bütün yurt ve Ulus için faydaları .
- B - Para biriktirmenin ferdçe ve Ulusca ehemmiyeti , Biriktirilen paraların Bankalarımıza yatırılması , Bankalarımızda 1938 senesinde 100 Milyonu bulan tasarruf hesaplarının kısa bir zamanda 500 Milyonu bulmasının Ulusal bir hedef olarak anlatılması .
- C - Tasarruf ve Yerli mali haftası aynı zamanda Üzüm , İncir , Fındık , Fıstık , Malatya Kayısı , Portakal , Elma haftası olduğundan bu hafta her yerde ve her evde bu Yemişlerimizin yenmesi lüzum ve faydalarının anlatılması .

Diyanet İşleri Reisi .Y

Muavin

Abd. H. H. H.

05	1233			4	36	9
----	------	--	--	---	----	---

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ
CUMHURİYET ARŞİVİ

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ

CUMHURİYET ARŞİVİ

ÖZETİ :

T. C.

BAŞBAKANLIK
MUAMELÂT UMUM MÜDÜRLÜĞÜ
Kararlar. Müdürlüğü

3/13938

76 - 648

Gelen evrakın	Tarihi	
	No.	
Yazan Memur		
Yazı tarihi		19/II/1951
Beyaz eden		CH.T.
Beyaz tarihi		19.11.
Karşılaştıranlar		
Dosya No.		3981
Gidiş No.		1
Ekleri		
Sevk tarihi		14/12/51
Kaydeden		

Not :

Karar

Diyanet İşleri Başkanı Eyyup Sabri Hayırlıoğlu'nun mabet dışında ruhanî elbise giymesine izin verilmesi; İçişleri Bakanlığının 15/II/1951 tarihli ve 42212-I/64922 sayılı yazısı üzerine, 2596 sayılı kanunun birinci ve bu kanunun uygulanmasına ait tüzüğün 4 üncü maddesi^{er}ne göre, Bakanlar Kurulunca 22/II/1951 tarihinde kararlaştırılmıştır.

İçişleri Bakanlığına K:
Neşriyata

Diyanet İşleri Başkanı Eyyup Sabri Hayırlıoğlu'nun mabet dışında ruhanî elbise giymesine izin verilmesi hakkındaki Bakanlar Kurulu kararının sureti sunulmuştur.

İçişleri Bakanlığına yazılmış ve Resmî Gazeteye verilmiştir.

Başbakan yerine
Müsteşar

19/XI/1951
CH.

19.11.1951

[No. 9]

Başbakanlık Devlet Matbaası

PTT

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ
CUMHURİYET ARŞİVİ

Devlet telgraf muhaberatından dolayı mesuliyet kabul etmez.

70618

TEL GRAF

(Örnek : İEB. 1)

YOL

Servis işaretleri

Adres : ...

ELT

SEVGİLİ MUSLUMAN BASVEKİLİMİZ ADNAN MENDERES
ANKARA

Sıra No.	İlk merkez	No.	KELİME	VERİLDİĞİ	RESMİ	ORTA MERKEZ	ALINDIĞI	İMZA
				Tarih	Saat		Tarih	Saat
7	BALA	106	89	24/3/1958	11/00	HUSUSİ	SURET	24/3/1958 18/00

SADAN GOKTURK

ASIRLARIN İHMALİNE UGRAYAN BU MUBAREK VATANA SİZLER GİBİ KAHRAMAN MUCAHİT BİR ÖNDERİ LÜTFEDEN ALLAHA HADSİZ SÜKURLER EDİYORUZ. İKTİDARA GELDİĞİNİZ GÜNDEN BERİ TURLU MASKELER ALTINDA MUKADDESSİZ NİZA YAPILAN TECAVÜZLERE KARŞI SAYANI TAKTİK MÜCADELELERİNİZİ GÖRME KİLE BAHTİYARIZ. ALLAHA RESULUNE KİTAPLARINA KUFUR VE HAKARET EDENLERE KARŞI KANUN TEKLİFİNİZİN MERİYETE GİRMESİNİ BUTUN RUHUMUZLA ARZU EDİYORUZ. BİZLER VE MAZİ TARAFINDAN PERDEİ GAYD ARKASINA ÇEKİLEN MUBAREK ECDADIMIZIN NURANI KAFİLELERİ ULVI MAHALLARINDAN BU KUTSİ HİZMETİMİZİ İMÂNEN ALKİTSLİYORLAR.

030 01 21 1195

PTT

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ
CUMHURİYET ARŞİVİ

Devlet telgraf muhaberatından dolayı mesuliyet kabul etmez.

TEL GRAF

(Örnek : İEB. 1)

YOL

Servis işaretleri

Adres : ...

Sıra No.	İlk merkez	No.	KELİME	VERİLDİĞİ	RESMİ	ORTA MERKEZ	ALINDIĞI	İMZA
				Tarih	Saat		Tarih	Saat
						HUSUSİ		

SUKRAN DUYGULAR İLE EN DERİN SEVGİLERİMİZİ ARZ EDERİZ.

D. KISLA D.P. OCAK BASKANI
ALI İHSAN

030 01 21 1195

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ
CUMHURİYET ARŞİVİ
DİYANET İŞLERİ REİSLİĞİ
Zat İş.Sicil ve Lv.Md.İşleri

Ankara, 6 Ağustos 1957

Sayı : 123

17321

Hülasa :

Eki

1

Başvekâlet Yüksek Makamına

10 Haziran 1957 tarih ve 12432 sayılı tezkeremize ektir.

Diyamet İşleri Reisliğinde tetkikle görevli İstanbul Üniversitesi'nde Doçent Dr.M.Fuat Sezgin tarafından verilen 3 No'lu raporun ilişik olarak takdim kılındığını en derin saygılarımla arz ederim.

Başvekâlet Müsteşarı
Diyamet İşleri Reis V.
A.Salih Koyur

M. S. Koyur
7. VIII - 1957
ok.

BAŞVEKÂLET EVRAKI		
Tarihi	Numarası	Eh
8.8.57	117	1

Cevaben yazılacak muhaberatın alt olduğu Müdürlüğün tarih ve numarasının derci rica olunur.

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ
CUMHURİYET ARŞİVİ
DİYANET İŞLERİ REİSLİĞİ

Ankara, ____/____/ 195

Sayı : _____

Sahife: 3

Hulâsa :

Eki

Bu büro resmen Diyanet İşleri Reisinin riyaseti altında toplanmak üzere mümkün merteye modern formasyona sahip mütahassıslardan ve kısmen de muayyen saatlerini bu işe ayırabilecek Üniversite hocalarından teşekkül edecektir. Kurulması matlup olan bu büronun vazifesi iki mihver etrafında toplanacaktır:

1-Müftü ve vaizlere muayyen bir müfredat programını hazırlıyarak onları, vatandaşa muayyen hedeflere doğru ve muayyen sınırlar içerisinde telkinlerde bulunmaya çalışmak, geliş güzel, disiplinli ve hatta muzır bigiler vermekten uzaklaştırmak.

2-Müftü ve vaizleri klasik malumat ve kitapların dışına çıkartarak yeni ve orjinal kitaplar okumaya sevk etmek, ilmin tarih seyirinden haberdar etmek, mümkün olduğu kadar onları modern asırda yaşayan din adamları haline getirmek.

Gerçekten güç olan bu ikinci vazifenin ifası bazı çare ve tedbirlere başvurmayı gerektirmektedir. Muayyen mevzu ve muhtevalı kitaplar telif ve tercüme ettirmek, mükâfat veya müsabaka usulü ile kitaplar hazırlatmak, bunları tab ve teksir ettikten sonra müftülüklere dağıtmak, müftü ve vaizlerden bunların hulâsalarını yapmalarını istemek, gönderilen hulâsaları büronun muayyen elemanlarına kontrol ve tenkit ettirmek ve bu hulâsaları değerlendirmek, neticeleri alâkalalara bildirmek, böylece Diyanet İşleri Reisliğinde çalışan elemanları mütemadiyen yeni bilgiler kazanmaya ve bu bilgilerle halkın karşısına çıkmaya mecbur etmek... İlh.

Bu her iki tedbirin salim netice vermesi için bizaatihi müftülüklere, hem şekil ve hem de esasa tealluk eden bir nizam vermek lâzımdır. Birçok kasabalarda olduğu gibi, müftüyü evinde değil muayyen bir büroda çalışan Devlet memuru olarak cemiyetin huzuruna çıkarmak, asgarî diğer devlet dairelerinde bulunan bir konfora kavuşturmak, müftülükleri zamanla küçük birer kütüphaneye sahip kılmak, hatta zamanla halkın gelip okuyabileceği, munazara yapabileceği canlı birer yuva haline getirmek lâzımdır. Aksi takdirde şekil

Cevaben yazılacak muhaberatta ait olduğu Müdürlüğün tarih ve numarasının derci rica olunur.

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ
CUMHURİYET ARŞİVİ
DİYANET İŞLERİ REİSLİĞİ

Ankara, ____/____/195

Sayı : ____

Sahife: 2

Hölâsa :

Eki

Bununla muktedir din adamları sayesinde, geniş halk kitlesi üzerinde başarmak istediğimiz birçok hamleleri dinî donelerden faydalanarak daha cazip göstermek ve onlara benimsetmek, varlığımız için zararlı addettiğimiz unsurları yine aynı yollarla bertaraf etmek gibi fonksiyonu kastediyorum. Zira, din cemiyetimizde, fertler için elyevm en kuvvetli derhni muhasebe unsuru olarak varlığını muhafaza ediyor. Bu unsurdan iyi faydalandıldığı takdirde çok iyi neticeler alınacağı hususunda Türk Milletinin tarihinde birçok misâller mevcuttur. Bütün camid manzarasına rağmen Diyanet İşleri teşkilâtında çalışan bazı müftü ve vaizlerin, klasik faaliyetin hududunu aştıkları takdirde çok iyi neticeler alabileceklerini zaman zaman isbat etmişlerdir. Maalesef ne bu hususta ortaya çıkan ehemmiyetli misallerden ve neticelerinden gerektiği kadar faydalanılmış ve ne de bunlar efkârı umumiyede lâyık olduğu aksi sadayı bulmuştur.

Şuna temamille kani bulunuyorum ki, iyice faydalandığı takdirde ideal vaiz ve müftü,Devletin hizmetinde Maarif davasının yükünü en aşağı yarı yarıya omuzlamış olan bir zümre meydana getirecektir. Devletin okuyup yazma davasına , gümrük kaçakçılığını önleme davasına, orman davasına hatta suçları önleme gibi birçok davalarını kütleyesindirmeğe çalışacak olan bu zümre mensuplarının eski şekillerinden ayrı bir nızama sokmak, birtakım teknik imkânlardan faydalandırmak gerekecektir. Bu yeni nizam için gerekli bazı imkânlar teminini bire karşı belki de bin misli netice veren yüksek randımanlı bir yatırım telakki etmek lâzımdır. Bizdeki din adamlarının hepsinin muayyen hedeflere ulaşma gayesini kendi başlarına tahakkuk ettirebilecek bir formasyona sahip olmadıkları vakıası karşısında muayyen bir zaman için merkezîyetçi bir sisteme başvurmak zarureti vardır. Şöyle ki, Diyanet İşleri Riyasetinde Müşavere Hey'etinden ayrı olarak tesis edilecek ve caiz ise "Manevî Galkınma Bürosu" veya "Toplu Çalışma Bürosu " diye adlandırılabilacak bir organizasyona gidilmelidir.

Cevaben yazılacak muhaberatta ait olduğu Müdürlüğün tarih ve numarasına derei rica olunur.

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ
CUMHURİYET ARŞİVİ
DİYANET İŞLERİ REİSLİĞİ

Ankara, 1 / VIII 1957

Sayı : _____

Hülasa :

Rapor No.3

Eki

BAŞVEKALET YÜKSEK MAKAMINA

Yüksek makamınıza sunmuş olduğum I No:lu maruzatımda Türkiye'de din müessesesinin ıslahı için gerekli personeli yetiştirme meselesi üzerinde durmuştum. Bu ve müteakip maruzatımda din müessesesinin memleketimizdeki tedvir organı olan "Diyanet İşleri" teşkilâtı bünyesinde alınması zaruri olan tedbirler üzerinde duracağım. Bu hususta da ilk olarak müftü ve Vaizin cemiyetimizdeki fonksiyonuna temas edeceğim.

Hususi yönetmeliğinde "İslâm Dininin itikâdât ve ibâdâtına dair bütün ahkâm ve mesalihinin tedviri vazifesiyle mükellef ve müftülerin mercii" diye tarif olunan Diyanet İşleri teşkilâtı dikkatle mülâhaza edildiği zaman, tesis olunduğu günden itibaren, bazı kadro inkişaflarına rağmen donmuş bir müessese olarak karşımıza çıkmaktadır. 1924 senesinde, müstacel birçok tedbirler almak zorunda kalan bir cemiyetin, derinliğine bir etüd neticesi olmadan, sinesinde ortaya çıkmış bulunan bu müessese aradan otuz sene geçtiği halde ciddi bir tadile tabi tutulmamıştır. Cemiyetimizde dinin ehemmiyetli veya bazen zararlı olduğu iddiaları nasıl sosyal bir problem olarak ilmi metodlarla etüd edilip cevaplandırılmamış ise, Diyanet İşleri Teşkilâtının bünye ve ehemmiyeti üzerinde bugüne kadar ciddi bir şekilde durulmamış görünüyor.

Diyanet İşlerinin gerek bu camit manzara altında geçirmiş olduğu 33 yıllık mazisinden elde edilebilecek bazı ipuçları ve gerekse memleketimizdeki din probleminin sosyal bir zaviyeden tetkiki "itikâdât ve ibâdâta dair ahkâm ve mesalihinin tedviri"nden çok daha geniş olarak memleketin manevi ve maddi kalkınmasında cidden ehemmiyetli bir fonksiyona sahip olduğu hakikatini ortaya koymaya kâfi geliyor.

Cevaben yazılacak muhaberatın ait olduğu Müdürlüğe tarih ve numarasını derci rica olunur.

DEVLET ARŞİVİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ
T.C. İÇİŞLERİ BAKANLIĞI
DİYANET İŞLERİ REİSLİĞİ

Ankara, .../...../ 195

Sayı :

Sahife: 4

Hulâsa :

Eki

üzerinde fazlaca hassas olan bir nesil, kendisi ile din müessesesi arasında daima bir mesafe bulacaktır. Nitekim İstanbul gibi asırlarca İslâm âleminin birinci derecede merkezi olarak kalmış bir şehrin müftülük dairesinin arzettiği köhnelik ve perihanlığın menşeinin haksız yere İslâm dininde aranmasına devam edilecektir.

Diyanet İşleri Riyaseti emrinde memleketin muhtelif yerlerini dolaşarak muayyen fikirleri telkin edecek müteharrik bir şekilde çalışacak ekipler bulundurmak, hatta muayyen bir muhitte bazı müftülüklerdeki kıymetli elemanları ekip haline getirerek periyodik olarak kasaba ve köylere göndermek, bunları mümkün olduğu nisbette modern vasıtalarla mesela jiplerden faydalandırmak, mühim va'z, nasihat ve mevlitleri diktafon ve lingafonlarla ücre köşelerde kalmış halk tabakasına sık sık dinletmek, hulâsa dîni ve manevî telkinleri mabetlerin dışına da çıkartmak çarelerini aramalıdır. Şayet bu tedbirlerin bütün memlekette tatbiki ilk sıralarda çok güç görünüyorsa, ve müstakbel neticeleri hakkında daha vazıh bir kanaat sahibi olmak isteniyorsa Diyanet İşleri Riyaseti emrindeki seçme elemanları memleketin mahdut bir bölgesinde fealiyete geçirmek, daha önce muhtelif istatistikleri tesbit etmek, bir müddet sonra okuyup yazma nisbetindeki artış, muhtelif suçlardaki azalma, halkın muhtelif hayırlı işlere iştiraki, orman yangını, gümrük ve vergi kaçakçılığı gibi mevzular hususunda mukayese neticelerini göz önünde bulundurmak gibi tetbir ve tecrübelerle tevessül edilebilir.

Saygılarımla arz ederim.

Diyanet İşleri Reisliğinde tetkikle
görevli

Doğ. Dr. M. Fuat Sezgin

F. Sezgin

Cevaben yazılacak muhaberatın ait olduğu Müdürlüğün tarih ve numarasının derci rica olunur.

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ
CUMHURİYET ARŞİVİ

T. C.
BAŞVEKÂLET
MÜTEHASSİS MÜŞAVİRLİĞİ

Sayı : 108

8.VIII.1957

F 14

NOT :

7.VIII.1957 tarihli Yüksek havale emirleriyle Diyanet İşleri Reisliği'nin 6.VIII.1957 tarihli ve 123/17321 sayılı yazısına ekli Doçent Fust Sezgin'in 1.VIII.1957 tarihli ve 3 sayılı raporu tetkik olunmuştur :

I.- RAPORUN MUHTEVASI :

Rapor, (Diyanet İşleri Teşkilatı Bünyesinde) alınması lâzımgelen tedbirlerden müftü ve vâizlere ait olanları incelemektedir . Raporla göre müftü ve vâizlerin, içtimai nizamı ve içtimai hâmlerimizi kitleye duyurmak ve hazmettirmek vazifeleri de olmalıdır . Bu suretle suçların dahi azaltılması mümkündür . Diğer taraftan verilen vâizlerin muhtevaca olgun olmaları ve muayyen bir nizamla bağlanması da gerekmektedir . Bunun için :

a) Merkezde Diyanet İşleri Reisliği'nin Riyaseti altında Müşavere Heyeti haricinde bir "Manevi Kalkınma Bürosu" teşkil edilmeli ve bu büro tarafından vâizlerin müfredat programı tesbit edilmeli ;

b) Müftü ve vâizlerin, kültürlerini artırmak için çeşitli kitaplar telif ve tercüme ettirilerek muntazaman okumaları temin olunmalıdır .

Müftülerin, herhangi bir devlet dairesi gibi daireleri olması ve burada muntazam dinî kütüphaneler tesis edilmeli, münazaralar yapılmalıdır .

Diyanet İşleri Reisliği emrinde muhtelif heyetlerin memlekette muayyen fikirleri telkin etmek üzere dolaylaştırılması lâzımdır . Diyanet İşleri Reisliği kadrosundaki elemanlarla muayyen bir bölgede şimdiden bu hususta tecrübeler yaptırılarak neticelerin müşahadesi mümkündür .

II.- MÜŞAVİRLİĞİNİZİN MÜTALASI :

Yukarıda hülâse ettiğimiz vâiz ve müftülere dair raporda ileri sürülen düşünceler esas itibarıyla yerindedir . İçtimai nizamın korunması esasen dinimizin esas gayelerinden birini teşkil etmektedir . İçtimai ilerlemelerimizin müdafasını din edemlerimizin deruhte etmesi de tabii ve hatta zaruri görülebilir . Bu suretle yeni ve gelecek nesillerle dinimiz arasındaki irtibat kuvvetlendirilmiş ve dinimizin içtimai yükselmemize mani değil, emil olduğu keziyyesi unumi kabule mazhar olmuş bulunur . Bu tabbikat şekli; ne dinimizin, ne lâikliğin prensiplerine zıd hiç bir hususu ihtiva etmemektedir.

7 sayfa

030	01			105165218
-----	----	--	--	-----------

T. C.
BAŞVEKÂLET
MÜTEHASSİS MÜŞAVİRLİĞİ

Sayı :

- 2 -

Miftü ve vâizlerin telif veya tercüme ettirilecek kitab-
larla tenvir edilmeleri ve va'zların bir nizamla bağlanarak müfredet program-
larının tesbiti mütalâaları da yerinde olmakla beraber bu programların dar
tutulmamasının gözetiminde bulundurulacağı da şüphesizdir .

Din adamlarımızın gezdirilmesi suretiyle irşatte bulun-
maları ve bu suretle işe bir canlılık verilmesi de faydalı olarak mütalâa
edilmektedir . Tetkik konusu rapor , Diyanet İşlerimize dair olarak bir seri
halinde tamamlanacak tetkikattan yalnız bir mevzuu ele aldığına göre , bütün
tetkikât raporlarının tamamlanmasından sonra gerekli kâriyârlara varılacağı
bedihidir . Ancak , müftü ve vâizlere dair serdoluşan mütalâaların tatbik sa-
hasına konulması kamunî bir tâdili icap ettirmedikinden Yüksek tasvipleri
lâzîm olduğu takdirde raporda da ifade edildiği üzere , muayyen bir mînakada
tecrûbe mahiyetinde kısmî bir uygulama , şimdiden mümkün görülmüştür .

En derin saygılarımla arz ederim .

Mütehasşıs Müşavir

takdim
9.8.1957
nt

Müşavir Reşf. ye arz
edilmiş. Enat saygıları
diğer raporlarını da
nerhesinler sonra
say fiyetin düşünülür
olup, alınmışlardır .
13 - VIII - 1957
22 .

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ
DİYANET İŞLERİ REİSLİĞİ
Sayı 1200

S U R E T

TAYYARE HAKKINDA
MÜFTİLERE TAMİM

=Ey mü'minler düşmanlara karşı gücünüz yettiği kadar kuvvet ve "haralarda" beslenüp terbiye edilmiş atlar hazırlayınız; o kuvvetle Allahın ve sizin düşmanlarınızı, hem de sizin bilmeyüp de yalnız Allahın bilmediği sinsi münafıkları korkudursunuz; bu kuvvetleri ihzar için Allah uğrunda ne sarfederseniz; onun eciri size ziyadesile ödenir, hiç de zarar etmezsiniz." (Enfal suresi, âyet 6)

Yukarda unvanı mekal olarak intihap ettiğimiz âyeti kerimede Cenabı hak dinimizin şerefini, vatanımızın namus ve istiklâlini muhafaza ve müdafaa için "Kuvvet" hazırlamaklığımızı emir buyuruyor. Çok sarîh olan bu emri ilâhî, kuvvet ihzarının her vazifenin fevkinde ve en mütehattim bir borç olduğunu ifade etmektedir. Hazırlanan bu kuvvet, açıktan açığa ızharı husumet eden düşmanların tecavüzüne, aşılmaz kale ve geçilmez bir set teşkil edeceği gibi fırsat bekliyerek pusularda gizlenmiş düşmanların nifakcûyâne hareketlerini de akim bırakacağını en belîğ lisanı kur'ân ile bildiriyor.

Tarihin her devrinde insan zekâsı bir taraftan benî nevinin seadeti hayatını yükseltmeye çalıştığı halde diğer taraftan insanlar bir birlerini imha ile uğraşmışlardır. Hayatı beşerle birlikte başlayup seyreden tababet tarihi, beşerin maruz bulunduğu tehlikelere karşı hayat ve sıhhatini korumak için her asra ait çetin ve uzun bir mesai mahsulü ve çok feyizli terakki hamleleri kaydederken öbür taraftan insan oğlunun cihanşumul felâketli muharebelerinde çeşit çeşit imha vasıtalarıyla boğuştuğuları görülmektedir. Hatta medeniyet tekâmül ve inkişaf ettikçe bu tahrip ve imha vasıtaları da onunla birlikte tezayüt ve tekâmül etmiştir. Teakubu eyyam ile muharebeler denizlere de sirayet etmiş, denizlerin üstünden altına geçmiş, nihayet ordular kanatlanarak havalara yükselmiştir. Bu gün en medenî oldukları kabul edilen milletlerin gök yüzünü kaplıyan binlerce tayyare ile bir birlerine saldırdıklarını ve asırların meydana getirebildiği muhteşem bir medeniyet tesiri olan mamurelerin, belâyı âsumânî gibi yagan bombalarla harabezare çevirdiğini görmek bizi ve bütün insanlık alemi dilhûn etmektedir.

(Siyasetde merhamet olmaz) meselânın en büyük bir hakikat ifade ettiğini bu gün kürei arzın en mütemeddin menatıkında şahidi olduğumuz elim vukuat ile bir kerre daha anlıyoruz. Yurtlarında refah ve seadet içinde yaşayan nice milletlerin bu gün kendi yurtlarında sefil birer esaret hayatı yaşadıklarını görmek çok acıklı bir levhai ibret ve intibahtır.

030	01			105	657	1
-----	----	--	--	-----	-----	---

Gaflet uykusuna dalarak yarının vukuatına hazırlanmayanların hali işte budur. Görülüyorki (zaifler için hakkı hayat yoktur) düsturunun en yakın mâsadakı, hayatı siyasiyyeye ait olan haktır. Binaen aleyh menfur bir ihtirasın mevâüdi olup gafil ve atıl milletlere mukadder bulunan meş'um akibetlerden aziz yurdumuzun her zaman masun kalmasının tek bir yolu vardır ki bize o yolu yukarda yazdığımız âyeti celilede Allah göstermiştir: "Denizlerden kaynayan, yerlerden fışkıran, göklerden ateş yagdıran bu mütenevvi ve kuvvetli tahrip vasıtaları ile her millet gibi bizim de mücehhez bulunmamızdır.

Âyeti kerimede mutlak olarak zikredilen (Kuvvet) ile her devirde o devrin son icadı olan mükemmel harp vasıtalarının ihzar ve tedariki emrolunmuştur.

İhzarı ile memur bulunduğumuz bu (Kuvvet) in hudut ve şümülünün, sahasının derecei vüsatini anlamak için ()=gücünüzün yettiği kadar) nazmı şerifine dikkat etmek kâfidir. Bu kelimeden anlaşılan manaya göre Allah teâlâ bizden kuvvet hazırlamak için, bütün gücümüzü sarf ederek takatımızın son haddine kadar çalışmamızı istiyor. Bu derece çalışmakla ancak vazifemizi yapmış olacağız. Âyeti kerimede bir taraftan kuvvet hazırlamamız emrolunmuş, diğer taraftan kuvvetin kemmiyet ve keyfiyeti takatın müsaadesine, zamanın icaplarına ve hücumu melhuz olan düşmanların haline bırakılmıştır. Binaenaleyh, zamanın harp kuvvetleri ne ise bizim de onlarla mücehhez olmamız muhkem bir farizadır.

Bu âyetin nazil olduğu asrı seadette en çetin harp, süvari muharebeleri ve en kuvvetli vasıtai harbiye süvari atları idi. Bunun için kur'ânın müstakil bir suresinde ve müteaddit âyetlerinde süvari atları methedildiği gibi bunları yetiştirmek hususunda Peygamber efendimiz ve hulefai raşidîn taraflarından müteaddit haralar tesis edildiğini Buharînin sahihindeki rivayetlerden öğreniyoruz. Yukardaki âyette "Kuvvet" kelimesinin umumunda bunlar da dahil iken ayrıca tasrih edilmesi süvari harbinin ve süvari atlarının haiz bulunduğu ehemmiyete mebnidir. Zamanımızdaki muharebelerde ise bunlardan başka bir de motörlü harp aletleri çıkmış ve birinciliği almıştır. Binaenaleyh vatan müdafaası için karada, denizde, göklerde... hulâsa ... her sahada hazır bulunmakla beraber bu gün her kuvvetin başında gelen Tayyareciliğe daha hususi bir ehemmiyet vermek her Türk ve Müslüman için dinî bir vecibedir.

Esas itibarile islâm dini, cidalci bir din değildir; sulh ve sükûn dinidir, onun yegane gayesi, beşeriyetin selâmet ve seadeti umumiyesidir.

Enfal suresinin bundan evelki ve sonraki âyetleri buna şahittir. Bununla beraber dinimiz en yüksek bir izzeti nefis dinidir; millî istiklâlî, vatanî haysiyeti en yüksek bir umde olarak kabul ve bunların muhafazasını emreder. O, vatanın harimine, milletin şeref ve istiklâline

030 01

105/657/11 6

karşı en ufak bir tecavüzü bile afvetmez. Düşmanın kemmiyet ve keyfiyetine bakmaksızın mutlak surette yuğdun müdafaasına talep eder. Tarihimizin en müşkül zamanlara ait zafer ve şehamet destanlarıyla bezenmiş sayfeleri, hep bu mefkûre ile ve bu uğurda dökülen şehit kanlarıyla yazılmıştır.

Filhakika, (beni sokmiyan yılan bin yıl yaşasın) sözü bizim için meşhur bir meseldir. Fakat her Türk o yılanı bütün hassasiyetle gözler şayet günün birinde başını kaldırırsa da ~~yaşasın~~ yan bakacak olursa mutlaka o zehirli başı ezer. Ecdadımızın merdane kahramanlıkları hep bu yolda tevali ve inkişaf etmiştir. Vatanın harimi ismetine yan gözle bakan zehirli kafaları ezmek için Türk Milleti, cenk ve cidal günlerinde her zaman mücehhez bulunmuştur:

(Hazır ol cenge eğer ister isen sulh-u salâh) mısrağı basiretkârlığımızın tam bir ifadesidir. Uzak, yakın ve büyük, küçük devletler nasıl çalışıyorlarsa, neler hazırlıyorlarsa bizim de öyle çalışmamız ve hazırlanmamız icap eder. Hazırlık mutlaka savaşmak için değildir. Belki daha ziyade harpten içtinap içindir. Her ihtimale karşı uyanık bulunmak zaruridir.

Atalarımızın: (kişinin dostu bir ise düşmanı bindir), (Su uyur düşman uyumaz) sözleri en yüksek birer hitabı ikazdır.

Zaman zaman cihanşümul bir çehrei vahşet arzeden bu günün harbinde her millet müdafaası ve istiklâlini muhafaza hususunda ancak kendi kuvvetine dayanmağa ve bu kuvveti sür'at ve metanetle hazırlamak için yurdun her tarafında el birliği ile büyük gayret ve fedakârlık göstermiye mecburdur. Dinimizin bize emrettiği de budur. Devlet ve Hükûmetin gösterdiği yolda el ele vererek yekpare, metin bir vücut halinde varlık ve fedakârlık gösterebilen milletlere ne mutlu... Herkes böyle bir millete tecavüz değil bilakis onun dostluğunu kazanmağa çalışır. Çünkü; dostluk teveccühü ve yardım ümitleri hep kavilerden beklenmek adettir. Şurası da muhakkaktır ki : dinimiz tevhit dinidir, vahdet dinidir.

MİLLÎ VAHDET VE TESANÜT

Hiç bir sebep ve bahane ile millî sükûnun ve içtimai huzurumuzun bozulmasına yani anarşiye müsaade etmiyen dinimiz bize, her zaman hükümetimize bağlı kalmayı en metin bir esas olarak emretmiştir. Dini celilimiz birliğe muhalefeti ve bozgunculuğu Allaha karşı isyan ve şekavet addeder. İslâm dininin yüksekliği, büyük Türk Milletinin şırası olan muvaffakiyetin esrarı hep bu noktada temerküz eder. Milletimiz, şimdiye kadar, imkânsız görülen bunca müşkilâtı vahdet ve tesanütle başarmış, millet ve hükümetimizin çelik bünyesinde tecelli eden kudreti mukavemet Türkün celâdet tarihinde harikalar kaydeden zaferler kazandırmıştır. Bunun bir misali, cihanmuhayret ve takdirini celbeden millî mücadelemizdir.

030	01			105	657	1
-----	----	--	--	-----	-----	---

Allahın inayetiyle bu gün yurdumuzda, dünyanın hiçbir millet ve hükümetine müyesser olmiyan bir vahdet ve tesanütle ferih fehur yaşamaktayız. Dünyanın maruz kaldığı ve her tarafa sirayet istidadı gösteren vahim buhranlar karşısında memleketimizin selâmet ve masuniyeti, milletle hükûmetin el ele vermek suretile tecelli eden kuvvetli vahdetimize medyundur.

TAYYARENİN EHEMMİYETİ:

Yüksek ehemmiyeti dünyaca bu gün teslim edilmiş olan Hava Kuvvetinin azamet ve ehemmiyetini çok evelden takdir eden Cumhuriyet Hükûmetimizin meydana getirdiği "Türk Hava Kurumu" hava ve tayyare kuvvetlerimizin terakki ve inkişafına çalışmış ve aziz milletimizden büyük yardımlar görmekte bulunmuştur. Hükûmet ve Milletimizin yüksek himayesine mazhar olan bu değerli kurum şimdiye kadar memleketimize mühim miktarda tayyare filoları ve kahraman havacılar kazandırmıştır. Fakat bu günün ihtiyacına tam manasile cevap verebilmesi için bu uğurda bütün vatandaşların ve daha ziyade olanca gayretile yardıma koşması ve kuruma aza yazılması en -- mukaddes bir vatan borcudur. Gayret ve hamiyeti her türlü takdir ve sitayişin fevkinde bulunan muhterem milletimizi bu hususta ikaz ve daha ziyade teşvik ederek kısa zamanda şayanı şükran yardımlar elde edilmesi için bütün müftü, dersiam ve Vaiz arkadaşlarımı, şimdiye kadar olduğu gibi bundan sonra da bu şerefli ve millî vazifenin bihakkın ifasına kemali tehalükle koşmiye davet ediyorum. Herkesin anlıyabileceği açık, sakın ve müessir bir lisanla muhterem halkımızı irşat ve teşvikten bir an geri kalmamış, va'zlarında vahdet ve tesanüdün, uhuvvet ve teavünün islâmdaki yüksek mevkilerini daima halkımıza anlatmış olan Derşiam ve Vaizlerimizin vatanın müdafaasının islâmda haiz olduğu ehemmiyeti de anlatarak bu kudsi gayenin tahakkuku için teşekkül etmiş bulunan "Türk Hava Kurumu" na her kesin aza yazılmasını temine son derece gayret etmelerini beklerim. Yurdumuzun muhafaza ve müdafaası için hava kuvvetine yapılacak esaslı yardımın dünyevî ve uhrevî ecr-ü mükâfatını bütün vatandaşlara anlatılması, icabı hâle göre mintakanızın "Türk Hava Kurumu" başkanı ile temas ederek yapacağınız program dahilinde kuruma umumi bir alâka ve yardım temin etmeniz çok büyük semereleler verecektir.

Şurası da unutulmamalıdır ki :Kuruma yapılacak yardımların birçok nevileri vardır. Aza yazılmak en başta gelir. Kurum her türlü teberruat da kabul eder. Vatana karşı olan muhabbetini göstermekte her vatandaş yekdiğerile müsabaka edercesine mürüvvet ibraz etmelidir. Muhterem Köylü kardeşlerimizin önümüzdeki mahsul senesi için Hava Kurumu hesabına imece usulile ekin ekmeleri, sahipsiz yerleri boş bırakmayup Kurum menfaatına ekip biçmeleri, ne şayanı imtisal kıymetli bir yardım teşkil eder.

020	01			105	657	1
-----	----	--	--	-----	-----	---

Sayı: 1432

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ
CUMHURİYET ARŞİVİİktisat ve Tasarruf haftası
Halkta da

Maf:Ulke:me

12 birinci Kânun 1941 de 12 inci Tasarruf ve yerli mallar haftası başlıyor. Bu hafta devam edecek olan bu millî günler içinde iki Cum'amız bulunuyor ki bu iki günde dinî ve millî günümüz birleşmiş oluyor. Binaenaleyh bu iki cum'a hutbelerinde Hatiplerimizin yegâne hitabet mevzuları : Tasarrufun ne demek olduğunu, ve bu iktisat ve tasarruf devrinde azdan birike birike nasıl muazzam malî bir kudret vücut bulduğunu, yerli mallarımızın ve bilhassa tütün, incir gibi yemişlerimizin sürümü millî bir borç bulunduğunu halka öğretmek olmalıdır. Az olsun, çok olsun tasarruf edilerek Bankalarımızda biriktirilecek paralarımızın en kısa bir zamanda (500) milyonu bulmasının == Ulusal bir gaye olması lüzumu halka anlatılmalıdır.

Bu çok mühim olan mevzuun lâayikile anlaşılabilmesi için "yeni hutbelerimiz" in birinci kısmındaki 30,31,32 inci hutbelerden intihap edilip okunması hatiplere bilhassa tavsiye edilmelidir. Vaizlerimizin ve Müftülerimizin de bu haftanın münasip gün ve saatlerinde bu mevzu üzerinde gerek "yeni hutbelerimiz" in işaret ettiğimiz mazzunlarını, gerek bu yolda kendilerinin intihap edecekleri Âyetleri, Hadisleri halkımıza açık bir lisan ile takrir ederek halk arasında tasarrufun tamimine ve yerli mallarımızın sürümünün ve minine çalışmaları Riyaset in kemali ehemmiyet ve hassasiyetle üstediği bir vazifedir. Keyfiyetin Vaizlerimize ve hatiplerimize tebliğ ile beraber bu dinî ve Millî vazifenin gereği gibi ifası için mümkün olduğu kadar tarafınızdan da mûrakabe yapılması temenni olunur.

21/II/1941

Diyanet İşleri Reis
Vekili

A. H. H. H.

030 01 105 657 11

4

DEVLET ARŞİVİNİN GENEL MÜDÜRLÜĞÜ
CUMHURİYET ARŞİVİ

T.C.
DİYANET İŞLERİ REİSLİĞİ
Yazı İşleri ve Evrak-Müd.lüğü
H: 115
Sayı. U: 11467

165
4/6/1960

Muhtulüğüne

27 Mayıs'ta Silahlı Kuvvetlerimiz tarafından, Millet ve memleket hayrına olarak yapılan hürriyet ve inkılâp hareketini hazmedemiyen ve hasis menfaatlerini, dedikodularla ve menfi propoğantalarla Milli birlik ve dirliğimizi bozmakta arayan bazı sinsî unsurların bulunabileceği gözönünde tutularak halkımızın ikaz ve .. irşat edilmesi hususunda Reisliğimize de mühim vazifeler tereddüp etmektedir.

Bugün; Yurdumuzun en uca köşelerine kadar idareyi fiilen ele alıp Milli menfaatlerimizi korumak için var kuvvetiyle çalışan Hükümetimize destek olmanın Dinî bir vecibe teşkil ettiğini, Aksine hareket eylemenin dünyada ve Ahirette mes'uliyeti ve hüsrani mucip olacağını vaizlerimizin vaazlarında, hatiplerimizin hutbelerinde âyet ve hadislerle istinaden halkınıza duyurmanın temini ve neticeden bilgi verilmesini ehemmiyetle rica ederim.

Diyanet İşleri Reisi

054/V331 4 33 27

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ

T.C.

DİYANET İŞLERİ BAŞKANLIĞI
Yazışmaları ve Evrak Müdürlüğü

15811

28/Temmuz/1960

Anam... Müftülüğüne

Hukuk prensiplerini, ahlâk ve adâlet kaidelerini Yurdumuza yerleştirmek ve kökleştirmek için yapılan 27 Mayıs İnkılâbının kıymet ve mânasını halkımıza açıkça anlatmak en mühim bir vazifedir.

Teşkilâtımız mensuplarının bu vazifeyi ilk günden itibaren yapageldiklerini memnuniyetle kaydetmekle beraber vazifemiz henüz bitmiş sayılamaz. Bundan sonra da buna devam etmemiz lâzımdır.

İnkılâbın dinî bakımdan kıymet ve mânasını belirtmek vazifesi teşkilâtımıza terettüb etmektedir.

Dinimiz bütün vatandaşların tek bir vücut gibi olmalarını emrettiği gibi nifak ve ihtilâf tohumlarını saçanları da her vesile ile takbih eder.

İnkılâba yalnız benimsemek ve onun doğruluğunu meydana koymak yetmez. Memur, çiftçi, işçi, tüccar, sanatkâr... her ferdin vazifesini büyük bir dürüstlikle ve hakkıyla yapması lâzım ve her sâhada yükselmek ancak bununla mümkündür.

Binaenaleyh, İnkılâp hakkında yapılacak konuşmalar için "Esaslar"ı muhtevî ilâhîk broşürden faydalanılarak ve daha önce yapılan tamimler ve hopinilerin malâmı bulunan âyet ve hadisler örnek tutularak, Müftü ve vaizler tarafından yapılacak vaiz ve nasihatlerle, hatipler tarafından okunacak hutbelerle halkımızın aydınlatılmasına ehemmiyetle rica ederim.

DİYANET İŞLERİ BAŞKANI

051	V33			4	33	29
-----	-----	--	--	---	----	----

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ
CUMHURİYET ARŞİVİ



175

T.C.
DİYANET İŞLERİ BAŞKANLIĞI
Yazış ve Evrak Müdürlüğü

28/9/1960

20478

Anamur

.....Müftülüğüne

27 Mayıs İnkılâbının taşıdığı büyük mânanın, halka ve köylüye âfi derecede ve açık bir ifade ile, vaizlerimizin va'zlarında, hatiplerimizin hutbelerinde âyet ve hadîslere istinaden anlatılmakta, Müftülüklerle gönderilen 4/6/1960, 16/6/1960, 28/7/1960 tarih ve 11467, 11942, 15811 sayılı tamimlerimizle istenilmişti.

Mezkûr tamimler gereğinin yerine getirilmesinin dikkat ve hassasiyetle takibinden; kendi bölgelerinde ve Müftülük camiası içinde İnkılâbın ruh ve mânasına aykırı mahiyetteki davranışlardan Müftülerin de sorumlu bulunduklarını hatırlatır,

a) Yukarıda bahsedilen tamimler üzerine ne gibi bir faaliyette bulunulup ne netice alındığının, vâiz ve hatiplerin bu mevzudaki faaliyetlerinin (faaliyetin mahiyeti ve kimler tarafından ne yapıldığını isim zikredilerek belirten) bir raporla bildirilmesini,

b) Bundan sonra bu hususta yapılacak işler için hazırlanacak programın, en geç 20/10/1960 tarihinde Başkanlıkta bulunmak üzere gönderilmesini ve keyfiyetin ilgililere de duyurulmasını ehemmiyetle rica ederim.

A. n.

Diyanet İşleri Başkanı Y.

E. T. S. S.

4a
12-10-1960

051 V 33 4 33 29

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ
CUMHURİYET ARŞİVİ



DİYANET İŞLERİ REİSLİĞİ
Yazış.ve Evrak Müdürlüğü

173
17/9/1960

20009

Anamur

.....Miftülüğüne

Sağlık ve Sosyal Yardım Bakanlığından alınan 3/9/1960 tarih ve 17005 sayılı yazıda: Bakanlığa bağlı Ebe-Laborant-Hemşire okullarına yapılan muhtelif propağandaya rağmen öğrenci bulmakta güçlük çekilmekte ve bu yüzden, günden güne artan hemşire ihtiyacının karşılanamamakta olduğu bildirilmektedir.

İnsan sağlığını korumanın, hastaları tedavi etmenin dinî vecibelerimiz arasında ehemmiyetli bir yeri bulunduğu izahtan vârestedir, Peygamberimiz Efendimizin bütün gazvelerinde, müslüman kadınların, gazilerin yaralarına sardıkları, onlara su dağıttıkları tarihî bir gerçektir.

Cemiyette insan sağlığını koruma, hastaları tedavi etme işini üzerine alan hekimlerin en mühim yardımcıları hiç şüphesiz ebe ve hemşirelerdir. Münakaşa kabul etmez bir gerçektir ki, şefkat ve merhamet duygularının zenginliği sebebiyle başarı gösterenler, bu hizmetleri hakkıyla ifa edenler ancak kadınlardır.

Sağlık ve Sosyal Yardım Bakanlığı, umumî sağlığı koruma, hastaları tedavi etme hizmetlerini bütün vatan sahında hakkıyla ifa edebilmek maksadıyla, Tıp Fakültelerinin yanı başında, hekimlerimize ehliyetli yardımcıları yetiştirmek üzere, Ebe-Laborant-Hemşire okulları da açmış bulunmaktadır.

Bu okulların devam ve bekasının, genç kızlarımızın buralara rağbet göstermeleri ve velilerinin teşvikleriyle mümkün olacağı bedihidir.

Velileri, her mevzuda olduğu gibi/bu mevzuda da irşad vazifesinin büyük payı din adamlarımıza düşmektedir. Halk oftârı üzerinde din adamlarının müsbet tesirleri inkâr götürmez bir gerçektir.

Binaenaleyh, Ââizlerimizin vaâzlarında, hatiplerimizin hutbelerinde velilerin kızlarını Ebe-Laborant-Hemşire okullarına göndermeleri hususunda, halkın anlayacağı bir dille irşadlarda bulunmalarının teminini ehemmiyetle rica ederim.

35/ 29.9.1960
Diyânet İşleri Başkanlığı

051 V33 4 33 27

139

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ
CUMHURİYET ARŞİVİ

T.C.
DİYANET İŞLERİ REİSLİĞİ
Yazı İşleri ve Evrak Müdürlüğü
Sayı: 22246



Ankara: 20/10/1958

Onanırız

Müftülüğüne

Kur'ân-ı Kerîm'in Türk harfleriyle yazılıp yazılamıyacağı hakkında son zamanlarda yapılan münâkaşa dolayısıyla bâzı vâiz, hatip ve Kur'ân öğreticilerinin de bunu mâbed ve Kur'ân öğretim kurslarında bahis ve münâkaşa mevzûu ettikleri anlaşılmıştır.

Diyanet mensuplarının bu münâkaşaya kat'î sûrette karışmaları ve karışanlar olursa haklarında gerekli muâmeleye tevessül ve sicillerine işâret edileceğinin kendilerine tebliğini ehemmiyetle ricâ ederim.

Diyanet İşleri Reisi

[Signature]

[Signature]

051	V33		4	32	44
-----	-----	--	---	----	----

CURRICULUM VITAE

Ahmet GEDİK est né Istanbul en 1992. Il est diplômé de la Science Politique et Administration Public de l'Université Marmara en 2016. Il a aussi étudié la Science Politique à l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon en 2014-2015. En 2016, il a commencé à faire son master à l'Université Galatasaray en Science Politique. Il travaille à l'Université Istinye en tant qu'un assistant de recherche depuis 2017.

Publications:

Mesut Hakkı CAŞIN, Can DONDURAN, Ahmet GEDİK, **Siyasi Tarih I**, İstanbul : Yeditepe Üniversitesi Yayınları, 2019.

Mesut Hakkı CAŞIN, Ahmet GEDİK, 'Kamu Güvenliği ve Terör Olayları Açısından Fransa', **Kamu Güvenliği Politikaları**, ed. Dr. Hasan Acar, Ankara : Nobel Yayıncılık, 2019, pp. 529-560.



TEZ ONAY SAYFASI

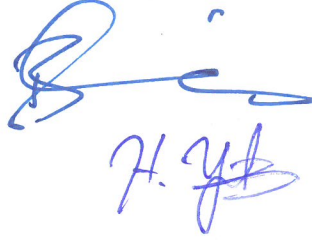
Üniversite : T.C. GALATASARAY ÜNİVERSİTESİ
Enstitü : SOSYAL BİLİMLER ENSTİTÜSÜ
Hazırlayanın Adı Soyadı : AHMET GEDİK
Tez Başlığı : LA DIRECTION DES AFFAIRES RELIGIEUSES EST-ELLE UNE
INSTITUTION DE TUTELLE RELIGIEUSE?
Savunma Tarihi : 26 / 08 / 2019
Danışmanı : DOÇ. DR. BİROL CAYMAZ

JÜRİ ÜYELERİ

Unvanı, Adı Soyadı

İmza

DOÇ. DR. BİROL CAYMAZ



DOÇ. DR. HAKAN YÜCEL

DOÇ. DR. AYŞE SILA ÇEHRELİ



Enstitü Müdürü

Prof. Dr. M. Yaman ÖZTEK

